

France Forum

- *Nouveaux défis de la Défense*
- *La Recherche en France*
- *La police et les citoyens*
- *Théologie de la libération*
- *Saint Bernard, médiateur*
- *Quel rôle culturel pour la C.E.E. ?*
- *Bataille autour de l'orthographe*
- *A propos de Rivarol*
- *Que faire du tragique ?*
- *Le sort des Boat People*
- *Arts et lettres*
- *Fermeté et espérance*
- *Partage des consciences*

Raoul GIRARDET - Thierry de MONTBRIAL - Jean LECANUET - Philippe RICALES - Gino NECCHI - Pierre BIGO - Fr. Jean-François HOLTHOF - Roberto PAPINI - François BAYROU - Henri BOURBON - Jean LESSAY - André LE GALL - Claude HURIET - Philippe SENART - Marc DARMON - René PUCHEU - Pierre AVRIL - Jean TEITGEN - François FEJTO - Jacques NANTET - Jean CHELINI - Jacques BARROT - Etienne BORNE.

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent son effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 150 F.

France-Forum, 133 bis rue de l'Université, 75007 Paris
Numéros spécimens gratuits sur demande

“France-Forum” est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32, Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LIBRAIRIE “DIALOGUES”

Square Mgr Roull - 29200 BREST

POINT DE VENTE EN ALLEMAGNE : LIBERTAS, M^{me} VIGOUROUX,

Hintere Gasse 35/1, D. 7032 SINDELFINGEN

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION
Etienne Borne, Henri Bourbon
Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10
Abonnement annuel 120 F
Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire 267-268

Janvier-Mars 1991
30 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

- POLITIQUE DE DÉFENSE : NOUVEAUX DÉFIS, NOUVEAUX CHOIX**
DÉBAT AVEC RAOUL GIRARDET
ET THIERRY DE MONTBRIAL p. 2
- LA RECHERCHE EN FRANCE : FANTASME OU RÉALITÉ ?**
PAR PHILIPPE RICALENS p. 9
- LA POLICE SOUS LE REGARD DES CITOYENS**
PAR GINO NECCHI p. 19
- DÉBAT DANS L'ÉGLISE : "THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION"**
PAR PIERRE BIGO p. 21
- SAINT BERNARD MÉDIATEUR**
PAR FR. JEAN-FRANÇOIS HOLTHOF p. 25
- QUEL RÔLE CULTUREL POUR LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ?**
PAR ROBERTO PAPINI p. 29
- POURQUOI J'AI COMBATTU LA RÉFORME DE L'ORTHOGRAPHE**
INTERVIEW DE FRANÇOIS BAYROU p. 33
- A PROPOS DE RIVAROL**
PAR JEAN LESSAY p. 38
- QUE FAIRE DU TRAGIQUE ?**
PAR ANDRÉ LE GALL p. 40
- LES BOAT PEOPLE SONT-ILS CONDAMNÉS ?
VERS UN NOUVEAU GÉNOCIDE**
PAR CLAUDE HURIET p. 48
- FERMETÉ ET ESPÉRANCE**
PAR JACQUES BARROT p. 69

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTÉRAIRE**
PAR PHILIPPE SÉNART p. 50
- REDÉCOUVERTE DE SIMON VOUET (1590-1649)**
PAR HENRI BOURBON p. 56
- DISQUES**
PAR MARC DARMON p. 58

NOTES DE LECTURE

- LIBRE CULTURE DE JACQUES RIGAUD**
PAR RENÉ PUCHEU p. 59
- LE SÉNAT DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE JEAN CLUZEL**
PAR PIERRE AVRIL p. 62
- 1990-2000 - LA DÉCENNIE DES MAL-APPRIIS
DE FRANÇOIS BAYROU**
PAR ANDRÉ LE GALL p. 62
- QUE FAIRE ? LES GRANDES MANŒUVRES DU MONDE
DE THIERRY DE MONTBRIAL**
PAR JEAN TEITGEN p. 63
- DOMINIQUE ARBAN OU LA PASSION DES LETTRES**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 64
- SOLJENITSYNE ATTAQUE GORBATCHEV**
PAR JACQUES NANTET p. 65
- LES NOUVEAUX ESPAGNOLS**
PAR JEAN CHELINI p. 67

PROPOS DU TEMPS

- LE MIEL ET LES MOUCHES** p. 68
- PARTAGE DES CONSCIENCES ET HONNEUR DE DIEU**
PAR ÉTIENNE BORNE p. 70

POLITIQUE DE DÉFENSE : NOUVEAUX DÉFIS, NOUVEAUX CHOIX

Débat avec Raoul GIRARDET et Thierry de MONTBRIAL

Le 6 novembre 1990, au Club France-Forum de Paris, sous la présidence de Jean Lecanuet, Président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, Raoul Girardet, Professeur émérite des Universités, et Thierry de Montbrial, Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), ont débattu de ce problème, l'un des plus difficiles que la France ait à résoudre aujourd'hui.

Cette réunion s'est tenue plus de deux mois avant l'ouverture des hostilités dans le Golfe et les tentatives de remise au pas des Etats Baltes. Mais, loin de rendre caduques ou périmées les questions et les orientations alors soulevées ou esquissées, l'évolution dramatique de la situation créée par l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, et le conflit entre l'Union Soviétique et les Etats Baltes, n'ont fait qu'en souligner l'importance et la pertinence -même si les textes qui suivent trahissent, ici ou là, la date

à laquelle ont été prononcés les exposés oraux dont ils sont la transcription.

————— **Thierry de MONTBRIAL** —————

Je vais, dans ces remarques introductives, procéder de la manière suivante : tout d'abord, tenter de caractériser, de manière très générale, les changements en cours dans le système international, ce qui fait que les problèmes de défense ne se présentent plus pour notre pays de la même manière que pendant les quarante à quarante-cinq dernières années. Il existe en effet deux tendances extrêmes : l'une consiste à nier le changement, à affirmer que le problème n'a pas changé de nature et s'inscrit dans une continuité figée ; selon l'autre, au contraire, tout danger aurait disparu, nous serions entrés dans une période de prospérité, les risques de guerre seraient à présent dissipés, les Soviétiques seraient devenus "gentils"...

Il convient donc de commencer par une analyse pré-

cise de cet environnement. Ensuite je tenterai d'en déduire quelques grandes idées directrices qui pourraient inspirer la réflexion sur l'adaptation de la politique de défense de la France, en distinguant les trois cercles traditionnels : le cercle européen de notre sécurité immédiate, la bordure méditerranéenne et le Moyen-Orient, enfin le reste du monde. Mes remarques concerneront surtout les deux premiers de ces cercles.

UN ENVIRONNEMENT QUI CHANGE

Je commence par la transformation du Système international. Certains prétendent - quoiqu'un peu moins depuis la crise du Golfe - qu'il n'y a plus de menaces puisque l'Union Soviétique s'est effondrée. Ils en déduisent que la question de la défense de la France doit faire l'objet d'une révision radicale. Pour lutter contre cette tendance, d'autres expliquent à l'inverse que rien n'a changé.

Ces deux attitudes sont à rejeter dos à dos. Tout d'abord, l'effondrement de l'Union Soviétique est lourd de multiples dangers. Quoiqu'il arrive, la Russie restera un ensemble considérable de 150 millions d'habitants. Personne ne sait exactement entre quelles mains le Kremlin va tomber. Il est du reste possible qu'il reste entre celles de Mikhaïl Gorbatchev, mais que celui-ci, qui n'est pas un saint, change lui-même. Ceci ne doit certes pas être exclu. Il est possible que l'Union Soviétique, ou, disons, la Russie, soit le théâtre d'un coup d'Etat de type populiste ou fasciste, avec ou sans l'appui de l'armée. En un mot, tout, je crois, peut arriver. Ceux qui ont eu l'occasion de visiter récemment l'Union Soviétique, n'ont pu qu'être frappés par la désastreuse situation économique et sociale qui y règne depuis 1985. Auparavant, l'Union Soviétique fonctionnait, mal, mais elle fonctionnait. Depuis l'arrivée de Gorbatchev, la société a dévalé les échelons vers le bas. Les conditions matérielles n'ont cessé de se détériorer. La sécurité des personnes n'est plus assurée, l'anarchie est partout, ouvrant effectivement la voie à toutes les aventures politiques, ceci indépendamment des problèmes de séparatisme ou de nationalité. Même si la nature du risque provenant d'Union Soviétique est fondamentalement transformée, les risques demeurent. N'oublions pas d'autre part que le stock d'armes nucléaires reste pour l'essentiel ce qu'il était et qu'à l'heure actuelle, les dirigeants soviétiques eux-mêmes disent être préoccupés de ce qu'il pourrait en advenir. Ceci ne signifie pas que le pire soit inévitable dans l'ancienne Union Soviétique. On peut imaginer des scénarios optimistes. Néanmoins, le degré d'incertitude reste très élevé et il serait irresponsable de nier tout danger du côté de la Russie.

Faisons cependant l'hypothèse que le problème lié à l'Union Soviétique soit écarté. La menace traditionnelle sur laquelle nous avons basé toute notre politique de défense depuis 1945 aurait alors totalement disparu. Mais comment ignorer l'apparition d'un faisceau considérable de nouveaux risques ?

Permettez moi de faire une parenthèse sémantique :

j'emploie tantôt le mot "menace", tantôt celui de "risque". Je crois utile, pour la clarté conceptuelle, de faire la distinction entre ces deux notions. La menace est un danger concret. Avant la révolution gorbatchévienne, il y avait ainsi une menace soviétique parfaitement identifiable. Le risque est une notion beaucoup plus diffuse. Il correspond à un danger plus virtuel. Ainsi risquons-nous tous, en descendant l'escalier, de manquer une marche et de nous casser une jambe, ou d'avoir un accident si nous prenons une voiture. La notion de risque appelle, plus que celle de menace, une réflexion de type probabiliste. La menace pourrait être caractérisée comme un risque qui se matérialise, qui passe d'un état diffus à un état de plus grande probabilité.

Pour en revenir à mon propos, prenons, par exemple, les problèmes de nationalités, de remise en cause des frontières qui se posent à nouveau en cette fin de XX^e siècle. Non pas dans les mêmes termes qu'au XIX^e siècle - l'Histoire ne se répète jamais à l'identique - mais le rapprochement est cependant frappant. A cet égard, on ne peut comprendre aujourd'hui ce qui se passe en Union Soviétique sans remonter le fil de l'histoire de l'Empire russe. A chaque situation conflictuelle l'on découvre ainsi plusieurs niveaux d'explication. La Moldavie en est une bonne illustration. Au premier degré, on y trouve des rivalités entre nationalités, c'est-à-dire entre la population de souche roumaine - la Moldavie s'est vu attribuer la Bessarabie, anciennement partie de l'actuelle Roumanie - et la population russophone ; puis on découvre qu'à l'intérieur de ces minorités sont ancrées d'autres minorités. Ainsi en est-il pour presque toutes les républiques de l'Empire soviétique, l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan. On est ainsi ramené à la situation qui prévaut au Liban. D'où, du reste, l'expression de "libanisation" qui est utilisée depuis quelques temps par les experts et a même été reprise par M. Gorbatchev. De même que la question du Liban empoisonne depuis quinze ans la vie internationale, la décomposition de l'Empire soviétique risque de faire déborder ces questions de nationalités sur l'Europe de l'Est, sur l'Europe tout entière et par conséquent sur l'ensemble des relations internationales.

Par ailleurs, l'Europe de l'Est elle-même ne se trouve pas en bonne santé. Après l'euphorie de la libération, les problèmes apparaissent. Il est à craindre que de nombreux pays ne soient pas capables de résoudre leurs problèmes économiques de manière satisfaisante et dans des délais raisonnables, et que par conséquent une détérioration de la situation dans les années qui viennent n'entraîne des bouleversements politiques. On les voit du reste poindre en Hongrie. Or à juste titre, la Hongrie a la réputation d'être celui de ces pays qui se porte le mieux. Mais, au dernier scrutin, la participation électorale a baissé dans des proportions ridicules (30 % à peine), et le Premier Ministre, Marian Calfa, se trouve actuellement en grande difficulté. En Europe de l'Est aussi, les nationalités s'expriment à nouveau. La Tchécoslovaquie et l'inimitié existant entre Tchèques et Slovaques en offrent un cas typique. Quant à la Yougoslavie, comme beau-

coup, je pense que la probabilité que cet ensemble demeure en tant qu'Etat est infime. De fait, la ligne de séparation traditionnelle entre l'Europe et les Balkans traverse la Yougoslavie. Même parmi les Yougoslaves, de nombreux responsables occupant d'importantes fonctions, et qui par conséquent devraient faire profession de croire à la pérennité de l'Etat, ont cessé de jouer la comédie.

Les risques émergeant de ces deux catégories de problèmes - problèmes économiques et sociaux et problèmes de nationalités - apparaissent donc clairement. Pour ma part, le risque majeur ne me paraît pas être le retour au communisme - encore qu'il ait laissé d'innombrables séquelles, à commencer dans les comportements - mais plutôt l'apparition de nouvelles formes de fascisme, de mouvements d'extrême-droite tels ceux qui s'expriment aujourd'hui dans l'ancienne Allemagne de l'Est.

De nouvelles sources d'inquiétudes se font jour également dans le reste du monde. Prenons la crise du Golfe. C'est je crois, la première manifestation d'un type de crise dont la probabilité a augmenté du fait de la fin de la guerre froide. Dans l'ancien système en effet, je suis de ceux qui pensent que jamais Saddam Hussein ne se serait hasardé à envahir le Koweït. Américains et Soviétiques avaient en effet conclu une entente tacite pour dissuader ceux qui, par leur comportement, risquaient de les conduire à l'affrontement frontal. Et il faut reconnaître que le système a fonctionné admirablement. Ainsi les conflits régionaux n'ont-ils jamais dégénéré : ils sont restés contrôlés, grâce parfois à un jeu très prudent - comme au Moyen-Orient - ou, lorsque les intérêts en jeu n'étaient pas majeurs, ils sont restés limités à l'ère régionale - comme en Afrique australe. Aujourd'hui, cette régulation des crises n'existe plus. Pour ma part, je suis convaincu que les calculs de Saddam Hussein ont tenu compte de ce phénomène. C'est d'ailleurs aussi l'une des raisons pour lesquelles l'issue de ce conflit sera très importante pour la suite : la manière dont il aura été réglé créera en quelque sorte, un précédent. En tout état de cause, quelle que soit cette issue, il est à craindre que, pour ainsi dire livrées à elles-mêmes, les crises locales ne se multiplient.

Revenons-en plus précisément à notre deuxième cercle, le Moyen-Orient. Le même raisonnement permet de penser que toute la question des frontières peut y être remise en cause. Nous sommes aujourd'hui ramenés à 1918. C'est en effet à cette époque qu'a été dessinée la carte du Moyen-Orient que nous connaissons, après la chute de l'Empire Ottoman et son démantèlement. Les conséquences en ont été au moins aussi importantes que celles de l'effondrement de l'Empire soviétique. Nous en subissons aujourd'hui les séquelles. A l'issue de la première guerre mondiale, la montée des fascismes, puis la Seconde Guerre mondiale et l'instauration d'un système bipolaire ont largement gelé les frontières : aujourd'hui, n'en doutons pas, elles vont être remises en question. Certaines évolutions pourront peut-être être freinées

mais le problème va se poser. Il faut par exemple se reporter à la manière dont a été dessinée la frontière entre l'Irak et le Koweït (Je soulève là l'un des aspects -fondamental - de la crise mais laisse bien entendu de côté d'autres aspects fondamentaux, comme la question du droit et de sa violation). Cette allusion montre bien que les risques sont multiples - diffus aussi - mais qu'à tout moment, un "risque" peut se transformer en "menace", pour reprendre la terminologie mentionnée plus haut, avec l'apparition de situations où nos intérêts peuvent se trouver mis en cause. Ceci soulève une autre question, le problème classique que je ne développerai pas aujourd'hui : qu'est-ce que l'intérêt national ? Je rappellerai seulement deux thèses : la thèse en quelque sorte maurrassienne, qui va de Maurras à Debray, pour laquelle la notion d'intérêt national est en quelque sorte absolue ; la thèse aronienne pour qui elle est relative, et dépend en particulier des conditions sociales du moment. L'important est que nos intérêts peuvent brusquement être impliqués. Ainsi dans la crise du Koweït, considérons-nous, à tort ou à raison, qu'ils le sont.

On peut aussi imaginer - ceci est actuellement tout à fait spéculatif - que l'Algérie soit le théâtre d'une révolution islamique qui évolue de telle manière qu'un gouvernement entende y déployer des fusées. La diffusion de la technologie militaire permet en effet aujourd'hui à de nombreux pays de produire des systèmes d'armes sophistiqués, y compris des pays "en voie de développement", selon la terminologie en usage, comme le Brésil.

Pour conclure, le monde dans lequel nous entrons présente un "spectre des risques" beaucoup plus diffus qu'autrefois. Auparavant, le spectre comportait des pointes très concentrées avec une pointe dominante toutes les autres, correspondant à l'Union Soviétique. Aujourd'hui, il est plus diffus, qualitativement mais aussi géographiquement.

Quelles conclusions en tirer en ce qui concerne la défense de la France ?

VERS DE NOUVELLES CONCEPTIONS DE LA DÉFENSE ?

J'évoquerai d'abord brièvement le nucléaire. Je crois que nous devons maintenir le principe de la dissuasion nucléaire, et cet impératif me paraît même plus impérieux qu'avant. J'emploierai le mot tabou - qui n'a jamais été prononcé par de Gaulle (il l'a été, semble-t-il, en privé par le Général Ailleret) - de dissuasion "tous azimuts". Ceci bien sûr ne vise pas l'Allemagne. "Tous azimuts" signifie "susceptible d'exercer un effet dissuasif sur n'importe quel point du monde d'où pourrait venir une menace concrète". Si une époque justifie un approfondissement de ce concept, c'est à mon avis celle dans laquelle nous entrons. Qu'en déduire en termes de systèmes d'armes ? N'était la question des coûts qui n'est pas négligeable, je crois que nous devrions essayer de maintenir la notion de triade ; en particulier, il m'apparaîtrait dommageable de renoncer complètement au principe

d'un système basé à terre, mobile, le projet de SX. Sans entrer dans les détails, retenons seulement le principe d'une dissuasion nucléaire plus justifiée que jamais. Paradoxalement, cette dissuasion nucléaire perdra de l'importance en valeur relative par rapport aux autres composantes de la défense. Les deux affirmations ne sont pas contradictoires. D'abord, c'est un point important, en termes politiques, parce que nous avons tiré le maximum d'avantages politiques possibles de notre appareil de dissuasion nucléaire. Ne nous faisons pas trop d'illusions : nous ne pourrions continuer à jouer indéfiniment cette carte en escomptant des bénéfices politiques. Il est d'ailleurs possible que, parmi nos voisins, dans les vingt ans qui viennent, d'autres pays se dotent de l'arme nucléaire et qu'à cet égard - je reste sur le plan strictement politique - notre statut se trouve amoindri. Nous ne devons plus survaloriser cette dimension.

Nous allons devoir jeter un nouveau regard sur l'aspect conventionnel de nos moyens, à la fois sur le plan terrestre, aérien et maritime. Le maître-mot est évidemment celui de mobilité. Nous devons dans tous les cas mettre l'accent sur la mobilité, à la fois stratégique et tactique : comme nous ignorons d'où peut venir la menace, où les risques peuvent se matérialiser, se transformer en danger, nous devons être en mesure, avec un préavis limité, d'intervenir là où les autorités du moment estimeraient nos intérêts menacés. Cela signifie que nous devons disposer des capacités de projection de la force adéquates. Ceci implique une force maritime suffisante - je pense entre autres aux porte-avions - et également des moyens aériens suffisants, avec des armements de première qualité et vraisemblablement des effectifs plus limités qu'actuellement mais mieux formés et mieux entraînés. Telles sont, brièvement les directions qui paraissent s'imposer en conséquence logique de l'analyse politique qui précède.

Pour terminer, quelques mots sur l'Europe et l'Alliance atlantique qui sont légitimement chères au Président Jean Lecanuet.

En ce qui concerne l'Alliance atlantique, je pense, et je le dis avec une certaine nostalgie, que nous ne devons pas conserver trop d'illusions : même si l'intérêt de la France sera certainement de conserver une Alliance atlantique forte, l'Alliance atlantique telle que nous l'avons connue ne survivra pas longtemps. Et en premier lieu, parce que le Pacte de Varsovie va se dissoudre - il l'est d'ailleurs pratiquement. La seule chance de survie d'une Alliance atlantique puissante serait le maintien d'hypothèses pessimistes sur l'Union Soviétique, c'est à dire la subsistance d'une menace liée au plus sombre des scénarios évoqués au début. Sinon il est vraisemblable que l'Alliance se transformera. Cela prendra du temps : l'Alliance atlantique représente une énorme bureaucratie, attachée à sa survie. Après la dissolution du Pacte de Varsovie, la signature de l'accord sur les forces conventionnelles en Europe (1) et surtout, celle des accords SALT, si elle intervient comme prévu, la pression sera de plus en plus

forte pour réduire l'Alliance atlantique à une structure minimale. En particulier, il est très vraisemblable que la notion d'organisation intégrée de l'Alliance atlantique disparaîtra graduellement ou, tout au moins, changera complètement de signification. Ainsi, dans peu de temps, nos propres guerres de religion seront-elles obsolètes. Il est surprenant que certains se battent encore pour cette notion d'intégration : à l'heure où je parle, elle a un sens en Arabie Saoudite, mais, en Europe, elle n'est plus de mise.

La question de l'avenir de l'Alliance ne doit plus tant être posée en termes de défense - bien que cette composante n'ait pas cessé d'exister - qu'en termes politiques. Le problème est celui de l'avenir des relations entre l'Europe et les Etats-Unis.

En ce qui concerne l'Europe, nous nous heurtons à deux difficultés majeures. La première a trait à la notion même d'Europe. De quelle Europe parlons-nous ? Dans les dix ou quinze ans qui viennent va se poser un formidable problème de redéfinition. Aujourd'hui, nous avons une Communauté à douze, mais la pression à l'élargissement va s'exercer doublement. D'abord de la part de tous les pays de l'Association européenne de libre-échange. Jusqu'à présent, on pouvait refuser l'Autriche en raison de sa neutralité ; mais aujourd'hui le concept de neutralité s'est complètement transformé. Nous ne pourrions pas indéfiniment nous opposer à l'entrée de l'Autriche, ni ensuite à celle de la Norvège qui veut rejoindre la Communauté, à celle de la Suède, et probablement de la Finlande ; même la Suisse révisé sa position. Par ailleurs la pression venant des pays d'Europe de l'Est est aujourd'hui considérable, sans parler de la Turquie. Donc la notion même d'Europe va être totalement à redéfinir.

La deuxième difficulté peut être exprimée sous forme d'interrogation. Qui, en Europe, à l'heure actuelle, est réellement prêt à faire le pas majeur qui serait nécessaire pour constituer une organisation européenne de défense, alors même que le sentiment de menace n'est plus perçu par les opinions publiques, et en particulier en Allemagne ? La France, qui pourrait donner l'impulsion, n'est pas très enthousiaste. La raison en est simple : une telle démarche suppose l'abandon explicite d'une partie de notre souveraineté. Pour ma part, je pense cependant à certaines initiatives possibles : par exemple, la mise sur pied d'unités franco-allemandes à l'échelle du corps d'armée et non plus de la brigade ou même de la division, avec - pourquoi pas ? - un déploiement d'éléments allemands en France et d'éléments français en Allemagne. Mais d'une part, je ne crois pas que nous y soyons prêts. En tout cas, nos autorités politiques sont, pour le moment, fortement opposées à de telles idées. Il est cependant important de noter que nous n'aurons rien sans rien. Si nous voulons faire des progrès dans cette direction, nous devons faire des propositions radicales. Or les Allemands, qui sont forcément la pierre angulaire de la construction, n'en ressentent pas le besoin. Il y a là un vrai problème.

Aucune tentative de réflexion sur ce qu'il est convenu d'appeler les problèmes de défense ne saurait, je crois, se dispenser d'une invitation à la prudence et à la modestie. Au cours des dernières décennies, tant d'affirmations se sont succédé autour du sujet, toujours péremptoires, le plus souvent contradictoires ! L'apparition de l'arme nucléaire devait selon les uns ouvrir une ère de l'histoire obligatoirement pacifique, elle devait selon les autres entraîner rapidement l'humanité vers l'apocalypse. La tragédie d'Hiroshima ou de Nagasaki est restée cependant unique, alors que la guerre est loin pour autant de se trouver éliminée de l'histoire humaine. Combien paraît vaine aujourd'hui toute une littérature doctrinale à hautes ambitions stratégiques et qu'ont vite rendue périmée et les évolutions imprévues de la technologie et les mutations politiques. Il n'y a guère qu'une dizaine d'années que "la fin des armées" nous était annoncée avec une totale rigueur dogmatique. Elaborées dans le cadre de la seule confrontation Est-Ouest, combien de spéculations théorisantes nous paraissent vaines aujourd'hui, les hasards, les caprices ou la volonté des hommes ayant imposé à l'histoire des détours qu'aucune vue prophétique ne semblait annoncer ! Par rapport à un passé cependant très proche, c'est devant une table rase que nous nous retrouvons aujourd'hui. Ce serait présomptueux de prétendre y reconstruire un nouveau et définitif dispositif. Un nouvel ordre doit être recherché. Acceptons les incertitudes et les tâtonnements.

Invitation donc à la prudence mais qui n'interdit pas pour autant la nécessité d'un certain nombre de constatations. La première étant celle de la présence constante, voire de l'*amplification du phénomène guerrier dans le monde au cours de la seconde partie du XX^e siècle*. Depuis 1945 les portes de la guerre n'ont en fait jamais été fermées. Le chiffre des victimes a probablement atteint, voire même dépassé, les bilans de la seconde guerre mondiale, le décompte ne pouvant d'ailleurs être que plus approximatif encore que le précédent. Directement ou indirectement les guerres de notre temps ont été en effet accompagnées ou suivies de larges massacres collectifs décimant ou anéantissant d'importantes fractions d'une population traditionnellement désignée comme "civile". L'ampleur de ces hécatombes dépassant considérablement celle des pertes "militaires", c'est-à-dire des hommes tués au combat, demeure de toute évidence difficile à évaluer. La notion antique du massacre, du *caedes*, est redevenue l'une des plus sûres des réalités de notre temps.

Seconde remarque concernant les racines mêmes du phénomène guerrier dans le monde contemporain. En simplifiant quelque peu, il est permis d'affirmer que nous avons vu se succéder, mais aussi chevaucher, ce qu'il est permis d'appeler *trois types de systèmes conflictuels*. Le premier a trouvé son origine, chacun le sait, dans la constitution, aux lendemains de la seconde guerre, de deux "blocs" antagonistes, c'est-à-dire de deux grands

ensembles communautaires de dimension supranationale, se réclamant chacun d'une même orientation idéologique, présentant des structures économiques et politiques voisines et regroupés chacun autour d'une puissance majeure à vocation plus ou moins hégémonique. Le second système demeure dominé par la présence persistante du fait national : heurts d'Etats-nations déjà historiquement constitués, ou aspirations à l'indépendance de nations prenant conscience et de leur identité et de leur volonté de l'affirmer ; le temps des Empires avait été trop tôt proclamé aux lendemains de la seconde guerre mondiale : c'est à leur désagrégation que l'on continue d'assister. Mais, nouvellement nés à la scène du monde, un certain nombre de ces nouveaux Etats-nations s'avèrent eux-mêmes fragiles, hétérogènes, impuissants à affirmer les éléments d'une élémentaire solidarité : d'où éclatements entre populations culturellement ou tribalement opposées. Si les blocs tendent à voir s'atténuer leur potentiel belliqueux, les nations et les "ethnies" voient le leur se renforcer. Et que dire encore du réveil de l'esprit de croisade religieux et du rôle de plus en plus important des disparités des zones de pression (ou de dépression) démographique !

Troisième remarque : à travers et au-delà de l'extrême diversité de l'histoire guerrière de notre temps on ne peut manquer d'insister sur le *rôle de l'opinion en tant que facteur stratégique*. Le poids de l'opinion pèse lourd dans la définition même du jeu de la dissuasion nucléaire. Que l'on se souvienne à cet égard de l'affaire, après tout encore relativement récente, des euromissiles : céder alors à certaines pressions ou à certaines manipulations, menées au nom du pacifisme, aurait signifié pour l'Occident accepter une abdication stratégiquement majeure dans le système de l'équilibre réciproque de la terreur. Mais c'est aussi l'opinion que visent, sur un autre plan, les prises d'otages, les attentats dans la foule, les manipulations de la désinformation. Le recours à l'arme psychologique a été, dans les premiers mois de la crise du Golfe, l'un des atouts essentiels de Saddam Hussein. Il faut prendre garde que la guerre pénètre par là à l'intérieur même de la collectivité politique, au plus profond de la conscience communautaire. Le problème de la Défense tend alors à se poser sur un plan qu'il faut bien qualifier de moral. C'est l'ensemble du système de valeurs sur lequel tend à reposer toute société qui se trouve ainsi directement mis en cause. Il va de soi que le problème se pose de façon particulièrement dramatique lorsqu'il s'agit d'une société libérale et pluraliste. Au delà des divergences et des oppositions inévitables dans ce type de société toute la question est alors de savoir s'il existe une volonté commune de survie et sur quelles certitudes repose cette volonté.

La quatrième remarque concerne ce qui me paraît être la totale *obsolescence du système français de défense* face aux périls que notre pays risque demain d'affronter. Pendant un certain temps, et dans une certaine perspective, la possession d'une force nucléaire considérée comme suffisamment dissuasive s'est trouvée présentée comme la garantie essentielle de la sécurité nationale.

Mais, si le péril soviétique semble aujourd'hui s'être éloigné (sans avoir d'ailleurs totalement disparu), d'autres menaces sont apparues, multiples, diverses, venant d'horizons opposés. Face à ces menaces c'est un constat d'insuffisance, pour dire mieux d'inadaptation qu'il faut bien dresser : faiblesse numérique des forces d'intervention à longue distance, extrême pauvreté des moyens logistiques, fragilité d'une sécurité intérieure face à un terrorisme international de grande échelle. Et que dire d'un service militaire, toujours proclamé en principe universel et obligatoire, en fait ni universel ni même obligatoire !...

S'impose aujourd'hui, me semble-t-il, la nécessité d'une totale remise en cause. Nécessité d'une nouvelle réflexion stratégique : le principe de la "dissuasion du faible au fort" continue à être présenté comme le point central de la doctrine militaire française. La formule doit être inversée : ce sont les données d'une stratégie du "fort au faible" qu'il convient aujourd'hui de définir. Nécessité aussi d'une adaptation de l'ensemble du système militaire aux nouvelles révolutions technologiques. L'arme nucléaire avait représenté une première révolution : celle de la puissance. D'autres sont venues s'y ajouter : la révolution de la distance, celle de la précision, celle de l'utilisation de l'espace, celle de la communication, etc... Nécessité enfin de la prise de conscience d'une nouvelle mesure de la France : la possession de l'arme nucléaire était censée, affirmait-on et affirme-t-on encore, réduire, voire annihiler les disparités de puissance, c'est-à-dire rendre de nouveau la France totalement maîtresse de son destin. La relativisation du nucléaire à laquelle nous assistons, l'apparition d'un nouvel "art de la guerre" rendent cette dogmatique difficilement crédible.

Répondre à ces nécessités, faire face à ces défis inattendus, la tâche est-elle possible dans le seul cadre national ? Il ne me semble pas qu'une réponse positive puisse être donnée à cette question. Il s'agit là de dépasser la vieille opposition entre deux absolus : d'un côté celui de l'indépendance nationale érigée en dogme inflexible, de l'autre celui de la supranationalité érigée en nécessité de caractère historique. C'est au nom même de l'intérêt de la nation, de sa sécurité, de sa liberté qu'il convient aujourd'hui de dépasser, en matière de défense, le cadre de la nation. Mais c'est aussi dans l'intérêt même d'une sécurité collective élargie, qu'il importe de laisser la place aux fidélités nationales et aux attachements nationaux. Est-il impossible d'imaginer la conciliation de ces deux impératifs dans le cadre des systèmes d'alliances présentement établis ? Je ne le crois pas. Les structures de l'Alliance atlantique ont sans doute besoin d'une certaine rénovation. Mais on ne saurait oublier l'intérêt capital du système : celui de lier la sécurité des pays de l'Europe occidentale à la puissance américaine, d'amarrer en quelque sorte à jamais les Etats-Unis à l'Europe. (Si cela avait été en 1914 ou en 1939, l'Histoire aurait-elle connu le même cours ?). Quant à l'U.E.O. (2), il suffirait sans doute de la mise en œuvre d'accords bi- ou multilatéraux de coopération, pour lui redonner toute son importance. La revitalisation de l'institution reste à

notre portée. Et il ne s'agit nullement en l'occurrence d'opposer une mystique européenne à une mystique nationale ou nationaliste. Il s'agit bien plus concrètement de prendre en compte la complémentarité, la convergence et l'interdépendance des intérêts nationaux. C'est en fonction des intérêts mêmes de la nation que s'impose l'élargissement de la vieille conception "nationale" de la Défense.

*
* *

Le débat qui a suivi ces deux exposés a donné l'occasion aux deux conférenciers de préciser leur position, notamment dans les domaines suivants :

ROLE DE L'ARME NUCLÉAIRE

Raoul GIRARDET - Se pose finalement le problème de ce qu'il faut appeler le "seuil de dissuasion". Il est bien certain que l'arme nucléaire n'est pas une arme absolue, en ce sens qu'elle ne peut pas être utilisée dans toutes les circonstances : pour faire tenir Saddam Hussein tranquille il n'était pas imaginable qu'on vitrifie l'ensemble de l'Irak. Le problème s'est posé constamment et dès la naissance même d'une stratégie de la dissuasion nucléaire : il y a des cas où la possession de l'arme nucléaire ne peut plus exercer un pouvoir de dissuasion, tout simplement parce que l'enjeu ne paraît pas justiciable d'un moyen de destruction aussi terrifiant. Et cela commence dès la guerre de Corée. Pourquoi les Américains n'utilisent-ils pas l'arme nucléaire pendant la guerre de Corée ? Tout simplement parce que l'enjeu coréen ne semblait pas justifier un nouvel Hiroshima. On ne va pas utiliser l'arme nucléaire pour faire tenir la Libye tranquille ; on est bien obligé d'utiliser d'autres moyens. Il y a des limites à la dissuasion nucléaire. L'arme nucléaire dissuade, mais seulement face à des dangers majeurs. Devant des risques secondaires, l'arme nucléaire ne dissuade plus : c'est là où l'on assiste, et Thierry de Montbrial en est bien d'accord, à une relativisation de l'arme nucléaire. A partir du moment où l'on n'envisage plus l'affrontement global, décisif, cette arme, il n'est plus très facile de savoir comment s'en servir. Les modes d'utilisation de l'arme nucléaire à l'égard d'un adversaire qui ne possède pas d'arme nucléaire, le problème semble avoir pratiquement échappé aux théoriciens.

Thierry de MONTBRIAL - Malheureusement, dans les vingt ans qui viennent, il est possible que l'arme nucléaire soit employée. Je ne sais où et comment, mais je pense qu'elle peut l'être et que nous réviserons probablement nos conceptions stratégiques à l'égard de cette arme. Raoul Girardet y a d'ailleurs fait allusion en évoquant le passage d'une stratégie de dissuasion à une stratégie de l'emploi. Certains, je crois, commencent à réfléchir dans ces termes. Naturellement, la prolifération des armes nucléaires ne peut qu'augmenter ce risque.

PROTECTION DES POINTS SENSIBLES

Raoul GIRARDET - Le domaine de la sécurité inté-

rieure, évoqué par Jean Lecanuet et que nous n'avons citée ni l'un ni l'autre est effectivement fondamental. On peut très bien imaginer une stratégie agressive qui combine à la fois une opération à l'extérieur et d'autre part des opérations intérieures. La fragilité de nos sociétés industrielles est extraordinaire. Il y a là tout un aspect des problèmes de défense qui se trouve à peu près complètement négligé. Il existe sans doute des relations entre les systèmes policiers pour lutter contre un terrorisme qui, jusqu'à présent, a été il faut bien le dire, tout à fait restreint. Mais celui-ci peut être développé, et devenir l'instrument d'une stratégie globale. A cette stratégie globale, seule une autre, et de dimension supra nationale, pourrait riposter. Sa mise au point ne semble poser aucun problème essentiel.

DANS QUEL CADRE - NATIONAL OU INTERNATIONAL - CONVIENT-IL D'ORGANISER LA DÉFENSE ?

Thierry de MONTBRIAL - Je partage entièrement l'opinion selon laquelle il convient, au nom de l'intérêt national, de dépasser le cadre national. D'ailleurs, comme le murmure le Président Lecanuet, on le fait depuis longtemps. Il y a cependant certains problèmes.

Le Traité de l'Atlantique ou le Traité de l'UEO (2) soulignent qu'une attaque contre l'une des parties est une attaque contre tous. Mais lorsque le risque se diversifie, il devient très difficile de se mettre d'accord sur la nature même de l'agression. Le problème est à la fois juridique et politique. Prenons l'affaire du Koweït. L'invasion irakienne du Koweït est-elle réellement une agression contre la France, contre l'Allemagne ? Déterminer dans quelle mesure tel pays est victime d'une agression devient un véritable problème et révèle toutes les subtilités de la notion d'intérêt national. Cette difficulté n'était pas étrangère bien sûr au scepticisme que j'exprimais sur l'avenir de l'Alliance atlantique. Lorsque la menace était parfaitement claire et que nous avions un dispositif militaire très précis pour y faire face, la notion d'agression prenait un sens à peu près dépourvu d'ambiguïtés, encore que les stratèges en découvraient toujours. La diffusion de la menace, n'en doutons pas, rendra l'application du Traité très difficile. On peut trouver certaines formes d'organisation. J'ai évoqué l'une d'entre elles en faisant allusion à la possibilité d'unités communes franco-allemandes à cheval sur les deux frontières. De telles unités devraient avoir la capacité d'agir comme Force d'intervention rapide. Mais j'ai évoqué aussi les problèmes que soulèverait leur mise sur pied. A supposer qu'ils soient résolus, la France et l'Allemagne se mettraient-elles aisément d'accord, le cas échéant, sur l'opportunité de déployer ces forces ? Dans certains cas extrêmes, oui. Mais étant donné la diffusion du risque, de telles décisions sur l'emploi de la force supposent un degré de coordination tout à fait remarquable des politiques étrangères. La tâche est donc énorme. On doit être conscient de tous les obstacles. Par ailleurs, la situation actuelle des relations franco-allemandes est-elle favorable du point de vue dont nous parlons ?

Raoul GIRARDET - Je crois, moi aussi, que les difficultés sont énormes compte tenu des divergences d'interprétation de la notion même d'intérêt national. Ceci dit, ne croyez vous pas qu'un moyen détourné serait celui de la multiplication d'accords bilatéraux ? Vous avez cité la possibilité d'accords franco-allemands. Il est possible d'imaginer des accords franco-britanniques qui pourraient être effectivement axés sur certains types d'armement. On pourrait imaginer aussi un accord méditerranéen. Peut-être ainsi les choses avanceraient-elles ?

Thierry de MONTBRIAL - Je suis tout à fait favorable à cela et l'UEO peut justement servir de cadre général pour donner de la cohérence à de telles initiatives : seule, l'UEO je crois, est très insuffisante. En revanche, elle peut contribuer à donner une cohérence à cette série d'accords bilatéraux dont parle Raoul Girardet.

LES DIMENSIONS OUBLIÉES DE LA STRATÉGIE

Thierry de MONTBRIAL - Nous devons nous garder de prendre les musulmans pour des obscurantistes, qui ont six siècles de retard. Revenant d'Iran, j'y ai rencontré de nombreuses autorités religieuses et beaucoup de technocrates. Les discours qui m'ont été tenus ont renforcé ma conviction : ce sont des gens parfaitement rationnels et, en ce qui concerne les technocrates, compétents. Comme nous, ils calculent les risques ; ils jouent de l'idéologie mais de façon réfléchie. Ceux qui connaissent un peu les Irakiens font les mêmes observations à leur égard. Leur comportement - leurs analyses, leurs jugements, leurs réactions aux pressions - ne diffère pas du nôtre. Ceci n'est pas une réponse directe mais une réflexion d'ordre général qui me paraît importante. Si l'usage politique qui est fait du Coran nous impressionne, imaginons comment peuvent être perçus les discours de M. Bush. Et les Américains ne se réfèrent-ils pas constamment à la Bible et à Dieu ? C'est un point qu'il convient de prendre en compte lorsque l'on réfléchit à l'environnement social de la politique internationale et Raoul Girardet a eu raison d'insister sur ce qu'un grand historien britannique appelait "les dimensions oubliées de la stratégie".

*
* *

En conclusion, Jean LECANUET, qui présidait cette réunion, s'est déclaré résolument partisan d'une présence militaire des Etats-Unis en Europe, qui, certes, sera sans doute alléguée, et de la constitution, en dépit de toutes les difficultés et des échecs passés, d'une Défense européenne. Il n'a pas dissimulé l'inconfort pour la France d'avoir à satisfaire simultanément à un triple impératif de dissuasion nucléaire, de défense du territoire (dont la protection des points sensibles), d'entretien d'une force susceptible, en cas de besoin, d'intervenir efficacement et rapidement sur un théâtre d'opérations extérieur.

(1) Cet accord a été signé le 19 novembre 1990.

(2) Union de l'Europe Occidentale.

LA RECHERCHE EN FRANCE : FANTASME OU RÉALITÉ ?

par Philippe RICALENS

Que subsiste-il de l'immense foi en un monde meilleur qui avait transcendé la vie intellectuelle de la fin du 19^e siècle en s'appuyant sur un progrès technique de plus en plus affirmé, sur une libération des idées reçues par rapport à la théologie, avec l'essor de la laïcité, et sur la morale victorienne triomphante ? Sans doute peu de chose sinon le sentiment que l'esprit humain, à travers le savoir scientifique, est en train de vivre une aventure étonnante dont on ne perçoit pas les limites. Mais ce que retient l'homme de la rue, c'est que cette aventure n'est pas gratuite. Ce savoir a pris sur la réalité qui nous entoure, sur la matière et sur la vie, sur la société elle-même. Cette société se transforme sous nos yeux dans un mouvement sans horizon mais qui a modifié profondément les rapports sociaux, la pénibilité du travail, les chances de guérir.

Chacun sait que l'évolution des techniques de production, l'accumulation et la répartition des richesses, les modifications des rapports de forces dépendent largement des routes que suivront, en reculant, les frontières de la connaissance.

La guerre, elle même, évolue plus vite que les concepts de ceux qui la mènent par les conséquences mal maîtri-

sées d'une révolution de l'armement.

Aussi la science a-t-elle pris une importance politique reconnue. Le pouvoir essaie de la mettre de son côté non seulement pour permettre à la société d'en tirer bénéfice, mais aussi parce qu'il espère profiter, pour son prestige propre, d'une aura qu'elle lui aura prêtée.

En France, malgré la création d'un ministère de la recherche en 1981 en remplacement de la très légère et très efficace délégation générale, la tutelle officielle de l'activité scientifique est partagée entre plusieurs ministères dont les principaux sont le ministère de la recherche lui-même, ceux de l'industrie, de la défense et de l'éducation.

Si la recherche militaire est bien cantonnée et suivie de manière globale et homogène, le reste ne fait l'objet d'aucune politique clairement déterminée selon des distinctions, des critères et des objectifs nettement définis et des responsabilités affirmées. Le seul but affiché c'est d'augmenter la part de PIB apportée à cette activité ; ainsi, déclarent les officiels, tous les problèmes du pays seront résolus.

Mais selon notre analyse il existe trois types de recherche aux finalités distinctes et qui méritent chacune

un appareil original de suivi, de références et de finalités.

LA RECHERCHE INDUSTRIELLE CIVILE

Elle est très insuffisamment financée par l'Etat

La première évoquée est celle qui a une finalité de croissance économique immédiate. Pour la classer grossièrement, il s'agit de la recherche industrielle. Bien sûr, elle comprend une recherche en science sociale trop souvent omise, sur l'organisation des entreprises, l'évolution des mentalités et des motivations des salariés, les modes d'apprentissage, etc.

Elle peut s'effectuer dans des établissements publics spécialisés et dans les organisations professionnelles qu'on appelle les centres techniques. Mais l'essentiel, on le comprendra, doit être ancré dans les entreprises elles-mêmes.

Les chiffres publiés par le ministère de la recherche sur ce sujet dans les documents budgétaires sont d'une confusion telle qu'on peut se demander si elle n'est pas voulue. En effet, après avoir souhaité mettre en valeur la notion du budget civil de recherche et développement par opposition avec le budget global, qui comprend la recherche militaire, ce qui était une orientation tout-à-fait justifiée, il semble que le besoin de faire apparaître des ratios plus flatteurs ne permette plus de distinguer, au niveau industriel, la recherche civile de la recherche militaire.

Les chiffres de 1989 montrent que les entreprises ont effectué avec 145 000 employés, dont 52 000 chercheurs, pour 85,5 milliards de recherches (77,7 en 1988) - ce qui est peu, environ 1,4 % du PIB contre 2,1 % au Japon, 2,2 % en Grande-Bretagne, 2,4 % aux Etats-Unis et 2,6 % en RFA. Or ce chiffre, pour chaque pays, doit être minoré de la recherche à finalité militaire qu'il importe de distinguer absolument, on le verra plus loin, de la recherche civile. Pour savoir quel est le montant de celle-ci on est réduit à des conjectures. On sait que l'aide publique de l'Etat, dépensée dans les entreprises à des fins militaires, est de l'ordre de 11 milliards ; on suppose également que les industriels militaires dépensent à peu près autant sur leurs fonds propres. Mais le chiffre de 22 milliards de recherche industrielle militaire est un minimum car le ministère de la défense affiche 35 milliards de recherche-développement, dont plus de 60 % iraient à l'industrie. Il reste donc de $(85-22) = 63$ à $(85-40) = 45$ milliards pour l'ensemble de l'industrie française civile - de l'ordre de 0,9 à 1,1 % du PIB contre 2,0 % au Japon.

Encore cette recherche est-elle très concentrée dans quelques branches, 18 % dans l'industrie aéronautique, 22 % dans l'électronique, 10 % dans la chimie, 10 % dans l'énergie. L'aide de l'Etat est encore plus orientée puisque, sur les 5,5 milliards dispensés, 1,6 vont à l'industrie aéronautique et 1,6 aux télécommunications. Peut-on parler pour le reste de notre industrie d'une politique sérieuse de l'Etat ? Le budget civil de recherche développement en 1991 ne transfère que 10,9 % de son total à l'industrie soit, 5,5 milliards de Francs, ce qui n'est mani-

festement pas la marque d'une orientation prioritaire.

Néanmoins, pour être complet, il convient de souligner que dans les sommes dépensées par les entreprises pour la recherche il faut isoler 9,5 milliards qui correspondent à des financements étrangers, soit par le truchement de grands programmes que la Communauté européenne finance - Esprit, Brite, etc... et Eureka -, soit par les sièges sociaux de multinationales.

L'aide de l'Etat n'est pas adaptée au tissu industriel français

En outre 2,5 milliards ont correspondu à des dégrèvements d'impôt dans le cadre du crédit impôt "recherche".

Cette mesure nous permet d'esquisser le tableau de l'entreprise française face à la recherche. Elle consiste à diminuer de l'impôt sur les bénéficiaires (ou à rembourser) 50 % de l'accroissement par rapport à la moyenne des années précédentes des dépenses annuelles de recherche effectuées par une entreprise. 7 150 entreprises ont demandé à bénéficier de la mesure, un peu plus de 5 000 chaque année en ont profité réellement. Sur les 7 000, 25 % sont des sociétés d'étude et de conseil, 11,8 % de constructions mécaniques, 8,1 % de matériel électronique et 7,6 % de fonderie de métaux. Le reste est très dispersé dans toutes les branches de l'économie. La perte de recettes pour l'Etat est évaluée à 2,2 milliards de francs qui peuvent ainsi diffuser dans le tissu industriel profond, lequel en a grand besoin.

Comme cette aide est plafonnée, 40 % de son montant va aux entreprises effectuant moins de 100 MF de chiffre d'affaires et 20 % à celles qui en effectueront entre 100 et 500 MF.

On évalue à environ 30 % la fraude, c'est-à-dire l'imputation à la recherche de dépenses qui lui sont étrangères. Mais, même si ce chiffre était vérifié, il ne suffirait pas à justifier la suppression de cette mesure qui est une des rares efficaces pour diffuser l'esprit de recherche dans nos petites entreprises. Celles-ci sont en effet très peu présentes sur les marchés extérieurs, très peu innovantes, surtout si on les compare à leurs concurrentes allemandes. Sur 90 000 entreprises de plus de 10 salariés, 2 400 seulement affichent des dépenses de recherche. Il faut y ajouter les 50 centres techniques des organisations professionnelles. 7 % d'entre-elles, 160 environ, utilisant plus de 50 chercheurs, représentent les 3/4 de la recherche en entreprise et reçoivent 90 % des aides publiques. Au contraire 1 780 d'entre elles, rémunérant moins de 10 chercheurs, représentent moins de 8 % des dépenses de recherche industrielle et ne reçoivent que 3 % de l'aide publique.

Ces chiffres montrent l'état d'arriération du tissu industriel français de base et expliquent les exécrables performances à l'exportation de la P.M.E. française. Ils posent un point d'interrogation sur la politique de nos gouvernements successifs dès qu'il ne s'agit plus des grands groupes de niveau international.

Un des problèmes de ce public de PME et de PMI est

en effet d'être au courant de l'innovation utile. Or les chefs d'entreprise sont tellement occupés par la recherche de clients, l'administration fiscale, les problèmes de trésorerie et ceux de personnel, qu'ils n'ont plus de temps à consacrer à l'innovation. La diffusion de celle-ci suppose donc des procédures souples d'adaptation de l'offre à la demande et des stimulations sélectives utilisant des réseaux déjà connus des entrepreneurs. L'Etat a, au contraire, chargé l'Anvar, établissement public lent et procédurier, qui ne peut, par son statut, échapper à la lourdeur administrative, de s'occuper de la valorisation de la recherche et de la diffusion de l'innovation. L'Anvar a beaucoup de mal à sortir de son réseau de 5 à 7 000 entreprises qui connaissent ses procédures et constituent ses abonnés habituels. Il eût fallu s'appuyer sur les chambres de métiers, les syndicats professionnels, les autres entreprises et notamment des entreprises privées comme S.V.P.

Les résultats de cette absence de politique de recherche industrielle sont clairs : on peut les synthétiser dans le tableau n° 1 ci-annexé des performances à l'exportation des pays industriels dans les techniques de pointe.

Dans tous les domaines, sauf l'industrie aéronautique qui est sous la tutelle du ministère de la défense et reçoit, en outre, une aide conséquente de l'aviation civile, c'est une régression générale et inquiétante.

D'autres tableaux pourraient être dressés, comparant la recherche industrielle civile et les performances à l'exportation selon le pays. Ils sont assez éclairants.

Selon un certain nombre d'économistes, dont François Chesnais à la suite de François Perroux, la compétitivité industrielle s'obtiendrait par l'édification de "mésosystème" d'entreprises performantes. Des liens se créent entre entreprises du même secteur, des échanges réguliers s'établissent faisant l'économie d'adaptation aux normes et habitudes entre clients et fournisseurs. L'information de toutes sortes et les sujets d'innovation diffusent facilement tandis que des collaborations s'édifient spontanément pour résoudre les problèmes techniques. Mais de nombreuses analyses montrent que le progrès technique naît essentiellement par les industries de machines-outils qui incorporent l'expérience accumulée et les innovations pertinentes : c'est l'investissement en biens d'équipement qui engendre le progrès technique et la compétitivité industrielle. Or il n'existe en France aucun mésosystème de cette espèce ; les biens d'équipement sont essentiellement d'origine étrangère et donc le progrès technique est mal intégré dans notre système industriel.

Le ministère de la recherche n'est pas totalement inactif. Il a instauré les procédures CIFRE qui mettent à la charge de l'Etat la moitié des traitements de chercheurs embauchés par l'industrie sous la tutelle d'un laboratoire public ; ces bourses intéressent environ 600 personnes. Il a, en 1988, mis en place la procédure, dite des "sautes technologiques", d'aide de l'Etat pour la solution de problèmes techniques réclamant de gros moyens.

Mais le problème de la recherche industrielle est profondément dépendant de la politique industrielle dans son ensemble et l'on peut se demander si le ministère de la recherche est le mieux placé pour la conduire et l'analyser. Au reste, les résultats en sont tellement médiocres que le ministère de l'industrie, qui a son mot à dire sur les procédures, ne paraît pas beaucoup mieux armé.

Il faut savoir que 3 innovations sur 4, économiquement exploitées, sont provoquées par la demande. Dans ces conditions, comme c'est le processus inverse qui est entamé par les pouvoirs publics, consistant à offrir des découvertes de laboratoire, il n'est pas étonnant que les résultats ne soient pas éblouissants. La solution serait de collecter et de formaliser la demande d'innovation. Mais c'est autrement plus compliqué que de proposer des procédés mis au point par des laboratoires publics.

LA RECHERCHE MILITAIRE

Le deuxième type de recherche abordé est la recherche militaire. Elle correspond à un secteur bien défini sous la tutelle étroite du ministère de la défense. Elle croît plus vite que les achats d'armes puisque la part de recherche-développement dans les prix de vente croît régulièrement. Cette recherche représente 35 milliards, ramenés à 25 milliards si l'on se réfère aux normes de comptabilité internationale, selon le ministère de la recherche. 1 milliard environ ira financer des études amont dans les laboratoires publics, et 11 milliards vont irriguer les entreprises. Le reste va au Commissariat à l'énergie atomique et dans les établissements publics industriels, administratifs ou de recherche.

Ces sommes sont gérées avec sérieux, compétence et continuité. Mais leur importance est contestée par les états-majors qui estiment ne pas avoir assez de crédits pour acheter les armes elles-mêmes.

Tant aux Etats-Unis qu'en Grance-Bretagne l'utilité de cette recherche pour le reste de l'économie est de plus en plus mise en question.

Les critiques mettent en avant l'effet d'éviction qui remplace des crédits d'investissement, au profit de l'économie productive, par des achats de recherche à utilité strictement militaire. D'autre part, plusieurs estiment que les compétences sont rares et que l'accaparement par des militaires de scientifiques de haut niveau se fait au détriment du reste de l'économie.

Le tableau n° 2 ci-annexé (dépenses de recherche - développement en % du PNB et indices de compétitivité) a été publié dans la revue de LLOYD Bank.

Ce tableau établit des corrélations mais non des relations de cause à effet. Il est néanmoins troublant sur la perte de compétitivité des nations qui dépensent le plus en recherche pour l'armement.

Aux Etats-Unis, la proportion de recherche - développement par branche d'industrie se résume dans le tableau n° 3 ci-annexé

Les responsables de l'armement répondent que ces

dépenses sont à l'origine d'exportations, que les seules industries qui apportent des devises en France sont celles qui sont sous la tutelle de la défense (en oubliant les industries agro-alimentaires).

Les retombées civiles de la recherche militaire sont faibles

Toutefois les mêmes économistes répliquent que les mêmes efforts dans les industries civiles seraient beaucoup plus profitables à l'ensemble de l'économie.

En effet, certaines études montrent que les retombées civiles des recherches militaires sont très faibles. Les programmes militaires américains, gigantesques, financés par la défense, même lorsque l'objectif réel était de renforcer la compétence industrielle et la compétitivité face au Japon, n'ont pas été du tout concluants.

On assiste un effet à un clivage entre les exigences des militaires et les nécessités civiles. Les premiers exigent d'abord des performances, ensuite une intégration facile dans les systèmes d'armes donc une adaptation très orientée en amont vers leurs besoins. Les civils sont certes intéressés par les performances mais surtout par la souplesse d'utilisation et par des coûts bas. Comme dans les technologies de pointe les plus fines, l'organisation industrielle est déjà très performante et spécialisée, les investissements nécessaires considérables, les dépenses à finalité militaire ne profitent pas aux productions à finalité civile qui se fabriquent selon d'autres normes et d'autres techniques et dans d'autres ateliers.

A ces raisons économiques, s'ajoutent les interdits institutionnels provoqués par le secret militaire. Deux monographies sur l'industrie française d'armement concernant d'une part les matériaux composites, d'autre part l'industrie aéronautique montrent clairement que les retombées des innovations du secteur ne profitent qu'au reste de l'industrie d'armement et à l'industrie aéronautique. Il y a "double rupture" comme l'écrit M. Giget, l'une à cause du secret, l'autre à cause de la différence d'exigences et de mentalités selon que le destinataire est civil ou militaire.

Ainsi les dépenses de recherches militaires sont toujours réservées aux mêmes industriels. Le fait est apparu très nettement lorsque les Américains se sont lancés dans l'initiative de défense stratégique. Les nouveaux contractants n'ont obtenu que des miettes. Mais, si un rapport officiel britannique estime que les fournisseurs d'armes forment, avec le ministère de la défense, un club fermé et aux bonnes manières, où chaque entreprise est traitée en équité administrative et non à raison de sa capacité commerciale et technique, on pourrait presque dire la même chose en France où la Délégation générale pour l'armement mène, dans la continuité, une politique industrielle souvent hardie en entretenant le même type de relations avec les fabricants d'armes que son homologue anglais et en leur assurant des bénéfices dans presque tous les cas. Une telle politique est évidemment contestée dans le secteur privé où l'on estime, non sans raison, que ce type de bénéfice assuré (Thomson a encore en 1988

fait 3 milliards de bénéfiques dans sa partie militaire qui éponge les pertes des activités civiles) revient à donner aux fabricants d'armes les moyens d'acheter des maisons d'édition et des chaînes de télévision avec l'argent de la Défense versé par le contribuable.

L'industrie militaire est un secteur insuffisamment intégré

Enfin il est reproché aux industries d'armement de n'avoir réussi à former qu'un mésosystème très imparfait dans la mesure où elles ne se sont jamais intéressées sérieusement à la création et à la prospérité d'un secteur de la machine-outil. Le plan machines-outils en France avait déjà prévu deux pôles de regroupement, l'un sur les machines de grande série et l'autre, avec l'armement, sur des productions très sophistiquées. Mais celui-ci est tellement exigeant et dispersé dans ses besoins qu'aucune production dépassant la pré-série ne peut être envisagée. Aussi, même sur les robots, le tableau n° 4 ci-annexé manifeste combien l'industrie d'armement est plus dépendante que le reste de l'industrie française des achats à l'étranger, et surtout qu'elle n'a pas constitué ce pôle intégré de compétitivité qui aurait pu justifier, d'un point de vue économique, les sacrifices du contribuable.

Le paradoxe, c'est que même l'armée française est très réservée sur cette politique d'indépendance dans nos approvisionnements d'armes, actuellement illusoire compte tenu de notre grande dépendance à l'égard des composants électroniques américains ou japonais. En effet elle n'arrive jamais à financer des séries de matériel assez longues et elle les paie 30 % de plus qu'à l'étranger pour faire face à la recherche-développement. Enfin la part de recherche amont tend à décroître de plus en plus dans les besoins militaires, ce qui ne fait pas l'affaire des scientifiques ni de la science fondamentale.

LA RECHERCHE A L'UNIVERSITÉ ET DANS LES LABORATOIRES PUBLICS DES ORGANISMES DE RECHERCHE CIVILE

Le troisième type de recherche est celui qui a la plus grande importance culturelle. Lorsque Michel Serres estime que la première autorité dans la société d'aujourd'hui, c'est le savant, il ne fait que confirmer ce rôle de prescripteur d'opinion que les médias reconnaissent aux experts pour trancher les débats. Il s'agit dans ce type de recherche de tous les travaux qui sont effectués à l'Université et dans les laboratoires publics des organismes de recherche civile.

La répartition des crédits correspondants est la suivante en 1988 :

- Enseignement supérieur : 11,2 MF
- Etablissements publics et services administratifs sous tutelle de ministères variés : 4,2 MF
- Organismes publics de recherche sous tutelle unique ou conjointe du ministère de la recherche : 24,4 MF
- Total : 39,8 MF

Elle utilise en équivalent plein temps 58 000 personnes

en 1988, dont 25 500 ingénieurs et chercheurs, soit 44 % des effectifs au travail dans les équipes de recherche contre 34 % en entreprise. Bien que les documents budgétaires se flattent de cette proportion plus forte, elle paraît au contraire une faiblesse, dans la mesure où les chercheurs sont souvent contraints de perdre du temps sur des tâches d'exécution. Cette remarque est encore plus vraie dans les Universités et les grandes écoles prises isolément, puisque celles-ci réunissent dans la recherche 44 400 personnes en équivalent plein temps, dont 29 400 sont des enseignants chercheurs, soit 66 %.

Cette recherche est-elle d'une qualité suffisante ?

Il est difficile d'évaluer la qualité d'une recherche. Les chercheurs aiment se référer au nombre de distinctions internationales reçues par un pays : prix Nobel et, en mathématiques, médailles Fields. Depuis 1901, le décompte donne le classement suivant :

- Chimie : 1^{er} Allemagne, 2^e Etats-Unis, 3^e Grande-Bretagne, 4^e France
- Physique : 1^{er} Etats-Unis, 2^e Grande-Bretagne, 3^e Allemagne, 4^e France
- Physiologie et médecine : 1^{er} Etats-Unis, 2^e Grande-Bretagne, 3^e Allemagne, 4^e France
- Mathématiques : 1^{er} Etats-Unis, 2^e Grande-Bretagne, 3^e France, 4^e URSS
- Economie : 1^{er} Etats-Unis, 2^e Grande-Bretagne, 3^e Suède

En réalité ce classement est trompeur car, depuis les années 1970, le nombre de récompenses de la France s'est nettement raréfié.

M. Paul Deheuvels (2), à qui nous empruntons ces chiffres, estime que la France depuis 1978 se retrouve dans toutes les matières, à peu près au dernier rang des pays développés (Tableau n° 5 ci-annexé).

Selon lui, la recherche scientifique s'est effondrée en France au cours des 20 dernières années. Il n'est pas seul à formuler ce jugement. Celui-ci est corroboré par l'attitude des scientifiques français face à la science américaine, qui est pleine d'humilité, celle de disciples à maîtres, et qui abandonne la langue française, même en cas de traduction simultanée, "pour s'adresser à la science américaine". (M. Montagnié au congrès de Montréal). C'est plus qu'un phénomène de mode. C'est une attitude que les Japonais et même les Allemands manifestent de moins en moins.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans la querelle linguistique qui est un problème complexe et qui s'avère largement issue d'une situation de fait, la prééminence de l'anglais comme langue de communication scientifique, phénomène subi par nos chercheurs, mais de souligner un certain abandon, par nos chercheurs, de leur identité culturelle devant le prestige, pourtant déclinant, de la science américaine. Une telle attitude psychologique collective apparaît assez clairement comme le signe d'une grande faiblesse subjective. Elle se traduit dans de nombreux organismes de recherche, par un répondeur qui s'exprime en anglais et en français !

Le financement de la recherche publique est plus fort en France qu'ailleurs

Or la recherche remplit trois rôles sociaux.

Le premier évidemment est de tenir lieu de phare de la pensée collective, en découvrant des notions, des phénomènes et des explications nouveaux. Ce rôle est mis en évidence par les prix et récompenses internationaux.

Le second est de créer et renouveler le substrat intellectuel qui permet de former les classes futures et de nourrir la vie de l'esprit dans une nation.

Le troisième est de féconder l'environnement scientifique et philosophique nécessaire à l'activité économique et sociale dans le contexte du 21^e siècle.

Le réflexe normal en France est d'accuser l'insuffisance du financement, notamment public. Or cette cause doit être écartée :

Financement budgétaire de la recherche en % du P.I.B. en 1988 : R.F.A. 1,05, Canada 0,57, Etats-Unis 1,23, France 1,37, Japon 0,47, Royaume-Uni 1,05 (chiffres des documents budgétaires).

Ce tableau est très éclairant. La France est le pays qui demande le plus gros effort au contribuable, et de très loin. C'est lui qui a les plus mauvais résultats. On notera que le Japon est celui qui faisait le moins d'effort budgétaire et qui était le plus performant économiquement. Si l'effort américain correspond pour près des 3/4 à des dépenses militaires, la proposition est inversée en France ; il s'apparente au tiers et montre que le contribuable fait plus que son devoir dans notre pays.

Le tableau n° 6 ci-annexé indique la part de la recherche publique dans le total de la recherche nationale en pourcentage du PIB.

Ce tableau est également très éclairant. La France est le seul pays dont le financement de la recherche dans le système public croît et c'est celui qui consacre le plus de richesse nationale à ce type de recherches. Si le financement n'est pas en cause pour d'aussi mauvais résultats de notre recherche, c'est qu'il faut en imputer les échecs soit au système, soit aux chercheurs.

Il est vraisemblable que les trois fonctions de la recherche rappelées plus haut sont essentielles dans l'organisation et la vie de la société. Il est néanmoins difficile de mesurer la pertinence et l'efficacité avec lesquelles elles sont remplies.

Mais, dans la presque totalité des pays développés, elles sont dévolues à l'Université, comme elles l'étaient en France jusqu'à la dernière guerre ; toutefois le modèle français a toujours présenté l'originalité de ses grandes écoles qui ont suppléé au manque d'intérêt de nos facultés pour les activités militaires ou économiques et pour tout ce qui était lié au profit. Ce trait est important. En effet, avant même l'influence du marxisme, il était mal vu, dans nos universités, de travailler pour autre chose que la connaissance pure dans le cadre du service public,

donc de collaborer avec tout intérêt privé. Le terrain était ainsi bien préparé pour qu'après la guerre, toute collaboration avec l'institution militaire ou l'entreprise soit considérée comme une trahison à l'égard de la morale de la connaissance au nom de l'analyse marxiste. Puisque l'économie se nourrit d'innovations suscitées par le consommateur et non par le chercheur, notre système avait, d'emblée, les caractéristiques culturelles qui l'empêchaient d'être performant en matière de concurrence étrangère.

La gloire des instituts publics spécialisés

Aussi, lorsque la science a requis des investissements de plus en plus lourds, s'est-on adressé à l'Etat exclusivement et a-t-on, petit à petit, vu naître un système original de recherche dont les résultats sont à présent très contestés. Car, nulle part ailleurs, l'Université ne s'est vue dessaisir des crédits publics de recherche comme dans notre pays. Des instituts nationaux se sont créés autour de pôles de connaissances.

Outre le CNRS, à compétence générale, qui paie 26 500 personnes, dont 11 200 chercheurs, dépense 11 milliards et dont nous reparlerons, il y a :

L'INSERM pour la recherche biologique et médicale avec 1970 chercheurs, 2 700 ingénieurs ou techniciens et un budget annuel de 2 milliards 100 millions.

L'INRA pour la recherche agronomique, avec 1 680 chercheurs, 6 690 techniciens et un budget annuel de 2 milliards 700 millions.

L'INRETS pour les transports, avec 140 chercheurs, 235 techniciens et un budget annuel de 170 millions.

L'ORSTOM pour la recherche fondamentale outre-mer, avec 819 chercheurs, 780 techniciens et un budget annuel français de 860 millions.

Le CEMAGREF, pour le machinisme agricole, avec 87 chercheurs, 516 techniciens et un budget annuel de 165 millions.

L'IFREMER pour la recherche maritime, avec 560 cadres et 556 aides, et un budget de 880 millions.

Le CIRAD pour la recherche agronomique en zone tropicale avec 625 cadres, 531 aides et un budget de 605 millions.

Le CNES pour la recherche spatiale avec 1 073 cadres, 893 aides et un budget de 775 millions.

Le CEA avec 1 644 cadres, 4 043 aides et un budget civil de plus de 3 milliards, axé au départ sur la recherche nucléaire.

En outre il y a de petits organismes comme l'Institut des études démographique, l'ex-Agence pour la maîtrise de l'énergie, l'Institut de recherche en informatique et en automatique, de nombreux laboratoires de ministères, des instituts privés largement subventionnés comme l'Institut Pasteur et l'Institut Curie, ... d'autres qui n'ont pas grand chose à voir avec la recherche comme la Cité des Sciences et de l'Industrie (1 000 personnes et 600

millions de subvention). En tout, 22 250 chercheurs et assimilés, 37 300 ingénieurs techniciens et administratifs qui travaillent hors de l'Université à plein temps sur la recherche, ou en tout cas payés sur l'enveloppe recherche.

Ces instituts ont pris une ampleur excessive. Il est vraisemblable qu'ils sont une des causes des faibles performances de la France en matière de recherche fondamentale même si les intentions étaient bonnes. Ils travaillent en autarcie. Ils sont souvent réorganisés au gré des responsables qui changent au hasard des partis au pouvoir.

La tutelle qu'ils supportent s'exerce sur des détails et non sur de grandes options. Il y a bien longtemps que le ministère de la recherche n'a pas fixé de grandes orientations cohérentes et raisonnables à chacun d'eux ; sans doute ne l'a-t-il jamais fait. Ces chercheurs refusent d'enseigner : même ceux de l'ORSTOM en Afrique où les universités manquent pourtant cruellement de maîtres. L'INRA ne connaît plus de limites à sa compétence et double de nombreuses recherches du CNRS ou d'autres, le CEA s'est reconverti dans l'astronomie, la biologie, l'agriculture et devient un deuxième et riche CNRS par la variété des disciplines qu'il finance, l'IFREMER a développé des programmes étranges pour la satisfaction personnelle de ses dirigeants mais sans utilité immédiate ; c'est ainsi que le programme Saga a développé pour 160 millions un sous-marin de poche à moteur thermique, sous-marin qui est maintenant encoconné, inutile. Ses promoteurs ont été évidemment promus aux plus hautes destinées. Le CNES finance tout ce qui n'est pas rentable dans nos programmes spatiaux, c'est-à-dire l'essentiel.

Mais la faute contre l'esprit a été de donner un statut de fonctionnaire à tous les chercheurs de ces organismes. Ainsi toute leur vie, qu'ils trouvent ou ne trouvent pas, qu'ils travaillent ou ne travaillent pas, ils seront sûrs du lendemain, souvent désabusés car mal payés, pesant néanmoins sur l'effort de recherche du pays. Alors qu'ils auraient pu, dans une vie active, être réellement utiles à la société, ils végètent souvent dans la médiocrité du fonctionnaire sous l'auréole de la recherche. L'ORSTOM a ainsi un établissement pour ranger ses chercheurs inutiles qu'on ne peut laisser outre-mer à cause de l'exemple qu'il donnent. Mais ce système suscite très peu de dynamisme.

Un des signes de vitalité d'un organisme de recherche se manifeste par le nombre des thésards. Ces jeunes gens démultiplient l'efficacité des patrons, vivifient les laboratoires, renouvellent les idées puis essaieront dans le tissu social. Or, ils sont très peu nombreux dans les instituts spécialisés.

Le ministère de la recherche a d'ailleurs compris qu'il lui fallait augmenter le nombre des bourses de thèses, lesquelles profitent surtout à l'Université, pourtant sous une autre tutelle. Ce type d'action est d'ailleurs une des plus bénéfiques ; les allocataires peuvent se consacrer à la recherche pour obtenir un doctorat pendant 3 ans de leur

vie sans souci financier majeur. Ils peuvent ensuite féconder l'ensemble du tissu économique.

Mais la politique des instituts est plutôt de trouver les jeunes gens qui pourront assurer la survie de l'institution. Pour résumer, les instituts remplissent, souvent mal, une des fonctions de la recherche, qui est de faire des découvertes, mais non les autres qui sont d'enseigner les nouvelles générations et de créer l'environnement scientifique nécessaire à l'activité économique. C'est pourquoi le système universitaire a toujours, à l'étranger, été préféré aux instituts dont les fonctions sont marginales et spécialisées. Or, sans le CNRS, ces instituts reçoivent du budget 13 milliards, soit nettement plus que l'Université dans son ensemble (11 milliards). L'Université peut être médiocre dans certains lieux, certains enseignements, certaines recherches, mais elle est tellement diverse qu'elle peut être aussi excellente. De toutes les manières, elle enseignera les étudiants et conservera au moins cette utilité sociale : tel n'est pas le cas des instituts.

L'Université sacrifiée

Or en France l'Université reste la Cendrillon de la science. Elle est très peu autonome parce que l'Etat garde la responsabilité des diplômés, parce que l'enseignement est gratuit et que la compétition entre universités est tuée dans l'œuf puisque les meilleures ne peuvent être avantagées par leur qualité. Enfin les universités ont une fonction de formation professionnelle de masse peu conforme à leur tradition et peu compatible avec la recherche. C'est-à-dire que le mal est profond, les remèdes difficiles à trouver et à mettre en œuvre ; mais il paraît évident que le renouveau de la recherche publique française passe par la renaissance d'une Université performante.

Il convient aussi de poser le problème du CNRS. Nous avons vu que cet établissement représente, à lui seul, autant de financements consacrés à la recherche que le reste de l'Université. L'idée était au départ de créer une caisse publique capable de financer la recherche désintéressée. Mais cette caisse pouvait, soit se conduire comme une simple agence de redistribution de crédits en fonction de critères scientifiques, soit devenir une institution lourde menant elle-même de gros programmes de recherche. Remarquons que c'est le système léger de subventions et bourses distribuées par des institutions, publiques ou non, qui prédomine en Allemagne, au Japon, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, et au Canada. Citons en Allemagne la Fondation Alexander Von Humboldt ou la Deutsche Forschungsgemeinschaft (le Max Planck Gesellschaft est plutôt un institut à la française) ; aux Etats-Unis la "National Science Foundation" qui a moins de 5 % de frais administratifs mais est en concurrence avec les Fondations de l'armée, de la marine, de l'armée de l'air, de l'énergie et avec la DARPA ; au Canada, le National Sciences and Engineering Research Council.

Le caractère original de ces systèmes, c'est de distinguer l'autorité qui accorde le financement de celle qui

l'utilise et de laisser en concurrence plusieurs Fondations, ce qui permet aux unes de corriger les fautes d'évaluation et de jugement des autres.

C'est évidemment le contraire du CNRS, organisme unique à compétence générale, chargé notamment de subventionner les meilleurs laboratoires universitaires en les associant. Juge et partie, cet organisme est évidemment très contesté dans un milieu où les querelles de chapelles scientifiques se doublent presque toujours de procès d'intention politiques. Le CNRS soutient en effet 1 372 unités de recherche parmi lesquelles 366 lui sont propres. Il est devenu une énorme administration avec, en plus, une structure régionalisée. M. Deheuvels, cité plus haut, calcule que le quart des dépenses du CNRS est administratif et ne profite pas directement à la science. Il est certain qu'une structure assumant une telle diversité de fonctions, s'intéressant à une telle variété de disciplines, nécessite une lourde administration. Mais il est vraisemblable qu'un système qui se bornerait à redistribuer des moyens comme la NSF aux Etats-Unis serait plus efficace en respectant la personnalité des universités et laboratoires. Le tissu social et la mentalité française y sont néanmoins peu propices.

La dernière raison des mauvais résultats de la science française doit être cherchée dans la mauvaise qualité de nombreux scientifiques.

Le CNRS avait engagé, pour faire face à des contrats qui sont, par définition, de durée limitée, un certain nombre de collaborateurs de toute nature pour l'aider ; ce phénomène est apparu dans de nombreux instituts publics. "Les syndicats n'ont eu de cesse d'intégrer ces agents dans les cadres permanents. Le gouvernement a décidé en 1975 de titulariser les hors statuts graduellement. Le forfait sera achevé en 1982 par le président suivant". François de Closets dans "Tous ensemble" (ed. du Seuil) écrit qu'on titularise alors, "non pas en examinant la compétence... au cas par cas - il existe dans le nombre beaucoup de candidats valables - mais en se fixant à des critères purement administratifs. Il suffit d'avoir travaillé à une certaine époque sur un contrat de l'enveloppe "Recherche" pour se voir ouvrir les portes de la Cité. Le résultat est ahurissant..."

Pour peu que la protection syndicale force le cadre réglementaire, tous les barrages sautent malgré les protestations des vrais scientifiques. De simples secrétaires sont présentées comme ITA (ingénieurs - techniciens - administratifs) puis engagées comme chercheurs. Ceux, fort nombreux, qui n'ont pas le doctorat de 3^e cycle sont invités à passer leur thèse... En dépit de cette commodité, beaucoup se dispenseront de cette obligation. Non sans raison puisqu'aucun terme n'est fixé".

Dans l'Université des années 1960 et 1970, l'insuffisance des effectifs de professeurs a conduit à associer des assistants dont il était convenu au départ qu'ils étaient payés à titre précaire faute d'avoir accompli les parcours universitaires nécessaires. Dans la seule année scolaire 1968 - 1969, 4 500 assistants ont été recrutés, soit 10 %

des effectifs actuels d'enseignants.

En 1984 le bulletin n° 2 de l'association "Qualité de la science française", cité par Paul Deheuvels, publiait, sur la situation des assistants en 1982 les chiffres reproduits dans le tableau n° 7 ci-annexé.

Il y a aujourd'hui environ 46 000 enseignants dans l'université française.

Or normalement la candidature de ceux qui n'ont pas soutenu une thèse n'est pas recevable dans un corps de l'Université. Ces personnels manifestaient un niveau très hétéroclite : une thèse d'Etat réclamait entre 5 et 10 ans d'études de plus qu'une licence. Dès 1975, M. Soisson décide que les assistants seraient renouvelés automatiquement sans exigence de qualification. Leur intégration fut entamée et terminée sous le septennat suivant. Ensuite vint la bataille des vacataires, agents à temps partiel, parfois chargés de travaux dirigés. Poussés par les syndicats, il furent, eux aussi, intégrés après 1981 pour plus d'un millier d'entre eux : ceux qui n'avaient pas trouvé un emploi dans le privé ni réussi un concours. Paul Deheuvels cite un fonctionnaire du ministère de l'éducation : "Tout individu qui était passé une fois dans sa vie à moins de 200 mètres d'une faculté devenait intégrable".

Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'appartenance à un corps de professeur d'Université ne soit plus un label de qualité et que les résultats de la recherche française, celle qui apporte les récompenses internationales, ne soient pas à la mesure de l'argent que verse le contribuable.

Il ne peut y avoir de résultats de niveau international que par une exigence permanente de qualité. Le règne des mandarins étouffait souvent les idées originales et neuves mais prospérait sous cette exigence. Nous sommes aujourd'hui loin du compte déjà au niveau des thèses de certaines "écuries".

*
* *

Cette analyse des problèmes de la recherche française pousse plutôt au pessimisme. Insuffisance de la recherche industrielle, seule utile à l'économie, inaptitude de la recherche militaire à diffuser des résultats dans les secteurs civils malgré le sérieux et la continuité de la tutelle du ministère de la défense, démoralisation des universitaires et détournement des crédits de l'Etat au profit des instituts repliés sur eux mêmes et dont les chercheurs refusent d'enseigner, voilà qui justifierait une remise à plat des problèmes et une politique novatrice. Il n'est pas trop tard car la ressource humaine est souvent excellente et le milieu passionné par son métier. Mais, dans les structures actuelles, on peut s'interroger sur la possibilité d'une action sérieuse de l'Etat.

Philippe RICALES

(1) Le chiffre de 1,8 %, cité dans d'autres documents et ci-après, comprend sans doute la recherche effectuée au profit de l'industrie dans des Etablissements publics.

(2) Paul DEHEUVELS : La recherche scientifique (Que sais-je ?)

Tableau n° 1 : Taux de couverture des échanges de produits de haute technologie (100 % = 1)

	France		Etats-Unis		Japon		RFA		G-BRETAGNE	
	1981	1987	1981	1987	1981	1987	1981	1987	1981	1987
Construction aéronautique	1,19	1,62	3,76	2,89	0,08	0,11	0,78	0,86	1,56	1,73
Machines de bureau, ordinateurs	0,74	0,71	3,23	1,04	2,63	6,53	0,97	0,87	0,69	0,83
Matériel électronique et électrique	1,05	0,93	0,79	0,45	10,48	8,96	1,47	1,37	0,89	0,71
Produits pharmaceutiques	1,98	1,80	2,32	1,23	0,28	0,29	1,77	1,73	2,63	2,01
Autres produits	1,13	0,94	0,88	0,47	2,90	2,29	1,45	1,54	0,95	0,81
Taux d'ensemble	1,12	0,95	0,98	0,91	3,16	2,73	1,42	1,48	0,97	0,83

(1) Source documents budgétaires 1991

Tableau n° 2 : Dépenses de recherche-développement en % du PNB et indices de compétitivité

	R.D. militaire		R.D. civile		Indicateur de compétitivité : offre nationale of. nle-exp. + imp.	
	1979	1982	1979	1982	1979	1982
Grande-Bretagne	0,68	0,68	1,6	1,6	99	94,3
Etats-Unis	0,58	0,72	1,8	2	100,3	97,7
France	0,5	0,38	1,4	1,6	103,5	100,2
Suède	0,22	0,24	1,7	1,9	102,9	117,2
R.F.A	0,12	0,11	2,2	2,5	111,3	128,9
Japon	0,01	0,01	2,3	2,5	110,3	138,3

Tableau n° 3 : % de recherche-développement par branche d'industrie

	MILITAIRE	CIVIL
Branche industrielle	37,6 %	
Electronique et communications	24,9 %	4,4 %
Semi conducteurs		10,7 %
Services gestion d'informations	13,5 %	
Ordinateurs		7,7 %
Avions	12,2 %	4,1 %
Matériel de bureau		6,1 %
Instrumentation		6,7 %
Navires	3,6 %	
Armes	3,3 %	
Automobile		3,5 %
Moyenne pour l'industrie		3,1 %

Tableau n° 4 : Part des robots en France en 1988

	Robots étrangers	Robots français
Ensemble de l'industrie	47,8 %	52,2 %
Electronique	86,6 %	13,4 %
Aéronautique	91,2 %	8,8 %

Source : association française de robotique, annuaire statistique, cité par F. Chesnais.

Tableau n° 5 : % de récompenses obtenus par la France

	Avant 1978	Après 1978
Chimie	7 %	4 %
Physique	8 %	0 %
Médecine	5 %	4 %
Mathématique	16 %	7 %
Economie	0 %	8 %

Tableau n° 6 : Les dépenses de recherche en % du PIB

	R.F.A.			FRANCE			ETATS-UNIS		JAPON		ROYAUME-UNI	
	1981	1986	1988	1981	1986	1988	1981	1986	1981	1988	1981	1988
Dépense intérieure de recherche	2,42	2,71	2,83	1,97	2,25	2,29	2,45	2,8	2,14	2,59	2,42	2,42
Dépenses de recherche dans l'industrie	2,16	2,45 (?)	2,57	1,56	1,79	1,81	1,97	2,4	1,59	2,12	2,12	2,15
Part consacrée à la recherche dans le système public	0,26	0,26	0,26	0,41	0,46	0,48	0,48	0,40	0,55	0,47	0,30	0,27

Nota : Dans ce tableau, la dernière ligne s'obtient en soustrayant la 2^e de la 1^{re}.

Tableau n° 7 : Situation des assistants en 1982

Niveau de diplôme	Assistants	Maîtres assistants de 2 ^e classe	Maîtres assistants de 1 ^e classe
Licence ou maîtrise	10 %	29 %	15 %
DEA - DESS	26 %	non communiqué	non communiqué
Doctorat de 3 ^e cycle	51 %	60 %	29 %
Doctorat d'Etat	13 %	11 %	56 %
Effectifs concernés	3 786	1 175	7 026

LA POLICE SOUS LE REGARD DES CITOYENS par Gino NECCHI

Les turbulences périodiquement constatées dans les plus importantes zones urbaines, les études menées par le Conseiller d'Etat Robert Bouchery, ancien Procureur général près de la Cour d'Appel de Paris (1), illustrent entre autres l'intérêt porté aujourd'hui au rôle de la police dans notre société.

Ces interrogations sont d'autant plus d'actualité qu'elles s'accompagnent de préoccupations fonctionnelles de la part des fonctionnaires de la Police nationale, d'autant que certains de ses services ou de ses agents ont été mis en cause, ces derniers mois, à l'occasion d'événements divers : renseignements généraux, maintien de l'ordre...

Il est vrai que le rôle dans notre pays de la police (2) a été profondément modifié depuis une décennie, compte tenu du déchirement du tissu social. Il est de plus en plus demandé aux policiers : ils sont à la fois maîtres nageurs, éducateurs, animateurs... On voudrait qu'ils conjuguent tout à la fois répression et prévention. Mais quels sont en vérité les principaux desiderata des citoyens, aujourd'hui, concernant "leur police" ?

PRÉSENCE SUR LA VOIE PUBLIQUE

Il est banal de constater que les policiers deviennent de moins en moins présents dans nos villes. Or leur visibilité était un facteur de sécurité : patrouilles nombreuses, allers-et-retours sur les lieux de travail en uniforme, lieu de résidence coïncidant avec celui du travail... (3)

Aujourd'hui nombre d'élus se plaignent de l'absence de policiers dans nos cités. Il s'ensuit ici ou là la création de Polices Municipales qui suppléent les carences ainsi constatées de la Police Nationale. Lorsqu'un maire veut développer une politique de prévention, il est bien obligé de créer, sur les crédits de la collectivité territoriale, des postes d'agents de Police Municipale. La conséquence est grave. La Police Urbaine, donc l'Etat, se recroqueville sur elle même. A elle, les opérations coups de poing ou le maintien de l'ordre ; à la Police Municipale, la prévention, la police de proximité, la sécurité des enfants et des personnes âgées. A long terme, ce choix risque de modifier substantiellement l'image de la Police Urbaine.

RESPONSABILITÉ JURIDIQUE ACCRUE DE TOUS LES FONCTIONNAIRES DE LA POLICE NATIONALE

Il y a encore dix ans, les tâches étaient clairement définies : aux corps en tenue, la présence sur la voie publique, les patrouilles, les accidents..., aux corps en civil (les inspecteurs), la rédaction des procédures judiciaires. A côté du Corps Urbain existait la Sûreté Urbaine.

Aujourd'hui par nécessité, il est fait de plus en plus appel aux gardiens de la paix dont les compétences sont

étendues : réception des plaintes, rédaction de procès-verbaux, qualité reconnue d'agents de Police judiciaire...

Ce mouvement s'est développé en raison d'une augmentation de la délinquance. Or on constate que les délinquants, lorsqu'ils sont renvoyés devant les Tribunaux, soulèvent de plus en plus, pour échapper à la sanction, des objections fondées sur de prétendues violations des règles de forme.

Il y a ainsi risque de multiplier, au bénéfice des délinquants, "les vices de forme" incitant les tribunaux à prendre fréquemment des décisions de mise en liberté immédiate, alors que justement le développement des compétences judiciaires d'un plus grand nombre de fonctionnaires avait pour but d'assurer une meilleure répression.

MEILLEURE RÉPARTITION ET DÉFINITION DES TACHES

On a multiplié les compétences, non seulement celles en faveur des fonctionnaires mais aussi celles des services. Il a ainsi été décidé de confier des missions de caractère judiciaire à des services par essence administratifs : un exemple, les Renseignements Généraux. On assiste dès lors à une dérive de ces services dont la seule mission, et combien suffisante, devrait être de renseignement (politique, économique, social) mais auxquels, parce qu'on a donné à leurs agents des attributions de police judiciaire, on confie des tâches exorbitantes de leur finalité spécifique : lutte contre le travail clandestin, lutte contre le trafic de stupéfiants, etc...

Il est, en conséquence, temps de proposer, dans un souci d'efficacité aussi bien que de meilleure insertion dans la population des solutions visant à assurer une meilleure présence de la Police dans la société. Trois directions pourraient être prises, dans les domaines respectifs de l'organisation, des missions et de la formation.

Il importe tout d'abord de *permettre aux policiers de vivre là où ils travaillent* pour que la population les ressente comme n'étant pas étrangers à elle même. D'où la nécessité à Paris, à la périphérie et dans les grands centres urbains de doter enfin le Ministère de l'Intérieur d'un parc immobilier susceptible de satisfaire aux besoins en logements de ses fonctionnaires. Certains vont jusqu'à passer 4 heures par jour dans les transports. A long terme, cela permettrait de réconcilier, sur le plan de l'implantation, fonctionnaires de police et résidents.

De plus, il est urgent de mettre fin aux innombrables gardes statiques qui n'entrent pas toujours dans les traditions de la police : le "plan de charge" n'est pas défini suffisamment avec précision. L'idée de faire appel en nombre plus important aux appelés du contingent pour constituer des formations de police de réserve mérite

Enfin, un effort accru en matière de formation (4) apparaît absolument essentiel, ne serait-ce qu'en raison de l'extension des pouvoirs des agents de la Police nationale. Il faut, en étendant les pouvoirs d'enquête, développer les connaissances juridiques de ceux auxquels bénéficie cette extension de compétence. Chaque commissariat devrait pouvoir demander à un fonctionnaire qualifié de veiller à la formation permanente sur les lieux du travail des agents ; de plus, il est temps de mettre fin à la coupure entre les corps en civil et les corps en tenue. Puisque chacun est désormais compétent pour recevoir des plaintes et procéder à des auditions, l'unité intellectuelle de l'ensemble des fonctionnaires doit être réalisée.

*
* *

La crise actuelle de la Police n'est que l'illustration d'une crise plus générale liée au fonctionnement même des Services publics. Ce n'est pas une raison pour différer la mise en œuvre de solutions pratiques et spécifiques seules susceptibles de mettre fin aux doutes et aux secousses de cette administration particulière. Celle-ci en effet, comme la Justice - dont elle dépend étroitement et qui, elle aussi, traverse une crise nécessitant un examen approfondi -, a en charge une mission vitale pour le maintien de la paix publique et la sauvegarde de la démocratie. C'est dire l'enjeu et l'urgence d'un indispensable redressement.

Gino NECCHI

La présence, facteur de sécurité

d'être étudiée : elle devrait, sous réserve de certaines précautions, permettre à la fois de sauvegarder le principe de la conscription pour tous et de rapprocher policiers et citoyens.

Les missions de la Police Nationale doivent ensuite être édictées avec précision, ce qui suppose des objectifs bien déterminés, service par service, et le maintien d'une hiérarchie propre dans chacun des services :

- Il est inexact de prétendre que, par vocation, les Renseignements Généraux constituent une police politique et doivent donc être supprimés. S'il devait en être ainsi, des organismes para-publics sans contrôle ou même des sociétés privées pourraient exercer dans "la clandestinité" les prestations dévolues jusqu'ici aux Renseignements Généraux. Encore faut-il que la mission confiée à ceux-ci soit déterminée avec clarté.

- Il est inopportun de confier aux policiers des enquêtes relatives exclusivement à la personnalité des inculpés, alors qu'il existe des enquêteurs de personnalité dans chaque Tribunal et que les juges d'instruction devraient avoir recours à ces agents pour ce type de mission et non aux policiers chargés d'identifier les auteurs d'infractions et de les interpeller.

- Actuellement, à titre expérimental, sauf dans quelques départements, chaque branche de la police nationale a sa propre direction départementale. Les projets actuels du Ministère de l'Intérieur de créer une direction départementale de la Police dans chaque département, regroupant Police Urbaine, Police de l'Air et des Frontières, Renseignements Généraux, etc... comportent des dangers. Autant la synthèse conceptuelle est nécessaire au niveau du Préfet, représentant de l'Etat, autant il est nécessaire de sauvegarder la logique autonome de chacun de ces services. La synthèse opérationnelle comporte en germe la ruine du fragile équilibre entre autorités administratives et autorités judiciaires, liberté individuelle et ordre public.

(1) Ce haut magistrat, dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le précédent ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, examine, en vue de parvenir à une plus grande transparence et à un dialogue de meilleure qualité, l'opportunité de créer un Conseil supérieur de la Police nationale, organe consultatif au sein duquel siègeraient des fonctionnaires de la Police nationale et des citoyens représentant la population.

(2) Ajoutons que l'image de la police dans l'opinion a, non moins, évolué. Le "CRS = SS" est en sourdine et Coluche n'a pas eu de successeur. L'évolution a, surtout, été profonde "à gauche". Le mot "sécurité" y est devenu prononçable et pensable. Révélatrice de ce changement, la création par Pierre Joxe, sur le modèle de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, d'un "Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure" (IHESI). Par des actions de recherches et par des sessions réunissant hauts fonctionnaires de la police et responsables d'entreprises, d'associations, etc., cet Institut est en charge de "renouveler" le concept de sécurité et d'établir de nouveaux liens entre l'institution policière et la nation. "Les Cahiers de la Sécurité Intérieure" (publiés depuis 1990 ; Documentation Française) sont d'un grand intérêt (3 Cahiers parus).

(3) Sans perdre de vue qu'à certains égards il peut y avoir des raisons de maintenir une certaine "distance", de contrarier le développement d'une trop grande "familiarité", entre le policier et la vie locale. D'où la tradition administrative fort ancienne et toujours plus ou moins respectée, d'imposer un minimum de mobilité aux représentants de l'Etat sur le terrain, quels qu'ils soient : policiers, gendarmes, préfets, etc.

(4) En souhaitant un "effort accru", on ne minimise pas l'effort en cours, notamment sous l'impulsion de la Direction de la Formation des personnels de police, créée en 1982.

DÉBAT DANS L'ÉGLISE

THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

par Pierre BIGO

Beaucoup de clercs et de laïcs, en France et en Europe, voient dans "La théologie de la libération" l'apport original de l'Amérique latine à la réflexion chrétienne dans le monde. Cette théologie provoque cependant de graves réserves du magistère romain et des évêques.

Le Père Pierre Bigo, s.j., après 25 ans d'apostolat social en France, où il a été directeur de L'Action populaire, travaille depuis 25 ans en Amérique latine. Son ministère l'a conduit dans tous les pays du continent. Il a fondé au Chili l'Institut latino-américain de doctrine et d'études sociales (ILADES). Il a été expert aux conférences épiscopales de Medellin et Puebla. Il est connu pour ses ouvrages sur le marxisme - "Marxisme et humanisme", publié en 1961 (P.U.F.) fit autorité - et sur la doctrine sociale de l'Eglise.

Après avoir analysé avec vigueur cette théologie de la

libération latino-américaine tournée vers le marxisme et la conquête du pouvoir politique, le Père Pierre Bigo présente les orientations d'une théologie de l'Eglise des pauvres qui n'est pas influencée par le marxisme-léninisme, une théologie de la libération qui prenne part au travail de toute l'Eglise pour orienter l'action sociale, répondre aux défis économiques, politiques, culturels selon la mission propre de l'Eglise, de manière à provoquer des rapprochements, articuler des dialogues, établir des solidarités.

De son livre nous publions ci-après les pages qui montrent les relations de la théologie de la libération des années 1960-1985 avec le marxisme.

"Débat dans l'Eglise : Théologie de la Libération" est en vente à "Aide à l'Eglise en détresse" B.P. 1 - 78750 Marci-Marly.

C'est une crise de sécularisation qui surgit dans l'Eglise en Occident dans ces années tournantes que sont les années soixante. En Amérique latine, sur la fin de la même décennie, elle se traduit par une crise d'idéologisation.

Le prestige du marxisme en Europe, en France et en Espagne surtout, avait été immense à partir de la fin de la guerre mondiale. La Russie soviétique, totalement isolée jusque-là, voit tomber dans son orbite les pays de l'Europe de l'Est, et rien de moins que la Chine en 1949. En Amérique latine, l'idéologie marxiste s'implante beaucoup plus lentement. C'est une surprise alors de constater qu'elle avait si peu de prise dans le peuple, quand elle avait tant de raisons d'en avoir. La révolution à Cuba, cependant, le 1^{er} janvier 1959, a été un événement. Fidel Castro, non encore communiste à cette date, semble-t-il, paraît proposer un socialisme à visage humain, et le Parti Communiste cubain qui l'a longtemps boudé n'est pas aux commandes. C'est seulement peu à peu que Fidel Castro se rallie au marxisme et, par nécessité, à celui de l'URSS.

La mort au combat du Père Camillo Torrès, en 1966, engagé dans la guérilla en Colombie, la mort de Che Guevara en 1967 en Bolivie, provoquent chez les "clercs", intellectuels ou religieux, un extraordinaire sursaut, le dernier surtout dont la figure, partout répandue,

est devenue celle du héros.

C'est vrai que la misère, qui règne partout ailleurs en Amérique latine d'une manière lancinante, a pratiquement disparu à Cuba. La pauvreté s'y est généralisée, à part les privilégiés du régime, mais l'égalité règne dans la distribution des maigres ressources.

De plus, Cuba semblait échapper à l'emprise économique et politique des Etats-Unis.

Il y avait là de quoi séduire les esprits, quand la misère est si innombrable et si innommable sur le continent, et quand la richesse de quelques-uns fait d'elle une injustice criante.

A condition d'oublier la disparition des libertés, la multiplication des prisonniers politiques, les longues queues et le marché noir, qui vont toujours de pair avec le modèle socialiste, la discrimination des croyants, exclus des postes dirigeants et souvent de l'accès à l'Université, et la baisse de la pratique religieuse : les enfants baptisés étaient 89 % en 1950, ils ne sont plus que 33 % en 1980.

Tout se met à bouger dans le camp chrétien.

Dès 1967, on pouvait constater, en Bolivie notamment, une conversion de prêtres (espagnols d'origine

dans ce cas) au marxisme-léninisme. Les échos de "mai 68" en France créent une atmosphère contagieuse de rébellion, sans que personne soit bien conscient de la nature du phénomène.

Au Chili, dont les événements vont marquer très fortement toutes ces années, les esprits se tournent d'abord vers la "révolution dans la liberté", après l'élection triomphale à la présidence en 1964 du démocrate chrétien Eduardo Frei. Les réformes entreprises par lui, si positives qu'elles aient été, laissent insatisfaite la partie la plus "avancée" de l'opinion. Salvador Allende, qui s'est plusieurs fois déclaré marxiste-léniniste, mais partisan de l'installation du marxisme par la voie démocratique, obtient un peu plus du tiers des voix et la première majorité aux élections présidentielles du 4 septembre 1970. Dans toute l'Amérique latine, et dans le monde entier, c'est un événement.

A ce moment-là se fonde le mouvement des "chrétiens pour le socialisme" (et le socialisme en Amérique latine était presque toujours marxiste).

Bien que certains théologiens de la libération aient gardé leur distance par rapport à ce mouvement, même quand ils participaient aux réunions, et aient toujours éprouvé un certain malaise à son égard, il a contribué à créer l'ambiance dans laquelle est née leur théologie.

La première rencontre des "chrétiens pour le socialisme" aboutit à la déclaration des 80, tous prêtres, Chiliens ou résidents au Chili, le 16 avril 1971. La seconde journée nationale chilienne a lieu les 24-26 novembre 1971 : on n'y cache pas l'inspiration marxiste-léniniste. La première rencontre latino-américaine a lieu les 23-30 avril 1972.

L'échec d'Allende et le coup d'Etat du 11 septembre 1973 mettent fin aux activités du mouvement au Chili. Une dernière réunion aura lieu à Québec les 6-13 avril 1975.

Le document de Québec montre jusqu'à quels extrêmes le marxisme, qui avait déjà en Europe perdu grande partie de son prestige et ne s'y manifestait plus que dans la version atténuée de l'eurocommunisme, conservait toute sa force dans la conscience de certains chrétiens, surtout de certains religieux. Il est vrai que Mao Tse Toung (Mao Zedong) dominait encore de toute sa stature l'horizon mondial avec la révolution culturelle (1966-1976).

L'engagement chrétien est identifié à la praxis marxiste dans des termes d'une radicalité difficile à comprendre à 15 ans de distance, mais qui faisait alors partie d'un certain langage : "L'engagement avec la praxis historique, libératrice et révolutionnaire, est le lieu où se vit, se pense, se communique et se célèbre notre foi dans le Christ.. La tâche révolutionnaire est le lieu où la foi atteint sa vraie dimension et sa force radicalement subversive". On arrive ainsi à "une théologie militante faite depuis une option de classe... De là l'importance que revêt le marxisme dans cette reformulation de l'intelligence de la foi". Les "chrétiens pour le socialisme" sont

conscients du "choc" qu'ils provoquent "avec une réalité ecclésiale qui contredit à la fois les exigences de leur engagement social et de leur foi". Une "forme nouvelle d'Eglise" pourra seulement se développer dans une société libérée, dans une "Eglise populaire" dont les "germes" existent déjà grâce à eux.

"Le peuple de Dieu (ainsi défini) tend à se réapproprier l'Écriture" : nouveau magistère. "Il tend à s'approprier la responsabilité d'orienter son action ecclésiale" : nouvelle pastorale. "Il tend enfin à se réapproprier les symboles et les sacrements" : nouvelle liturgie.

Malgré les timides corrections que l'on propose à l'idéologie (toujours vagues), de telles déclarations tombaient dans le piège marxiste : faire du christianisme une superstructure déterminée par le conflit social conçu selon les critères marxistes.

Les évêques du Chili, dès l'origine, ont réagi contre ces aberrations. Invité à participer à la réunion d'avril 72, le cardinal Raul Silva Henríquez, archevêque de Santiago, a répondu que "le Mouvement des Chrétiens pour le socialisme était en désaccord avec l'Eglise et en conflit total avec les plus récents enseignements de la Conférence épiscopale chilienne". Plus tard, les évêques chiliens ont préparé un long document sur l'incompatibilité du marxisme et du christianisme et ont interdit à tout prêtre de prendre une part active à ce mouvement. Le document, retardé par le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, n'a été publié qu'en octobre de la même année.

Ce document est peut-être le plus proche de la réalité qui ait été écrit sur une certaine forme, explicitement marxiste, de concevoir la libération au nom de l'Evangile. Il est signé du cardinal Raul Silva, alors président, et de Mgr Carlos Oviedo, alors secrétaire général, au nom de la Conférence épiscopale du Chili qui en avait décidé la publication.

Nous voulons nous référer particulièrement au mouvement appelé "Chrétiens pour le socialisme" et aussi aux autres chrétiens qui, en forme consciente ou inconsciente, utilisent l'Eglise et l'Evangile pour défendre leurs propres opinions ou intérêts politiques.

Il n'est pas difficile de deviner l'inspiration qui est derrière leurs jugements : c'est la méthode marxiste-léniniste d'interprétation économique de l'histoire.

Nous avertissons qu'ils donnent une telle insistance à la libération socio-politique qu'en la pratique, et sauf exceptions nominales, on perd de vue les aspects essentiels de la libération chrétienne.

Nous devons souligner ce qu'a de dangereux et d'inhumain cette tentative bien qu'elle s'appelle "de libération".

Au long de toute l'analyse, on part de la base sans fondement que marxisme et christianisme sont compatibles et même convergents.

On dirait que le Secrétariat "Chrétiens pour le socialisme" exerce une espèce de magistère parallèle à celui des évêques.

Ce document provient d'un épiscopat qui donnera ensuite, durant le régime militaire du Général Pinochet

(1973-1990), tant de preuves de sa défense des droits de l'homme. Tous les thèmes qui sont ceux de la théologie de la libération sont abordés en pleine clarté.

Il ne reste plus rien des "chrétiens pour le socialisme", mais leurs déclarations demeurent les témoins de l'espèce de folie collective qui s'était emparée de certains clercs en Amérique latine à l'époque.

Les théologiens de la libération ne se sont jamais identifiés totalement avec les "chrétiens pour le socialisme".

Dand le fond de leur pensée, cependant, ils ont cru qu'il fallait se tourner du côté du marxisme. On n'expliquerait pas autrement leurs très nombreuses références à cette idéologie.

Marx forge des catégories qui permettent l'élaboration d'une science de l'histoire (Gustavo Gutierrez, *Théologie de la libération*, 4^e édit., p. 57). Réalisant le passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste... l'homme peut commencer à vivre librement et humainement (p. 58).

Participer au processus de libération signifie... prendre le chemin du socialisme (p. 155). Forger une société juste passe nécessairement par la participation consciente et active à la lutte de classes qui s'opère sous nos yeux (p. 356). La neutralité est impossible (p. 353). Quand l'Eglise refuse la lutte de classes, elle se comporte objectivement comme une pièce du système dominant (p. 355).

Il est à noter - et cela peut être de grande importance dans l'avenir - que Gustavo Gutierrez, dans la dernière édition de son livre (octobre 1988), a supprimé tout le chapitre sur "Fraternité chrétienne et lutte de classes" (pp. 352-362) où se trouvaient les expressions les plus radicales que nous venons de citer. Elles "provoquaient (selon lui) des malentendus qu'il a voulu dissiper" (p. 396 de la dernière édition, en note). Il a remplacé ce texte par un autre : "Foi et conflit social". Il n'y est plus seulement question de la lutte des "classes exploitées", mais aussi des "races victimes de discrimination, des cultures dépréciées, des femmes en général, doublement en marge et opprimées - spécialement dans les secteurs pauvres" (ibid). Dans l'énumération des pays où cette oppression se constate figure même un pays de l'Est, la Pologne. Est cité un document de la Commission du monde ouvrier de l'épiscopat français (1968) : "Il ne faut pas confondre la lutte des classes avec l'interprétation marxiste de cette lutte" (p. 399). Il se réfère à Pie XII ("combat pour la justice") et à Jean-Paul II ("*grand conflit* entre le *groupe restreint* de propriétaires et la *vaste multitude*" des exclus). Prendre conscience du conflit n'entraîne pas une complaisance à l'égard du marxisme : c'est la paix qui est le but. "Selon notre manière de voir, nous nous référons aux faits, non à la programmation idéologique" (p. 403, note 11). Il faut consolider l'unité de l'Eglise, tâche jamais achevée.

Cette façon nouvelle de traiter la question la plus sensible de la lutte de classes dénote une évolution marquée chez l'auteur, due sans doute au "phénomène" Gorbatchev depuis 1985, et aussi au spectacle d'une guérilla démentielle dans sa propre patrie, le Pérou, tout entière sortie du cerveau d'un marxiste-maoïste, Abi-

maël Guzman, le "*Sendero luminoso*" (Sentier lumineux):

La préface que l'auteur a donnée à cette dernière édition, écrite en février 1988, est d'une autre orientation que le reste du livre qui reproduit intégralement les éditions antérieures (sauf ces pages sur la lutte des classes). On n'y trouve plus la tendance marxiste. Gustavo Gutierrez défend maintenant la démocratie. Deux questions demeurent : 1. Pourquoi aucune critique du marxisme, après tout ce que l'on sait, non seulement de Staline et de Mao, deux monstres de l'histoire, mais de tout le système ? 2. Pourquoi le magistère de l'Eglise, souvent cité maintenant, n'est-il pas reconnu comme tel, en matière sociale ?

Clodovis Boff, Servite, dans sa thèse de doctorat en théologie à l'université de Louvain, était encore plus net que Gustavo Gutierrez (*Théologie du politique*, Salamanca, 1980). Il reprend une distinction qui n'est ni de Marx, ni de Engels, ni de Lénine, qui apparaît seulement dans l'œuvre théorique de Staline, et qu'Althusser, qui a joui d'un prestige particulier en Amérique latine, a divulgué avec une acception qui lui est propre : le matérialisme historique est la science, le matérialisme dialectique est la méthode. Ni Althusser ni aucun autre marxiste n'ont jamais pensé que l'on puisse dissocier ce qu'ils distinguaient. Et Boff en vient à affirmer dans les conclusions de son livre : la théologie du politique "est obligée de distinguer dans le marxisme l'aspect *hypothétique-scientifique* (matérialisme historique) qu'elle doit respecter, et l'aspect *philosophique-métaphysique* (matérialisme dialectique) qu'elle ne peut que critiquer et refuser".

Avec une tranquillité qui étonne, l'auteur prend position sur une question d'une importance énorme. Comme l'écrit Jesus Vergara (*Théologie depuis le contexte de la libération*, 1971, Mexico, p. 109) : "Il ne suffit pas d'ôter le matérialisme dialectique ou d'insérer la foi en son lieu et place. Il faut encore regarder... les réactions et transformations qu'introduit cette transplantation". Clodovis Boff conclut logiquement : "La théologie est objectivement *partiale* et classiste. La question est donc de savoir au service de quelle classe sociale se fait le théologie" (p. 410, souligné par l'auteur). "La théologie est toujours intéressée, c'est-à-dire politiquement orientée" (ibid.). "La théologie est la théologie particulière d'une pratique politique" (p. 402). Il avait même écrit : "Une foi sans idéologie est une foi idéologisée" (p. 77).

Leonardo Boff, son frère, Franciscain, dans son livre : *Ecclésiogénèse, les communautés de base réinventent l'Eglise* (Sal Terrae, Santander, 1980), se réfère lui aussi, sans le nommer, au matérialisme marxiste dans son principe fondamental : "L'axe organisateur d'une société consiste dans son mode de production particulier... Cette activité est infrastructurelle et sur elle se construit tout le reste de la société". Marx disait : "Le mode de production de la vie matérielle domine globalement le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle" (*Contribution à la critique de l'économie politi-*

que, 1859, Prologue). Le développement des forces matérielles de production et les relations de production (c'est-à-dire de classes) déterminent (Engels ajoutera : "en dernière instance") "les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques", c'est-à-dire toute la superstructure qui se construit sur le "fondement réel" : la structure économique. (Marx n'utilise pas l'expression "infrastructure").

Le même théologien de la libération applique cette thèse matérialiste à l'Eglise elle-même. "Le mode de production dissymétrique (c'est-à-dire sous la forme de classes en conflit) qui s'est emparé lentement d'une structure sociale en imposant un processus d'expropriation des moyens de production matérielle et symbolique, a fini par prédominer aussi à l'intérieur de l'Eglise : ... processus d'expropriation des moyens de production religieuse par une partie du clergé contre le peuple chrétien" (p. 52). Tout le chapitre "Champ religieux-ecclesiastique et mode de production de la société" (pp. 54-58) pourrait être cité : on ne peut plus nettement manifester que la méthode de la théologie de la libération coïncide avec le matérialisme historique. "Le champ religieux-ecclesiastique s'est structuré aussi en forme dissymétrique, reflétant ainsi le champ social hégémonique" (p. 57). Il est notable que l'auteur se réfère ici à la théorie du "reflet", qui n'est pas de Marx mais de Engels, lequel durcit encore la pensée de son maître : la superstructure n'est plus que le reflet de la structure économique.

.....

Chez les chrétiens pour le socialisme, Jésus tendait à être vu comme un leader politique armant une opération contre le système des pouvoirs de son temps. On retrouve quelque chose de cette image chez certains théologiens de la libération. En tout cas, on ne retient que sa condamnation comme sédition. S'évanouit le mystère du Christ comme rédempteur du péché du monde : "Yahvé a fait retomber sur lui les crimes de nous tous" (Is 53,6). "Il a été fait péché à cause de nous" (2 Co 5,21). Le péché tend à se réduire à celui d'une classe sociale. Certains ont appelé Jésus "le subversif de Nazareth".

Si l'on veut un exemple des glissements successifs par lesquels un théologien passe des affirmations essentielles de la foi au marxisme, on peut lire ce qu'écrit, en Colombie, Luis Alberto Restrepo (*Théologica Xaveriana*, 26, 1976, p. 453). "La théologie devrait être subordonnée à la pratique de l'amour. Elle devrait partir d'elle et être orientée vers elle. De plus, cette pratique fondamentalement politique, qui revêtirait en Amérique latine un caractère révolutionnaire, aurait une inspiration fondamentalement marxiste. Evidemment, ces positions engendrent polémique et contradiction. Mettre en question la conscience que l'Eglise a eue d'elle-même et de sa mission durant de longs siècles questionne les formes actuelles de son activité pastorale et la conscience globale de sa structure. En bref, cela fait entrer l'Eglise dans une crise aiguë d'identité".

Il faut avoir été témoin des effets que produit cette

théologie dans les milieux où elle est prise à la lettre et appliquée dans les comportements, pour se rendre compte du danger qu'elle représente.

Une fois posé que le marxisme est une science et une praxis, les seules qui aient valeur pour libérer les pauvres de l'oppression dont ils sont l'objet dans un régime capitaliste, critiqué, lui, sans merci, toute la théologie est modifiée. On maintient que la foi est première ainsi que la parole biblique, mais la théologie, elle, est seconde : elle est conditionnée par une analyse et une pratique préalables, et le postulat est qu'il n'y en a pas d'autre que le marxisme. La théologie étant seconde n'a aucun pouvoir de discerner dans la théorie et dans la pratique marxiste ce qui est ou n'est pas conforme à la foi chrétienne. Ce discernement a été fait avant elle par le peuple lui-même engagé dans la lutte de classes, et il est sans appel. Il a été fait à la lumière de la foi, de la parole biblique, insiste-t-on. Mais la foi, ou la parole biblique, sans aucun langage théologique, par principe, interprétée spontanément par "le peuple", ne fournit aucun critère qui puisse l'orienter. Quant à la théologie, elle ne vient que dans un second temps, elle est là pour consacrer les conclusions spontanées des chrétiens engagés dans la lutte selon les critères marxistes.

De là l'idée d'une nouvelle manière de théologiser, à partir de l'action et du conflit.

.....

La théologie de la libération n'accepte pas les critères qui sont proposés par l'Eglise pour orienter l'action des chrétiens. Etant donné les principes posés, cela va de soi. L'idée même d'une critique du marxisme au nom d'une théologie ou d'une anthropologie chrétienne est exclue.

Puisque du marxisme on assume l'analyse et la praxis, on accepte aussi la méthode. La base matérielle de l'existence est la lutte des classes, et c'est elle qui est déterminante en dernière instance. Tout le reste, philosophie ou théologie, fait partie de la superstructure, c'est-à-dire selon Marx, "des formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience du conflit et le mènent à sa fin".

Si l'on hésitait à penser que l'attrait du marxisme joue bien un rôle déterminant dans la théologie de la libération, il suffirait de voir l'écho qu'elle a chez les disciples qui se sont laissés toucher à fond par elle : ils se tournent vers le communisme, aucun projet qui ne soit pas "radical", c'est-à-dire révolutionnaire au sens marxiste, ne les intéresse vitement.

Ainsi la théologie de la libération n'est pas seulement une théologie située, car ce n'est ni une théologie tournée vers les pauvres, ni une théologie qui dénonce les causes de leur misère, ni enfin une théologie nouvelle, ce qui est "non seulement opportun, utile et nécessaire", pour reprendre l'expression de Jean-Paul II dans sa lettre aux évêques du Brésil (1986), mais elle est aussi une théologie tournée vers le marxisme.

Pierre BIGO

SAINT BERNARD MÉDIATEUR

par Fr. Jean-François HOLTTHOF

Dans le numéro 263-264 de France-Forum ("Mystique et Politique chez Saint Bernard", pp. 33-34), notre ami Maurice Blin, après avoir évoqué la difficile et lente élaboration par le christianisme d'une doctrine des rapports entre la nature et la grâce, a cherché à illustrer, à travers la vie et l'œuvre de Saint Bernard, cette "relation tumultueuse". Tout en reconnaissant l'"immense emprise" sur son siècle de cet extraordinaire communicateur, il estimait que l'action proprement politique de

L'activité politique de saint Bernard de Clairvaux semble soulever des difficultés. Faisant fond sur des informations fragmentaires, ou simplement fausses, beaucoup de nos contemporains semblent partagés entre, d'une part, l'intérêt pour un homme qui sut allier détachement et engagement dans le monde, et d'autre part, la méfiance envers le bien-fondé de certaines de ses interventions, dont on retient souvent les plus spectaculaires et les plus déformées par l'historiographie issue des Lumières et du romantisme : prise à partie des puissants, implication dans la condamnation de Pierre Abélard, prédication de la deuxième croisade.

Reprendre sérieusement chacun de ces points et replacer le rôle de Bernard dans sa juste perspective serait une tâche passionnante, dont la figure de l'abbé de Clairvaux sortirait chaque fois renouvelée. Il n'est cependant pas possible de l'accomplir ici. Mieux vaut concentrer l'attention sur ce paradoxe de solitude et d'intervention dans le monde que l'abbé de Clairvaux a illustré plus que tout autre témoin de la tradition chrétienne occidentale. Il faut cependant le dégager dans son essence et ne pas confondre ce qui fut reconnu par Bernard lui-même ou ses contemporains, d'une part, avec ce qui fut ajouté par le romantisme, d'autre part.

Le rapport entre vie intérieure et activité extérieure fut certes au cœur des préoccupations du premier biographe de Bernard, l'abbé bénédictin Guillaume de Saint-Thierry. Cependant, dans la perspective de ce dernier, les

Bernard de Clairvaux avait été moins bénéfique que son œuvre monastique et que l'exceptionnelle magistrature morale qu'il avait exercée "au nom de Dieu face à toute puissance établie".

Au-delà même de son intérêt historique, le sujet est d'importance. Aussi doit-on savoir gré au Frère Jean-François Holthof, moine à l'abbaye de Cîteaux, de préciser ce que furent les conditions d'exercice et l'inspiration des interventions "politiques" de ce grand Européen.

actions extérieures consistent principalement dans l'ascèse, les miracles et la prédication. Ce que nous appelons le "politique" n'est nullement considéré en tant que tel car en vérité Bernard ne s'en est jamais soucié, à la différence de certains de ses amis, comme l'abbé Suger qui servit consciemment la cause de la monarchie capétienne. L'attribution du qualificatif de "politique" à ses actions est le fait, tardif, d'historiens romantiques, dont la plupart des travaux contemporains sont encore dépendants. A cet égard, il faut signaler que Bernard est un homme qui semble échapper aux historiens. La biographie la plus sûre reste encore celle de Vacandard, écrite... à la fin du siècle dernier.

Achille Luchaire témoigne fort bien de ce malentendu dans son "Histoire des Capétiens". On découvre là très clairement cette hésitation entre admiration et réserve à l'égard de Bernard. D'une part, il exalte son importance historique réelle, en fait le grand homme de son siècle, le montre commandant aux rois et aux papes, se mêlant et décidant de tout en Europe. Mais en même temps il fait de lui un "réactionnaire", cherchant en vain à arrêter le cours de l'histoire, défendant des causes perdues et échouant finalement dans toutes les entreprises. S'il faut remarquer qu'il est contradictoire de concevoir ainsi une figure qui dominerait son siècle tout en étant impuissante à le guider ou à laisser une trace durable, il faut surtout observer que les deux termes de la contradiction sont historiquement inexactes. D'abord parce que Bernard est loin d'avoir eu cette importance politique et ensuite parce que ses interventions n'ont point été sans efficacité durable.

Plus près de nous, le portrait du "réactionnaire" sera renouvelé par des types d'analyse fortement idéologiques qui jugeront son action à l'aune de la lutte des classes et du sens de l'histoire qu'elle est censée révéler.

Si ces interprétations rencontrent aujourd'hui encore une large audience, c'est peut-être qu'elles reconduisent l'opposition entre mystique et politique qui nous est si familière et conforte cette conviction qu'action et contemplation sont au fond deux domaines séparés, et qui doivent le rester. L'évolution du monde, dans certains pays d'Europe de l'Est ou dans les régions à majorité musulmane, peut bien nous déconcerter, notre assurance que religion et politique ne peuvent s'éclairer mutuellement reste inentamée. La difficulté à comprendre la figure de Bernard est peut-être d'ailleurs l'indice de cette incapacité à penser les rapports entre religion et politique. Et s'il en est ainsi, il est possible qu'une meilleure intelligence de l'œuvre de l'abbé de Clairvaux permettra de mieux comprendre ces rapports.

LE MÉDIATEUR

Il vaut mieux, délaissant pour un temps les interprétations diverses, considérer ce que Bernard a dit et fait véritablement. La seule contradiction qu'il ait lui-même exprimée est celle qu'il ressentait entre le souci de l'action et le désir de la paix du cloître qui est d'ailleurs chez lui, plus encore que goût de la solitude, joie d'être avec ses frères. Sa correspondance nous le montre très tôt aux prises avec cette difficulté, qu'il s'agisse d'affaires minimes ou plus importantes.

"Mes amis s'efforcent chaque jour de me faire quitter mon cloître pour aller dans les cités. Ils disent que telle affaire est importante, telle nécessité impérieuse. Il faut se demander qui donc est capable de résoudre de grandes questions. S'ils me jugent tel, je ne peux pas les suivre ; et je me connais. Car, que ces questions soient grandes ou petites, je n'ai rien à y faire. Et, je le demande, qu'elles soient faciles ou difficiles, pourquoi troubler le silence que j'aime pour m'imposer un tel fardeau, à moi un ami ? Si elles sont faciles, cela peut se faire sans moi ; si elles sont difficiles, ce n'est pas par moi qu'elles peuvent être résolues".

Cette lettre est écrite en 1127, douze ans après son arrivée dans la sombre vallée de Clairvaux. Les affaires dont il doit s'occuper alors ne dépassent pas le cadre des devoirs ordinaires d'un abbé : assister aux donations, servir de témoin, participer au conseil du comte de Champagne, du duc de Bourgogne, assister les évêques et les légats pontificaux. Mais peu à peu ses avis seront sollicités par de plus hautes instances : assemblée des évêques du royaume de France, empereur d'Allemagne, par exemple.

Ce qui le préoccupe, c'est d'abord la réforme de l'Eglise. De là, ses interventions dans les élections épiscopales. Lorsqu'on le situe dans le courant de la réforme grégorienne, il est nécessaire d'apporter un correctif. S'il

poursuit toujours l'effort de moralisation, de sanctification du temporel entrepris un siècle auparavant, il se distancie nettement de certaines tendances centralisatrices ou "cléricales" (extension des possessions, accroissement du prestige, tentatives d'absorption du temporel dans le spirituel) et appartient au mouvement de réforme "évangélique" qui, avec de nombreux moines et chanoines, cherche à corriger ce que certaines ambitions grégoriennes avaient d'exagérées. La différence qu'il marque, moins fortement qu'on ne le dit parfois, avec Cluny qui avait été un des soutiens de cette réforme, trouve là son sens. Ses interventions dans les élections épiscopales visent donc à proposer aux évêchés des hommes irréprochables et exempts, tant de la collusion avec les pouvoirs laïcs que du souci de prestige ecclésiastique. On comprend que cela suscite des résistances, devant lesquelles il ne capitula guère. Car, s'il n'employa jamais lui-même la violence, il ne cèda pas non plus jamais devant elle, dût-il se contenter des seules armes à sa disposition : la parole et "la prière et les larmes".

Son deuxième souci est celui de la paix. Celle-ci est encore en effet l'affaire de l'Eglise qui cherche à imposer aux grands, par toutes sortes d'institutions, de ne pas recourir à la violence et de ne pas en faire usage contre les faibles. La carence des pouvoirs laïcs, l'inadaptation des institutions judiciaires carolingiennes, amènent alors l'Eglise à s'occuper d'une foule d'affaires. Faute de droit bien établi, les parties risquent souvent d'en venir à la guerre. Le remède est alors l'arbitrage : le choix par les adversaires d'un médiateur qui proposera une solution acceptable, choix assorti d'un serment, prêté par les parties, de se soumettre à sa décision.

Ce procédé particulier, imposé chaque fois par les circonstances, requiert des personnes dévouées, reconues comme justes et capables de s'engager. Car l'arbitre est tout sauf impartial, il doit au contraire s'impliquer et faire connaître la volonté de Dieu jusqu'à en devenir le témoin.

C'est ici que l'abbé de Clairvaux excellera. On ne compte pas les accords (*compositio pacis*), accords notifiés par Bernard lui-même et scellés de son sceau, ou intitulés au nom d'un prélat qui authentifie l'acte en précisant que l'accord est intervenu "par la main de l'abbé de Clairvaux".

Tel est toujours le point de départ de ses engagements, une sollicitation à intervenir comme arbitre ou chargé de mission. Au commencement il s'agira d'affaires locales mais même lorsque les enjeux plus importants seront en cause : schisme d'Anaclet, hérésies d'Abélard, deuxième croisade, le procédé ne sera pas fondamentalement différent. Il en ira ainsi jusqu'à la veille de sa mort lorsqu'il se traînera jusqu'à Metz pour une dernière mission de paix, parvenant à empêcher le massacre qui menaçait.

Naturellement, au cours de ses voyages on profite de son passage pour le solliciter. Ainsi en Italie il rétablira la concorde, à Milan d'abord, puis entre Gênes et Pise. Parfois aussi il échouera, comme avec le roi de Sicile.

Pour réussir de telles missions, un équilibre difficile est à trouver entre l'engagement et le souci de respecter chacun des intérêts en cause. Cette tension se révèle dans sa correspondance. Bernard ira très loin dans l'engagement, allant jusqu'à risquer sa réputation et, une fois, se fera même désavouer par le pape et accuser de duplicité par le roi de France.

LES PRINCIPES D'ACTION

L'obligation de recourir à ce procédé semble indiquer une certaine carence du droit. Est-ce à dire que l'action de l'abbé de Clairvaux n'aurait pas de principe directeur ? Certainement, quand des intérêts matériels sont seuls en jeu, la recherche du compromis l'emporte toujours pour lui sur la proclamation du droit. Mais quand il s'agit des affaires spirituelles et du droit de l'Eglise, Bernard est très attentif à son respect rigoureux et il le connaît fort bien lui-même, le faisant d'ailleurs évoluer sur certains points. En ce domaine il est en effet plutôt novateur. Sa critique du centralisme romain est connue. Elle tient à des raisons profondes : Jérusalem, "maîtresse des nations et capitale des provinces", tient plus de place que Rome dans son ecclésiologie. Il faut voir aussi l'application d'un de ses principes : toute autorité terrestre, y compris celle du pape en ce domaine, doit être limitée par celle d'une autre instance. Il est évident aussi que l'influence de l'organisation cistercienne marquée par une décentralisation, comme le souci monastique de réagir contre l'envahissement du temporel, est présente dans ses critiques de la Curie et son insistance sur le principe de subsidiarité.

Au point de vue social, il canonise moins qu'on ne l'a dit l'ordre féodal, auquel Cluny était plus lié. Il critique très fortement la chevalerie et, au lieu de la discrimination entre clercs, chevaliers et serfs, il présente une doctrine des "ordines" qui correspond aux "états de vie". Quant à sa critique des excès révolutionnaires des premières communes de Reims et de Rome, elle est guidée par le souci de ne pas compromettre la liberté de l'Eglise et d'éviter la violence inutile.

Ce n'est donc pas au nom d'un pouvoir établi qu'il intervient (il refuse d'ailleurs au pape le droit d'intervenir dans les affaires temporelles) mais comme médiateur, requis par les instances légitimes. Cette recherche systématique du compromis implique une certaine attitude à l'égard de la justice. Le rapprochement maximal des positions des adversaires pour les amener à un accord est conforme à la fois à la pensée du temps et aux préceptes évangéliques. Il s'agit au bout du compte de donner le moins possible prise à la violence qui peut surgir à tout moment d'un conflit mal résolu.

Bernard s'inscrit donc dans l'évolution du "mouvement de paix". Il n'exclut pas cependant le recours à la "justice à main forte", pour que se réalise cet ordre voulu par Dieu qu'on appelle la paix. Les premières croisades se situeront exactement dans la ligne de ce mouvement. Elles sont finalement l'extension aux régions extrêmes

de la chrétienté de la "paix de Dieu" qui consiste principalement en ce que les hommes d'armes n'oppriment pas les faibles : les chrétiens du Proche-Orient et les pèlerins, massacrés par les Turcs, sont dans la même situation que les civils menacés, en Europe, par les barons pillards et les chevaliers mécréants : il faut que les princes aillent les défendre et faire respecter la paix.

Ce cas de la croisade permet de découvrir son attitude vis-à-vis de la violence. Il est capable d'aller très loin dans le refus éthique, allant jusqu'à relativiser le droit fondamental de légitime défense ("mieux vaut parfois se faire tuer que tuer et perdre son âme en devenant homicide" écrit-il aux premiers membres de l'Ordre du Temple). Homme de paix, connaissant le prix de celle-ci et ayant maintes fois travaillé pour elle, il n'est cependant pas pacifiste et sait allier quand il le faut combat spirituel et combat armé, "grande guerre" et "petite guerre", à condition toutefois que la liberté de la foi soit en cause car aucun intérêt purement terrestre ne justifie la guerre.

Il permet aussi de voir sa théologie de l'échec. L'insuccès militaire qui suivit le succès de sa prédication lui valut des critiques : sa parole venait-elle vraiment de Dieu ? Bien que totalement étranger aux erreurs stratégiques commises par les chefs militaires et parfaitement conscient des péchés des croisés il assume cependant les reproches, jouant jusqu'au bout son rôle de médiateur et "préférant prendre sur lui les reproches afin qu'ils n'aillent pas jusqu'à Dieu, préférant être sans gloire plutôt que de voir celle de Dieu atteinte (*De Consideratione*, II, 4)". D'une certaine façon il porte alors la croix de la croisade et s'approche ici de la figure biblique du Serviteur, convaincu de son bon droit auprès de Dieu mais préférant demeurer solidaire du peuple fautif et éprouvé.

Cette capacité à assumer un échec dont on n'est pas coupable est cohérent avec son éthique de responsabilité demandant une prise en charge complète de ses actes, au-delà des intentions. Bernard est d'ailleurs original parmi les moralistes chrétiens en ce qu'aux critères traditionnels de moralité d'un acte (convenance, licéité) il ajoute celui de l'utile, et donc d'une réussite concrète des actes.

L'EFFICACITÉ DE L'HUMILITÉ

Les conditions du XII^e siècle et les nécessités de sa position de médiateur rendent largement compte de ce paradoxe de retrait et d'engagement qui caractérise la figure de Bernard. Mais cette situation fut en fait le lot de la plupart des hommes d'Eglise. Il faut donc aller plus loin pour expliquer en quoi l'abbé de Clairvaux est exceptionnel à cet égard.

La clé n'est à chercher ailleurs que dans le fondement de la spiritualité bénédictine : l'humilité, base de la règle monastique. Une humilité élevée au rang d'un principe métaphysique par le lien fondamental qu'elle entretient avec la vérité comme avec la connaissance de soi et des autres.

Il faudrait dire que chez lui l'humilité est une vertu

politique. C'est bien elle qui explique cette capacité à allier solitude et engagement, à évoluer au sein de la simplicité monastique comme au cœur des situations les plus confuses, à offrir de lui successivement plusieurs visages et à faire communiquer des aspects ordinairement disjoints de la création. Capacité aussi de juger des hommes et des situations : tout devient mise à l'épreuve et l'étalonnage des âmes qui en résulte fait passer au second plan le tragique des événements. Cette habileté qu'il a manifestée, lui venait-elle de pouvoirs exceptionnels ? De l'avantage du "saint" surgi du désert et attirant les foules par ses discours et ses miracles ? Il savait certes à l'occasion faire usage de ses pouvoirs de thaumaturge, soit pour soulager des misères, soit pour confirmer une parole de réconciliation. Mais surtout il avait acquis cette aptitude à monter et à descendre, à passer de la fraternité du monastère aux affrontements du monde, des affaires importantes aux observances du cloître.

Il faut bien parler de virtuosité dans l'humilité. Elle a le caractère d'une vertu politique : c'est elle qui donne toutes les audaces parce qu'elle sait découvrir dans nos faibles moyens les ressources qui manquent encore et qui empêche le moine d'abandonner le monde à lui-même. Elle ne se détourne pas de ce qui est vil, abject. Elle sait trouver dans une situation conflictuelle apparemment sans issue le reste de bonne volonté, l'aspect négligé qui permettra d'ouvrir une porte à la discussion, qui rendra possible ce qui semblait impossible. Elle permet enfin de juger car celui qui s'est mesuré à lui-même dans le combat spirituel de l'humilité peut ensuite manifester le jugement. Cette audace de Bernard à semoncer les rois ou les puissants, à trancher des situations, est en fait

l'envers de la perception d'un devoir de faire pressentir la rigueur et la profondeur des jugements divins à ceux qui, dans le clair-obscur des actions terrestres, sont toujours prêts à goûter la bonne conscience.

Avec le Christ, qui s'est extrêmement abaissé, la recherche de la ressemblance avec Dieu devient une exploration, infiniment ouverte, de l'ensemble des possibilités humaines, qui sont aussi bien des possibilités d'élévation que d'abaissement.

Humilié donc, qui dynamise et accroît les ressources cachées, méprisées, de l'homme et l'aide à trouver en lui à la fois la force de se dresser contre l'injustice et de s'engager dans une voie où Dieu accompagnera son développement.

En effet, la leçon du comportement de Bernard et de l'exemple des cisterciens est peut-être cette humble assurance que Dieu et l'homme ne sont pas rivaux, qu'ils peuvent marcher la main dans la main, que développement humain, technique, et recherche religieuse peuvent aller de pair. Cette conviction, sérieusement entamée par l'athéisme qui s'est nourri de l'affirmation d'une telle rivalité, peut cependant être redécouverte et une meilleure compréhension des rapports entre religion et politique, notamment dans d'autres cultures que les nôtres, rendue possible.

Fr. Jean-François HOLTTHOF

Nous sommes redevables à Monsieur Jean Richard, de l'Institut, de plusieurs éléments, exposés à la séance de rentrée de l'Institut de France, le 23 octobre 1990.

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent son effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 150 F.

France-Forum, 133 bis rue de l'Université, 75007 Paris
Numéros spécimens gratuits sur demande

QUEL RÔLE CULTUREL POUR LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ?

par Roberto PAPINI

Dans les dernières années de sa vie, Jean Monnet, le principal conseiller pour les affaires européennes de Robert Schuman, confiait à certains de ses amis : "Si l'Europe était à refaire, il faudrait peut-être commencer par la culture".

Que l'un des pères fondateurs de l'Europe communautaire parvienne à une telle conclusion après une longue expérience de grand technocrate, cela démontre, s'il en était besoin, l'importance que revêt la culture pour le développement d'une société. Dans l'histoire de la Communauté, la culture n'a pas toutefois trouvé la place qui lui revient et c'est probablement la raison pour laquelle l'intégration européenne a été le plus souvent perçue comme marché plutôt que communauté, ce qui implique une pondération différente des objectifs économiques et sociaux. Malgré tout, la question de la politique culturelle s'est finalement posée, surtout à partir de la première moitié des années 70, tandis que l'après-68 et la crise économique révélaient les limites de l'approche fonctionnaliste du processus d'intégration, et posaient le problème d'une nouvelle culture du développement également au niveau communautaire. La question s'est à nouveau posée avec force au début des années 80, au moment où les processus d'innovation technologique et le déplacement progressif du centre de gravité de l'Atlantique au Pacifique ont été perçus comme une remise en question de l'identité et de la créativité européennes. Aujourd'hui, après le relâchement de la tension Est-Ouest et le durcissement du conflit Nord-Sud, l'opinion publique est toujours plus consciente des défis qui se posent au Vieux Continent et comprend que la culture est au cœur de son identité.

Dans le même temps, des instances comme l'ONU, l'UNESCO, le Conseil de l'Europe etc..., prenaient conscience de l'échec des expériences de développement dans le Tiers Monde et de la nécessité pour le développement économique et social de tenir compte de son contexte culturel : ce doit être à la culture et au système de valeurs sur lequel elle repose de définir les objectifs ultimes de ce développement, pour un ordre plus humain. Par ailleurs, même le progrès des sociétés complexes privilégie l'"input" de la culture - scientifique et humaniste - à côté de celui de l'information, de l'économie et de la politique. Ainsi, dans cette réorientation de la philosophie et des politiques du développement, la question de la politique culturelle et des droits culturels devient centrale. Le rôle mondial croissant de la Communauté économique européenne et le développement des relations politiques et économiques à l'intérieur de cette Communauté d'une part, et avec les autres pays européens d'autre part, en particulier avec ceux de l'Europe centrale et orientale, exigent aujourd'hui, à plus forte raison, la mise en œuvre d'une politique culturelle européenne. Et cela au delà de la coordination des politiques culturelles nationales qui commence à éclore au niveau communautaire. Le faible engagement de la CEE dans ce domaine a toujours été justifié par le silence du Traité de Rome sur la culture. La révision du Traité, dont on discute actuellement, devrait inclure aussi, par conséquent, un chapitre culturel où s'affirmerait le respect du pluralisme des religions et des cultures aussi bien que l'initiative autonome de la Communauté en faveur de la culture, de l'information, des sciences, des arts et de l'enseignement. Je sais bien que quelques-uns n'admet-

tent pas cette initiative autonome de la Communauté. S'appuyant sur une interprétation peu correcte du principe de subsidiarité, ils soutiennent que la politique culturelle est principalement l'affaire des niveaux régional ou national : au niveau européen il ne reviendrait que d'être le garant du respect du pluralisme des cultures ou, à titre résiduel, de défendre le patrimoine culturel de certains pays, aujourd'hui menacé. Or je vois mal comment une unité politique européenne pourrait renoncer à la faculté d'exercer une politique culturelle propre, à côté de celle propre aux Etats et aux collectivités locales, et d'assurer l'émergence d'un espace européen de créativité.

Dans cette communication, je n'aborderai pas la "*vexata quaestio*", la question, débattue, de l'identité culturelle par les civilisations grecque et romaine, par l'événement chrétien et par les grands mouvements spirituels et culturels de l'histoire européenne (la Réforme, les Lumières, les Révolutions libérales et totalitaires, les nationalismes, etc...). Je ne traiterai pas non plus des divers et multiples aspects d'une politique culturelle engagée dans la difficile recherche d'une médiation créative entre les raisons de la mémoire et celles de l'imaginaire. Je n'évoquerai pas les premiers actes, non encore décisifs, de la politique culturelle du Conseil de l'Europe ni ne traiterai de façon approfondie le sujet de l'action culturelle de la CEE. Je m'en tiendrai plutôt ici à une approche *politique* de la question de la politique culturelle communautaire, pour aider les hommes politiques à réfléchir sur l'importance et l'actualité d'un tel sujet (1).

CONTENU D'UNE POLITIQUE CULTURELLE COMMUNAUTAIRE

Pour définir les objectifs stratégiques de la politique culturelle européenne, il importe de ne pas sous-évaluer deux risques actuels. Le premier serait de la réduire à une politique qui privilégierait les manifestations visibles (expositions, musées, échanges, télévision, etc...), avec un intérêt particulier pour leur commercialisation, au détriment de l'élaboration des idées. D'autre part, il s'agit là de la simple conséquence de la politique-spectacle à laquelle nous nous habituons, elle-même conséquence de l'appauvrissement de la politique, de la perte de son rôle et de ses pouvoirs réels, au profit surtout de l'économie.

Une telle politique culturelle concourrait à accroître le taux de passivité des citoyens européens, voire celui de la violence.

Le second risque serait de privilégier les politiques publiques plutôt que les expressions directes de la liberté des peuples, canalisées dans les organisations culturelles non gouvernementales. Se renforcerait ainsi la vision de l'Europe intergouvernementale et non celle de l'Europe supranationale. L'on refuserait en politique ce que l'on accepte généreusement en économie : l'esprit libéral.

La politique culturelle communautaire, au contraire, en s'inspirant des grands courants de pensée européens qui ont contribué à forger une forme de civilisation ayant

pour fondement le sens de l'homme, devrait contribuer à créer les conditions d'une société à taille humaine, et donc personnaliste, démocratique et pluraliste, solidaire et juste. A cette fin, en premier lieu, ce devrait être une politique qui ne véhicule pas le culte de l'Etat, de la race ou d'une idéologie religieuse ou laïque quelle qu'elle soit, mais qui favorise une société ouverte où l'homme soit aidé dans l'exercice d'une pensée critique et puisse tendre à un développement intégral. Dans ce contexte historique la politique culturelle devrait se préfixer, en particulier, l'objectif de développer une meilleure connaissance mutuelle des pays, cultures et races européennes - y compris les identités régionales - et de contribuer à situer le rôle de la future Europe unie dans le monde. Après les deux guerres civiles européennes qui ont bouleversé le continent durant ce siècle avec le problème central du peuple allemand et de ses rapports avec les autres peuples européens, il ne fait pas de doute que l'unification de l'Allemagne aura sûrement des effets sur les équilibres communautaires actuels. Une telle question ne peut laisser indifférente une politique culturelle européenne. D'autre part, le retour vers l'Europe des pays de l'Europe centrale avec leur charge de tensions nationales non résolues et avec au moins quarante ans de vie difficile, ne peut pas ne pas comporter des risques de dislocation pour ce projet européen dont nous nous sommes longuement bercés et que nous imaginions comme le résultat de savants équilibres au sein et à l'extérieur de la Communauté. Même en vue de leur intégration dans la Communauté, il importe d'aider ces pays avec une politique culturelle centrée sur la transition vers la démocratie. Sur tout cela, est arrivée la première vague des extra-communautaires du Sud du monde, souvent porteurs de cultures à plusieurs années-lumières des nôtres et qui, malgré les barrières que nous sommes en train de dresser, nous contraindront à vivre dans une difficile société multi-ethnique, donc multi-culturelle.

Une politique culturelle européenne adaptée à l'objectif, devrait tendre à un équilibre entre l'identité européenne - aussi difficile soit-il de la définir - et les porteurs de ces cultures qui demandent des statuts parfois contraires à notre pluralisme (il suffit de penser à certains courants de l'Islam). Il s'agit de repenser les conditions de notre pluralisme en termes dynamiques, cherchant à concilier le respect des droits humains au sens occidental avec celui des droits humains liés à d'autres cultures.

La question - aujourd'hui centrale - de la politique de l'information est également liée à la politique de la culture et, dans sa relation avec le marché, elle affecte la démocratie elle-même. Il y a là un des plus grands défis au fonctionnement concret de nos démocraties.

Enfin, la politique culturelle doit contribuer à développer une citoyenneté européenne. Comme M. Jacques Delors vient de le dire, (cf. "Un entretien avec M. Jacques Delors", *Le Monde*, le 12 octobre 1990) : "Le projet européen est trop élitiste et trop technocratique. Pour le démocratiser, on doit partir d'une réflexion sur les droits

et les devoirs du citoyen de façon à ce que celui-ci ait le sentiment de participer à une aventure collective. Le grand danger qui menace nos démocraties, c'est l'affaiblissement du sentiment d'appartenance... Une démocratie est fondée sur des institutions qui constamment instaurent une dialectique entre l'opinion publique et les responsables".

MENACES SUR LA DIMENSION CULTURELLE DE LA POLITIQUE

M'adressant à des démocrates qui s'inscrivent dans la tradition démocratique d'inspiration chrétienne, je crois opportun de formuler quelques questions à un parti "naturaliter" (c'est-à-dire, de par sa nature) personnaliste, dont la vision de la politique culturelle devrait, par conséquent, être au cœur de son propre projet politique car il rejoint directement la personne. Cependant, force est de constater que telle n'est pas la réalité. A l'origine, la culture était une dimension centrale du projet démocrate chrétien, mais la cristallisation de la lutte politique en lutte idéologique et, par la suite, le pragmatisme progressif des forces démocrates chrétiennes européennes, ont déplacé le centre des préoccupations vers les seuls problèmes de pouvoir (politique, économique, médiatique, etc...). Une telle mutation génétique a détruit les anticorps - implicites dans une inspiration chrétienne vitalemment comprise - qui permettaient au parti et aux militants de maintenir une tension permanente en faveur d'une société responsable, libre et juste.

Faute de renouvellement de la doctrine politique, dont on parle au moins *depuis* le Concile Vatican II, et de la tension vers le bien commun qui devrait en découler, les jeux d'intérêts, l'attention exclusive portée aux rapports de force et aux tactiques à court terme ont pris le dessus sur les objectifs stratégiques. Les embrassades des partis conservateurs européens, nord-américains et japonais, favorisées aussi par la crise de l'idée même de projet politique alternatif depuis l'échec du système communiste, contribueront à une "rationalisation" plus poussée de la politique. Celle-ci visera essentiellement une optimisation du *statu quo*, privant l'aventure humaine de tout sens de libération.

La chute - inexorable et providentielle - de l'idéologie et des régimes communistes est un événement libérateur, mais en même temps responsabilisant, dans la mesure où persiste et se fait plus pressante dans le monde la demande de justice et de libération sociale à laquelle le communisme n'a su donner réponse. L'échec économique a joué un rôle important dans la crise communiste et cela conduit à interpréter la situation actuelle comme le grand triomphe de l'économie de marché, sinon du capitalisme libéral. Mais les chrétiens doivent-ils accepter sans réserve ce "triomphe" qui, en réalité, connaît divers modes d'application concrète ? Les faits récents marquent-ils la fin de la recherche de formes compatibles avec une vision chrétienne de l'homme et de la société ? Quelle peut être alors l'espérance pour les pauvres du monde ?

Une exhortation à travailler dans le sens d'une plus grande solidarité sur le terrain économique et social est venue non seulement de l'encyclique "*Sollicitudo rei socialis*" de Jean-Paul II, mais aussi des évêquats catholiques et protestants de divers pays du monde, et tout d'abord de celui nord-américain avec la courageuse lettre sur : "Justice économique pour tous". Les partis démocrates chrétiens n'ont-ils pas des responsabilités premières dans ce domaine ? Le défi n'est-il pas lancé également à eux-mêmes ?

LES INSTRUMENTS D'UNE POLITIQUE CULTURELLE

Avec quels instruments réaliser une politique culturelle européenne le plus possible personnaliste, à savoir attentive aux problèmes de l'homme ? La bataille à conduire aujourd'hui est pour une Communauté ouverte non seulement aux intérêts économiques et aux questions de sécurité, mais aussi dotée d'un projet politique visant à la réalisation d'un modèle de développement - dans la mesure où cette expression garde encore un sens - un modèle qui ne privilégie pas une société oligarchique ou les détenteurs du pouvoir économique - et donc financier, politique, culturel et de l'information - soient les seuls détenteurs réels du pouvoir, mais une société où le pouvoir, diffus dans tous ses canaux, puisse lui permettre d'être une société responsable. Cela exige, évidemment, un renouveau de toutes les forces politiques qui occupent aujourd'hui la scène ; ainsi qu'une déburaucratization des institutions publiques productrices de culture. Il s'agit d'aider, de soutenir des Instituts de recherche, publics et privés, qui s'efforcent de comprendre la société nouvelle en formation et d'indiquer comment saisir, et donc gouverner, les processus. Une place de choix devrait être réservée à ces instituts de pointe, transnationaux et transdisciplinaires, sans but lucratif, souvent expression d'Eglises, d'amitiés intellectuelles, de mouvements et de groupes divers, qui peuvent avoir un rôle moteur dans la définition d'un projet humain pour la politique. Les partis démocrates chrétiens ne peuvent se contenter de la seule gestion du pouvoir. Leur vocation, au delà de leur propre intérêt, doit les situer en première ligne pour favoriser les conditions, au niveau national et communautaire, d'une politique culturelle novatrice. Dans cette perspective ils doivent insister pour que la Communauté s'ouvre aux problèmes de la culture et de la communication et, pour cela, soit dotée de moyens nécessaires pour agir dans ces domaines, soit directement soit à travers les sujets culturels qui sont les plus adéquats pour réaliser une politique culturelle efficace et non idéologique. En ce sens, les institutions communautaires doivent s'équiper pour permettre aux institutions, publiques et privées qui en Europe s'intéressent à la culture, de jouer un rôle important.

Une proposition possible et concrète pourrait être la suivante : de même qu'il existe déjà au sein de la Communauté un Conseil Economique et Social, permettant l'expression d'organismes économique-sociaux, l'on pourrait de la même façon envisager la possibilité de

créer un Conseil consultatif de la Culture, composé d'Instituts scientifiques et culturels transnationaux publics et privés, conscients, comme nous le sommes désormais, que les sujets des politiques culturelles et de la promotion d'une opinion publique commune ne peuvent être seulement les institutions politiques, ou les grandes entreprises privées, mais doivent être aussi les grandes forces culturelles qui constituent une des richesses majeures de l'Europe (2). Un tel organisme devrait exprimer des avis et formuler des propositions aux Institutions communautaires en vue d'une croissance civile de la société européenne. De tels instituts, notamment ceux dont le rayon d'action est effectivement communautaire - reconnus pour leur caractère d'utilité publique - pourraient être encouragés par des moyens économiques et financiers appropriés. A titre d'exemple, l'on peut penser à des régimes juridiques et fiscaux plus favorables aux instituts culturels, compte tenu à la fois de la plus grande disponibilité de l'industrie pour les sponsorisations culturelles, et aussi de la capacité de ces instituts de créer des emplois, un fait qui est toujours plus reconnu aujourd'hui. Enfin, la Communauté devrait être dotée des moyens nécessaires - 1 % du budget communautaire, comme il a été plusieurs fois suggéré - pour soutenir les projets européens d'intérêt majeur.

LA POLITIQUE ET LES INTELLECTUELS

Pour terminer, je voudrais souligner aussi le rôle de la culture elle-même et celui des agents culturels dans la croissance civile de la société européenne. Hormis le modèle libéral, il est clair désormais pour tous que la culture ne peut s'isoler, même à l'intérieur de l'idée souvent caressée d'une autonomie de la culture vis-à-vis de la société en général, et de la politique en particulier. D'autre part, les actuelles interdépendances économiques, sociales et culturelles, au niveau global, ont élargi les frontières de notre société, laissant souvent aussi se diluer l'identité qui faisait notre orgueil, au point de nourrir des tentations d'eurocentrisme. Ainsi, la notion

même de culture a changé en amplifiant sa signification et, sous certains aspects, en la concevant plus proche de la vie et de ses pluralismes.

Si dans les choses elles-mêmes - et en ce sens l'apport des pays de l'Est sera déterminant - advient une réorientation d'une partie au moins de la culture vers la vie et sa complexité, cela exige aussi une prise de conscience et une réorientation des intellectuels vers un engagement transdisciplinaire et européen accru, dans un difficile dialogue entre les diverses cultures (scientifique, humaniste, de communication sociale et d'information de masse, y compris celles liées aux nouvelles technologies : d'informatique, robotique, électronique, etc.). Jusqu'à présent, l'appel de la politique aux forces intellectuelles pour former une société européenne a été faible. Au delà des différences et du pluralisme de ces forces, leur apport déterminant pour la définition d'une société plus juste et libératrice, a été sous-estimé. Il est clair qu'il s'agit de partenaires difficiles, ayant la critique facile, peu enclins aux médiations et aux compromis si essentiels à la démocratie, mais tout aussi essentielle est leur contribution pour former une Communauté et non pas seulement un Marché. La politique culturelle, c'est-à-dire la politique de la culture, même au niveau communautaire, ne pourra être que le résultat d'un difficile dialogue entre la politique et la culture. Il est temps de l'entreprendre avec courage.

Roberto PAPINI
Secrétaire Général de l'Institut
International "Jacques Maritain"

(1) Pour ceux qui voudraient en savoir plus, je renvoie à l'ouvrage publié sous ma direction : "Pour une politique européenne de la culture", *Economica*, Paris, 1987.

(2) Ma proposition d'un Conseil de la Culture est naturellement maximale ; pour commencer, on pourrait se limiter à envisager une section culturelle et de la communication au sein du Conseil actuel.

Les livres de nos collaborateurs et amis

André LE GALL

Bonaparte en Brunmaire
ou
Le Napoléon imaginaire

Le Jugement de
Constantin Le Grand

Ultra contre énigme

Le conquérant des mots perdus

Théâtre 2 - Editions Médialogue

POURQUOI J'AI COMBATTU LA RÉFORME DE L'ORTHOGRAPHE

Interview de François BAYROU

Henri BOURBON : *François Bayrou, au moment où l'actualité a pris avec la guerre du Golfe un aspect particulièrement critique, la "guerre de l'orthographe" qui a fait la une des journaux français au mois de décembre, paraît bien éloignée. Pourtant tous les mouvements d'opinion de grande ampleur sont des révélateurs. Quel sens donnez-vous au combat que vous avez déclenché, et finalement remporté, en refusant la réforme proposée par le gouvernement et qui paraissait bénéficier de toutes les bénédictions officielles, y compris celle de l'Académie Française ?*

François BAYROU : Comment ne pas approuver votre remarque liminaire ? La guerre dessine le monde sous une perspective écrasante. Elle ramène la plupart des événements à peu de choses et les questions économiques, sociales, culturelles, d'éducation, tous nos débats internes, paraissent devenir lilliputiens. C'est d'ailleurs pourquoi depuis que la menace de ce conflit s'est précisée, nous nous sommes tous penchés sur la question que vous évoquez. Mais bien sûr, cela n'empêche pas de réfléchir dans les pages d'une revue de fond comme France-Forum, au débat sur l'orthographe.

Car, vous avez raison de le souligner, pour ce qui touche à l'avenir d'un peuple, d'une nation, d'une société ou d'une civilisation, rien n'est étranger à rien. Je n'aurais pas voté l'engagement militaire de la France si je n'avais pas eu le sentiment que quelque chose d'essentiel pour notre avenir se jouait au Moyen-Orient. De la même manière, cette guerre pichrocoline de la réforme de l'orthographe était, en réalité, la partie émergée d'un débat souterrain, capital pour notre avenir, d'une pièce à cent actes divers qui ne cesse d'être remise en scène et qui touche à la conception même de la culture générale et à la définition de la modernité. Pour des modernes, faut-il assumer l'héritage, ou, au contraire, pour être moderne, convient-il d'en faire table rase ? C'est un débat qui a traversé tout le siècle, dans lequel des hommes comme Péguy, par exemple, ont été engagés jusqu'à l'angoisse. Le mouvement de "table rase" est d'autant plus difficile à combattre que ses promoteurs s'avancent masqués, en invoquant le fortuit, l'accidentel, l'anodin. Dès que l'on pointe le doigt sur eux, ils prennent le visage le plus étonné et le plus innocent. Et il est d'autant plus difficile de les faire reculer qu'ils ont depuis longtemps assimilé les ruses et les ressources des pouvoirs, ils savent utiliser tous les moyens que donne à une entreprise culturelle le contrôle du pouvoir temporel. Or il s'agit d'un combat que l'on peut gagner, dès lors que l'on réussit à en expo-

ser les données au grand jour. Car, dans le fond de notre peuple et de notre culture, les ressources ne demandent qu'à s'employer.

- *Voulez-vous, pour ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas bien suivi la succession des événements rappeler rapidement ce qui s'est passé ?*

- Vous savez, nous sommes tous logés à la même enseigne. Nous n'appartenons pas au parti intellectuel. Nous avons tous d'autres occupations, d'autres engagements. Dans le monde de l'abus de pouvoir où nous vivons, nous sommes comme les carabiniers : nous arrivons toujours trop tard. Les questions les plus importantes se trouvent traitées dans le secret des couloirs et des antichambres, des commissions plus ou moins officielles. La transparence est invoquée, mais jamais réelle. Il faudra un jour écrire l'histoire de toutes ces décisions, dans lesquelles la formation des jeunes français s'est trouvée engagée, et dont on découvre un beau jour qu'elles sont prises sans que jamais aucun débat sérieux, qui permettrait de vérifier la volonté profonde des Français, ait pu être entrepris.

Voilà donc à peu près ce qui s'est passé. Au mois de mai 1989, le Premier Ministre, M. Rocard, qui a joué, dans tout cela un rôle moteur, annonce son intention de mettre en place un Conseil Supérieur de la Langue Française. Tout cela paraît fort anodin. De tout temps des comités de ce genre ont été chargés de dynamiser la défense de la langue et de se préoccuper de trouver des mots français pour désigner les notions ou les objets nouveaux dont le progrès des techniques ou les changements dans les modes de vie ne cessent de nous pourvoir, et qui sont spontanément nommés de noms anglo-saxons. Tout cela est très bien et mérite d'être suivi avec attention. Evidemment, en-dehors des spécialistes, personne ne dissèque les listes de nominations à ces comités. On fait confiance à la bonne foi et on a généralement tort.

Si l'on avait surveillé les choses, on se serait aperçu que la composition de ce comité ne devait rien au hasard. Car les rôles principaux avaient été répartis entre les membres d'un groupe de pression qui avait signé quelques mois auparavant un appel dans le journal *Le Monde* pour une réforme radicale de l'orthographe de la langue française. C'est ainsi que trois des signataires de cet appel ont été placés aux commandes : le premier au cabinet du Premier ministre en charge de ces questions ; le deuxième nommé haut-commissaire à la langue française ; et le

troisième en situation de vice-président du Haut-Conseil.

Naturellement, pour attirer encore moins l'attention, le texte du Journal Officiel qui crée le Conseil Supérieur en question ne fait aucune allusion à la réforme de l'orthographe. Il est uniquement question de défense et de promotion de la langue. Simplement, au détour d'une phrase, on glisse que le Conseil Supérieur pourra être saisi par le Premier Ministre de telle demande précise.

C'est ce qui se passe aussitôt et très subrepticement, le Premier Ministre s'adresse au Conseil Supérieur pour lui demander d'entreprendre une "réforme" de la graphie du Français, considérée comme trop compliquée et arbitraire. Le Conseil Supérieur, véloce comme jamais, sort une liste de plus de dix mille mots. C'est à ce moment que l'Académie Française est saisie. Les académiciens les plus audacieux, et les membres du Conseil Supérieur comme Bernard Pivot ont avec un courage remarquable expliqué par quel mécanisme de manipulation on les a conduits à accepter une réforme dont ils ne voulaient pas, comme on le vérifia par la suite. Si vous le voulez bien, je reviendrai plus tard sur ces mécanismes car ils méritent une réflexion sur la "transparence" de notre démocratie. Lorsqu'enfin, l'Académie Française, pour partie intoxiquée, pour partie distraite, accepta une réforme qu'on lui présentait comme totalement secondaire, il ne restait qu'à la rendre publique et à spéculer sur l'atonie générale.

A ce moment, il suffisait d'éditer une circulaire qui rendrait l'enseignement de la réforme obligatoire à l'école, et à passer un accord avec les éditeurs de dictionnaires, en leur faisant miroiter la perspective d'un renouvellement du parc pour que le tour soit joué. Honnêtement, c'est ce qui a failli se passer. Il s'en est fallu de si peu : le caractère un peu donquichotte de certains d'entre nous, et un peu de connaissance du fonctionnement des media. Mais le mouvement de protestation a été extraordinaire. J'ai pour ma part, dès mon appel, reçu des milliers de lettres de Français de tous âges et de toutes opinions, pour dire leur révolte. J'ai eu le sentiment d'être rejoint par un mouvement collectif, qui touche à l'âme de notre peuple, et qui dépasse en ampleur la plupart des mouvements politiques.

Impressionnés par leur courrier des lecteurs, les journaux se sont très vite mobilisés. Des pages entières ont été consacrées à ce sujet, tous les jours. Des journalistes passionnés sont allés chez les académiciens rechercher leur sentiment véritable et non pas celui qui avait été exprimé dans un vote détourné. Bref, pour que l'affaire réussisse, il fallait l'ombre et le silence. Nous avons réussi à braquer les projecteurs et à faire parler tous ceux qui avaient quelque chose à dire, les créateurs, les amoureux de la langue. Et finalement, l'Académie a, courtoisement, retiré son agrément à la réforme en indiquant que l'on verrait, dans trois ans, ce qui est une nouvelle définition des calendes grecques.

Cela interdit naturellement au ministère de lancer une circulaire pour que l'orthographe nouvelle soit enseignée

en classe. Et dans le même temps, les éditeurs de dictionnaire ont annoncé que la graphie traditionnelle serait la seule qui figurerait dans les pages normales de leurs volumes. Les deux voies pour imposer la réforme se trouvent donc barrées.

Bref, une victoire remportée par l'opinion, sur un sujet culturel, contre la ligue des pouvoirs, c'est assez rare pour qu'on en éprouve un très grand plaisir.

- *Quelle était la teneur de la réforme ?*

- Il est vrai que peu de gens ont pu en prendre connaissance. D'autant que ma conviction est que la teneur du texte n'était pas très importante pour ses promoteurs. Je suis certain qu'ils étaient tout-à-fait prêts à négocier tel ou tel aspect de ce texte. L'important pour eux était de créer le précédent d'une réforme acceptée, pour montrer que l'orthographe était réformable et entrer dans un cycle de réformes régulières et de plus en plus radicales.

Mais en tant que tel, pour nous, le texte était déjà profondément choquant. A côté de rectifications acceptables (par exemple, pour ma part, j'aurais accepté sans protester que l'on prenne acte du fait que dessiller pouvait s'écrire déciiler, conformément à l'étymologie), plusieurs choix étaient prononcés, d'origine clairement idéologique. Le premier était de toucher à des mots d'usage courant, dont la graphie ne faisait de difficulté pour personne, comme oignon et asseoir, simplement parce que leur graphie ne plaisait pas. On imposait donc d'écrire oignon et assoir, sursoir, etc.

Le deuxième était de doter le français d'une norme nouvelle pour le pluriel des noms composés. Tous les mots au singulier sans s, et tous les mots au pluriel avec s (un tire-fesse, un porte-avion, un sèche-cheveu, etc.). Cette norme nouvelle était pour moi gravement condamnable, parce qu'elle revenait à séparer le signe du sens, ce qui est d'ailleurs une des lignes de force des promoteurs de ces réformes.

Le troisième choix inacceptable touchait à la suppression des accents circonflexes, non plus sur toutes les lettres, comme proposé dans un premier temps, mais sur tous les i (île, abîme, devenus île et abîme) et tous les u (voûte devenu voute). Pour nous, sachant que la plupart de ces accents notent d'anciens s effacés par le temps, il s'agissait d'attenter au capital d'histoire que recèle l'orthographe et dont nous nous nourrissons, même si nous n'en avons pas toujours conscience. Et puis ce sont des mots qui sont entrés ainsi dans notre oeil, quelquefois qui induisent des nuances de prononciation bien réelles, par exemple dans la longueur des voyelles (le i de île est nettement un i long). La richesse d'une langue n'est pas seulement dans la langue "basique". Elle est aussi dans la nuance.

Quatrième choix idéologique. Faire entrer une norme nouvelle, pseudo-logique, dans la conjugaison. La réforme décrétrait que les verbes du genre de ruisseler, s'écriraient désormais "ruissèle" au lieu de ruisselle. Mais on laissait "appelle" avec deux l. Il s'agissait en fait de substituer un arbitraire nouveau à l'arbitraire ancien

pour bien montrer que rien n'était à l'abri de l'esprit réformateur, même pas la conjugaison.

Cinquième choix, enfin. Les mots latins utilisés en français courant perdraient leur graphie latine pour adopter une graphie normalisée. On devrait les doter d'accents (il n'y a pas d'accent en latin) et lorsqu'ils étaient composés de plusieurs mots, les écrire en un seul sans tenir compte de leur sens. Il serait de règle d'écrire désormais *impérium*, *linoléum*, *exlibris*, *exnihilo*, *apriori*, etc. Vous voyez le parti-pris idéologique : traiter ces mots, non pas comme faisant partie de notre patrimoine, mais comme des mots étrangers, qu'il conviendrait d'écrire comme l'esquimo, comme s'il n'y avait aucun moyen d'accéder à leur compréhension.

- *Quels étaient les motifs des partisans de la réforme ? Que cherchaient-ils exactement ?*

- Il y a d'abord les motifs allégués, dont il est aisé de faire assez vite justice. D'abord la difficulté d'enseigner l'orthographe du français. C'est un des arguments les plus malhonnêtes qui ont été utilisés. Croire que les enfants font des fautes sur les mots rares qui se trouvaient concernés par la réforme, c'est une dérision et une ignorance absolue. Où sont les fautes d'orthographe ? Tous les maîtres le savent bien. C'est sur les mots les plus courants, sur les accords élémentaires qu'on les rencontre. C'est le "s" du pluriel des noms et le "nt" du pluriel des verbes qui suscitent l'erreur. Plût au ciel que les élèves en soient à s'interroger sur "chasse-trape". Nous serions sauvés et bien au-delà !

Et quand bien même notre langue serait difficile à enseigner, je n'accepterais pas l'idée que la solution soit de la simplifier. La complexité est au cœur de ce qu'un enfant doit apprendre et comprendre. A simplifier artificiellement la réalité on ne lui rend pas service. Le japonais est noté par un système de signes qui mêlent idéogrammes et notation phonétique. Plusieurs milliers de signes alors que nous n'avons que nos vingt-quatre lettres. Est-ce que cela empêche les succès scolaires des petits japonais ? Je ne crois pas à la fiction de la connaissance simplifiée. Et je trouve heureux que même aux plus cultivés d'entre nous, il reste toujours quelque chose à apprendre.

On nous a dit aussi que l'orthographe du français était un obstacle pour les étrangers dans l'approche de notre langue. Autre argument fallacieux. L'orthographe anglaise est bien plus compliquée que la nôtre. Elle est, de surcroît, mouvante d'une région anglophone à une autre. Est-ce que cela empêche le triomphe de l'anglais ?

Enfin, on nous a parlé d'informatique. C'est même l'argument que le Premier ministre a choisi de privilégier. Il conviendrait de rectifier la graphie de notre langue pour la rendre compatible avec les ordinateurs. Ici, on est carrément saisi de perplexité. D'abord sur le fond. Dans tous les pays du monde, on est engagé dans un immense effort pour apprendre la complexité aux machines. Et nous, nous ferions le chemin inverse, nous plierions le réel aux exigences transitoires de la mécani-

que... On se moque de nous.

Et c'est encore pire sur la forme. Il se trouve que je pratique tous les jours l'informatique. Je travaille et j'écris exclusivement sur ordinateur. Mon outil élémentaire est un ordinateur portable qui mesure quelque vingt centimètres et pèse moins de trois kilos. Et même sur cette machine toute simple, il y a un dictionnaire en mémoire qui comprend tous les mots de la langue française et est capable de corriger n'importe quel texte ! Alors qu'en sera-t-il demain ? Donc, c'est simple : on nous a menti tout au long de cette affaire.

- *Alors quelles étaient les arrière-pensées des promoteurs de la réforme ?*

- C'est une longue histoire où l'idéologie des sciences se mêle à l'idéologie politique et sociale, le parti-pris linguistique au parti-pris moderniste.

Il s'agit d'abord d'un choix sur le statut culturel de la langue écrite. Pour un certain nombre de gens, singulièrement renforcés depuis l'explosion de la linguistique, la langue écrite n'est pas autre chose qu'un procédé de notation de la langue orale. Il s'agit, au fond, d'une sténographie. Et l'idéal de la graphie, c'est la transparence du signe devant le son. Tout ce qui surcharge la notation phonétique est suspect, parce que porteur d'un substrat idéologique. Pour nous, au contraire, la langue écrite a un statut éminent. La richesse dont elle a été pourvue par l'histoire et par des générations d'esprits nourrit la richesse de nos rapports avec elle. Ce français que nous lisons, porte l'histoire des mots : l'accent circonflexe de île, c'est l'ancien "s" de isle, venu lui-même du bas-latin *isola* et avant du latin classique *insula*. Et même pour ceux qui ne sont pas familiers de l'étymologie, ces richesses sont diffusées, même inconsciemment dans les rapports que nous entretenons avec notre langue. De même ces notations, ces signes, ont tissé des liens esthétiques entre les mots et nous. Les protestations qui ont pu paraître excessives en faveur des accents circonflexes de voûte, d'abîme ou d'âme, ne portent pas sur l'accessoire, mais sur l'intense charge d'affectivité, sur l'investissement d'imaginaire que le temps nous a permis de fixer sur les mots que nous lisons et où nous avons rêvé et frémé. D'une certaine manière, le dessin des mots a accompagné le sens. De même, ces notations ont joué sur les nuances de prononciation. Si vous écoutez attentivement, vous noterez que le "i" de abîme est plus long qu'il ne l'aurait été sans accent. Et il est justifié qu'il demeure long par l'histoire même du mot.

Il s'agit, vous le sentez bien, de l'affrontement de deux visions de la langue. D'un côté une vision mécaniste, qui fait de la langue un simple instrument. De l'autre, une vision qui accepte la complexité des rapports entre les hommes et les mots, et la richesse croissante née de vingt siècles d'écriture, historique phonétique, esthétique.

- *Mais cette graphie purement phonétique n'a jamais été appliquée nulle part ?*

- Mais si. Ce projet simplificateur et mécaniste a déjà été poussé à son terme. C'est ainsi que l'on a imposé, pour

des raisons politiques, pour rompre le lien historique avec la France une graphie phonétique du créole. Tout le monde a pu voir sur les écrans de télévision l'affiche électorale du Père Aristide, le nouveau président d'Haïti : le slogan était "TITID AK NOU". Ce qui n'est pas autre chose que "Titid (le surnom du candidat) avec nous". Or il y a aujourd'hui un grand mouvement qui se développe non seulement parmi les intellectuels, mais parmi le peuple haïtien pour remettre en cause cette notation politique. Parce que non seulement l'analphabétisme n'a en rien été réduit par le caractère sommaire de la notation, mais encore il a été accentué, au détriment des plus démunis. Car les riches ont tous les moyens de surmonter cette pénurie de signes. Ils savent bien eux que AK n'est pas autre chose qu'une prononciation locale de "avec". Mais les autres, qui le leur dirait ? Qui peut leur indiquer les parentés des mots entre eux ? Sous couvert de libérer, on asservit.

Ce mouvement se trouve en très étroite parenté intellectuelle avec un autre qui a choisi comme terrain d'action le monde de l'école. Il s'agit d'entretenir l'idée que, dans le corpus classique, dans la culture générale, dans les humanités, à quoi sont rattachées l'orthographe et la grammaire classiques, il y a un instrument d'aliénation. Que cette culture est trop complexe pour être comprise par des milieux sociaux non préparés, et qu'il convient donc d'en simplifier les données, ou, à tout le moins, d'en changer la nature pour en accentuer le caractère contemporain, c'est-à-dire immédiatement accessible par tous. Tout le monde parle, et donc tout le monde doit pouvoir écrire. Que cette thèse se trouve, par exemple, défendue par le secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs est profondément révélateur. C'est le même mouvement qui a conduit dans les années soixante-dix à inventer une grammaire moderne, pour couper le cordon ombilical entre la grammaire traditionnelle et le latin.

Il y a là une vision doublement perverse. Perverse d'abord par la définition même de la modernité. Le moderne est-il le contemporain, le moment vécu par un homme perpétuellement à reconstruire, libre de tout passé ? Ou au contraire, le moderne est-il le champ des possibles nouveaux ouvert à l'homme qui, par certains côtés est éternel et universel, et par d'autres est enraciné dans une culture et une histoire ? Croyons-nous assez à notre civilisation pour considérer qu'elle est pour nous une richesse ? Et que le futur homme se trouvera mieux à même d'arbitrer dans des situations inédites s'il bénéficie des grilles de lecture, des richesses et des enseignements du passé. La révolution culturelle de sinistre mémoire avait pris parti dans le sens de la table rase, comme l'ont toujours fait les totalitarismes. Dès l'instant que l'on se donne comme projet d'inventer un "homme nouveau", alors on s'attaque aux racines, présentées comme des boulets.

Et lorsqu'elle est appliquée de manière anodine, comme dans certaines parties de notre enseignement depuis vingt ans, cette vision, comme j'ai essayé de le

montrer dans un essai récent (1), se révèle tout aussi perverse dans ses effets sociaux. En souffrent toujours en priorité ceux dont l'entourage familial n'a pas eu les moyens de les guider dans les codes nouveaux. Car il est faux de croire que même les milieux les plus modestes soient coupés du commun patrimoine culturel. Il est simpliste et faux de croire que le monde culturel est divisé en deux : ceux qui savent, d'un côté, ceux qui ne savent pas de l'autre. En réalité, les nuances sont infinies : les plus savants ont des ignorances et les plus frustes savent quelque chose. Si vous changez le contenu, vous introduisez le doute. Or ce doute sera surmonté par les plus savants comme un léger malaise. Il sera en revanche vécu avec affolement et découragement par les moins savants. C'est ainsi que cette méthode de déculturation à visée sociale se retourne en réalité à 180 ° ! Conçue pour combler le handicap social dans le monde culturel, elle le renforce, au contraire, directement comme le prouvent les statistiques.

Ce qui aurait dû être mis en cause, dans le combat de l'orthographe, ce n'est pas la complexité de la graphie, c'est le manque d'efficacité de l'enseignement. Nous sommes des millions de témoins de ce que l'on réussissait à enseigner l'orthographe à l'école primaire au début de ce siècle en un temps où le français, pour beaucoup, comme pour la génération de mes parents en Béarn, n'était pas la langue maternelle. Si l'on n'y parvient plus, ce n'est pas que l'esprit ait changé dans sa capacité d'appréhension du savoir, c'est que beaucoup est à redécouvrir dans les méthodes : ou que le statut de l'écrit a changé ; ou bien encore que la télévision a modifié les rapports avec l'école ; autant de raisons qui ne tiennent pas au code orthographique.

- *Vous êtes donc un conservateur ?*

Mais évidemment lorsqu'il s'agit de la langue, dans la mesure où elle est un élément de l'humanisme, être conservateur ce n'est pas être rétrograde...

- France-Forum s'est défini dès sa création comme le "carrefour de l'humanisme démocratique". Mon combat est celui-là, à la fois humaniste et démocrate. L'un et l'autre sont en cause ici. Le démocrate a été révolté que des hommes de pouvoir, simplement parce que le hasard des urnes et des nominations leur avait été favorable, puisse s'arroger le droit de toucher à des domaines aussi sensibles, comme s'ils avaient un droit de propriété sur la langue, simplement parce qu'ils avaient des diplômes ou des amis bien placés...

- *Pourtant cela s'est toujours fait. L'Académie Française a toujours régi l'orthographe et l'on cite des réformes qui touchaient plusieurs milliers de mots ?*

- C'est un mensonge de plus que l'on s'est efforcé de répandre. Les grandes réformes du XIX^e siècle n'avaient pas pour but de changer une orthographe fixée, mais d'arbitrer entre des graphies concurrentes. Les uns écrivaient enfans et les autres enfant, à partir du génitif du mot latin infantis plutôt que du nominatif infans. L'Académie a tranché pour le second usage. Je suis

évidemment défenseur de la norme unique. Mais choisir entre deux normes n'est pas la même chose que de vouloir imposer, contre une norme établie et justifiée par l'étymologie ou l'histoire des mots, une norme nouvelle, qui serait réputée meilleure.

- *Et vous disiez que ce combat était aussi celui de l'humanisme ?*

- Cette fois, c'était l'orthographe qui se trouvait visée. Mais, au bout du chemin, il y a autre chose : il y a une idée de la stabilité des repères, que certains regardent comme un esclavage, et que nous regardons comme bienfaisante et libératrice. C'est un combat que l'on retrouvera sous d'autres formes, par exemple en matière

d'éthique médicale. Nous avons le droit, et je crois même le devoir, de défendre certaines normes morales, par exemple celles qui interdisent l'euthanasie, parce que nous voyons à quel point elles sont en relation avec l'essentiel, c'est-à-dire avec une idée de la personne humaine qui est la poutre maîtresse de notre civilisation.

Avec l'orthographe, c'était le tissu culturel qui était en cause. Demain, on attaquera d'autres tissus.

*François BAYROU
était interviewé par Henri BOURBON*

(1) *"La décennie des Mal-appris" - Flammarion, 1990.*

La paix à faire

Au moment où nous mettons sous presse, les événements dans la crise du Golfe vont se précipitant et une dernière résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU entérine toutes les conditions mises par les coalisés à un cessez-le-feu qui vient d'intervenir.

La paix en ce Proche et ce Moyen-Orient ravagés de peurs et de haines, est encore plus à établir qu'à rétablir et elle exige que soient réparées les injustices qui, si elles demeuraient, seraient la source de nouvelles explosions.

Toute victoire est endeuillée et triste, et pour qu'elle ne porte pas de fruits amers, les vainqueurs doivent la gérer avec une modération dont ils ont déjà montré qu'ils étaient capables. Aux questions non réglées vont s'ajou-

ter de redoutables problèmes, nous ne pourrions les assumer que si nous travaillons à assurer l'autorité des instances internationales et à achever la construction de l'Europe politique. Le dialogue entre les cultures d'Occident et d'Orient que cette guerre a pu compromettre est plus nécessaire que jamais. Et pourquoi ne pas espérer que pourrait naître chez nous une vie politique qui, renouvelée et purifiée des faux semblants, mettrait la France à la hauteur d'un moment historique qui demande beaucoup aux bonnes volontés, appelées à faire preuve d'autant de lucidité que de générosité. Tous thèmes sur lesquels dans l'esprit qui est le nôtre nous proposerons interrogations, analyses et réflexions.

Comme l'avait laissé prévoir Henri Bourbon dans son éditorial "Maintenir" (N° 256-257 de la Revue : octobre-décembre 1989), France-Forum vient de réunir en un Cahier spécial (n° 260) la série des trois études d'Etienne Borne - "La Déclaration des droits de l'homme, message et monument", "La religion et les religions révolutionnaires", "Un pouvoir sans Etat" - publiées dans ses numéros 250/251, 252/253 et 256/257 sous le titre général "Comprendre la Révolution", ainsi que les autres articles de notre ami consacrés à la Révolution française et parus dans le quotidien "La Croix" ou l'hebdomadaire "La France Catholique" à l'occasion du Bicentenaire.

Ce cahier sera envoyé, à titre gracieux, à ceux de nos abonnés qui en feront la demande.

évidemment défenseur de la norme unique. Mais choisir entre deux normes n'est pas la même chose que de vouloir imposer, contre une norme établie et justifiée par l'étymologie ou l'histoire des mots, une norme nouvelle, qui serait réputée meilleure.

- *Et vous disiez que ce combat était aussi celui de l'humanisme ?*

- Cette fois, c'était l'orthographe qui se trouvait visée. Mais, au bout du chemin, il y a autre chose : il y a une idée de la stabilité des repères, que certains regardent comme un esclavage, et que nous regardons comme bienfaisante et libératrice. C'est un combat que l'on retrouvera sous d'autres formes, par exemple en matière

d'éthique médicale. Nous avons le droit, et je crois même le devoir, de défendre certaines normes morales, par exemple celles qui interdisent l'euthanasie, parce que nous voyons à quel point elles sont en relation avec l'essentiel, c'est-à-dire avec une idée de la personne humaine qui est la poutre maîtresse de notre civilisation.

Avec l'orthographe, c'était le tissu culturel qui était en cause. Demain, on attaquera d'autres tissus.

François BAYROU
était interviewé par Henri BOURBON

(1) "La décennie des Mal-appris" - Flammarion, 1990.

La paix à faire

Au moment où nous mettons sous presse, les événements dans la crise du Golfe vont se précipitant et une dernière résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU entérine toutes les conditions mises par les coalisés à un cessez-le-feu qui vient d'intervenir.

La paix en ce Proche et ce Moyen-Orient ravagés de peurs et de haines, est encore plus à établir qu'à rétablir et elle exige que soient réparées les injustices qui, si elles demeureraient, seraient la source de nouvelles explosions.

Toute victoire est endeillée et triste, et pour qu'elle ne porte pas de fruits amers, les vainqueurs doivent la gérer avec une modération dont ils ont déjà montré qu'ils étaient capables. Aux questions non réglées vont s'ajou-

ter de redoutables problèmes, nous ne pourrons les assumer que si nous travaillons à assurer l'autorité des instances internationales et à achever la construction de l'Europe politique. Le dialogue entre les cultures d'Occident et d'Orient que cette guerre a pu compromettre est plus nécessaire que jamais. Et pourquoi ne pas espérer que pourrait naître chez nous une vie politique qui, renouvelée et purifiée des faux semblants, mettrait la France à la hauteur d'un moment historique qui demande beaucoup aux bonnes volontés, appelées à faire preuve d'autant de lucidité que de générosité. Tous thèmes sur lesquels dans l'esprit qui est le nôtre nous proposerons interrogations, analyses et réflexions.

Comme l'avait laissé prévoir Henri Bourbon dans son éditorial "Maintenir" (N° 256-257 de la Revue : octobre-décembre 1989), France-Forum vient de réunir en un Cahier spécial (n° 260) la série des trois études d'Etienne Borne - "La Déclaration des droits de l'homme, message et monument", "La religion et les religions révolutionnaires", "Un pouvoir sans Etat" - publiées dans ses numéros 250/251, 252/253 et 256/257 sous le titre général "Comprendre la Révolution", ainsi que les autres articles de notre ami consacrés à la Révolution française et parus dans le quotidien "La Croix" ou l'hebdomadaire "La France Catholique" à l'occasion du Bicentenaire.

Ce cahier sera envoyé, à titre gracieux, à ceux de nos abonnés qui en feront la demande.

A PROPOS DE RIVAROL

par Jean LESSAY

1 989, année du Bicentenaire de la Révolution, a connu, à côté de brillantes cérémonies, une floraison exceptionnelle de textes et de recherches, dans tous les domaines, toutes les parties du territoire, consacrés à ce moment essentiel de notre passé. Ces efforts, méritoires certes, ont-ils abouti à une ferveur collective retrouvée ? Mise à part l'exaltation légitime - et incontestable dans son principe, en cette fin du XX^e siècle - provoquée par le rappel de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, il semble que l'on ait assisté, plutôt, à un réajustement de la vision historique des Français. Ainsi, un historien de qualité comme Michel Winnock, dont les convictions républicaines ne peuvent être mises en doute, a-t-il été conduit à parler récemment de la "fin des Jacobins".

L'analyse magistrale - au sens le plus noble du terme - d'Etienne Borne, dans les colonnes de cette revue, a mis en évidence les contradictions du mouvement révolutionnaire, soulignant la diversité d'actions dont la convergence était exclue, même si elles procédaient, au moins en apparence, du même camp.

Sans entrer dans le débat qui ne sera jamais clos - la mentalité française étant ce qu'elle est - sur les guerres de Vendée, il est permis de dire que certaines occultations sont désormais impossibles, comme l'est une interprétation manichéenne et simpliste d'événements complexes. Cela est moins dû à la victoire d'une école de pensée sur une autre qu'à la constatation généralisée du caractère d'ambiguïté attaché à presque toutes les positions, car ce qui est vrai des hommes de la Révolution l'est, aussi, de leurs adversaires.

Qu'on choisisse, parmi ces derniers, le cas de Rivarol. Il a été peu évoqué dans les travaux dont nous parlions, peu aussi dans les médias, en 1989. Ce détail a de quoi surprendre. D'abord parce qu'il est utile pour comprendre un mouvement d'étudier ce qui s'y oppose. Ensuite, parce que Rivarol fut un des journalistes les plus talentueux, toutes opinions confondues, de 1789 à 1790.

Pourquoi, alors, ce relatif effacement ? L'écrivain Rivarol est victime de sa réputation et de sa légende. Présenté comme un amuseur mondain, irresponsable,

mais ayant eu la chance d'être né avec de l'esprit, il était facile de le définir comme un défenseur de l'émigration dorée, un partisan du maintien de privilèges insupportables, dont il se nourrissait des miettes, d'un bouffon s'acharnant à provoquer les rires dans une époque marquée par le drame, et toujours au détriment du peuple. Il est celui qui se refuse à comprendre que les choses changent, qu'on n'arrête pas le progrès avec des boutades, et que la moquerie n'est pas un argument dans un combat d'idées.

Or, Rivarol est, en fait, très différent de cette image. Il croit que le régime monarchique convient mieux à un grand pays qu'une république. Cette opinion est-elle monstrueuse en elle-même ? Ne sera-t-elle pas, après 1792, partagée, plusieurs fois, par une majorité de Français ? En tout cas, elle ne suffit pas à faire de Rivarol le prototype du contre-révolutionnaire. Son refus de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen doit sans conteste être considéré comme une erreur inexcusable (commise, également, rappelons-le, par le Pape Pie VI), mais elle est le fait d'un penseur qui condamne cette Déclaration des Droits parce qu'elle n'est pas assortie d'une Déclaration des Devoirs, non parce qu'il serait attaché à une tyrannie dont lui-même profiterait égoïstement. Né pauvre, Rivarol mourra pauvre, alors que les occasions de bâtir une fortune ne lui ont pas fait défaut. S'il aime fréquenter la haute société de son temps, il n'a jamais été un courtisan et ne s'est jamais mis au service d'un protecteur puissant, à la différence de révolutionnaires comme Chamfort ou Choderlos de Laclos, par exemple. Son aveuglement par rapport à la Déclaration des Droits ne l'a pas empêché de prévoir, dès 1789, avec une rare lucidité, l'évolution des événements, le césarisme compris, que Bonaparte incarnera. Laissons, cependant, à ses admirateurs, dont le nombre va en augmentant, le soin de louer sa lecture des suites de 1789 avant même qu'elles ne se manifestent, pour souligner son ambiguïté et ses contradictions, rançon de sa totale indépendance d'esprit.

Monarchiste, il prend, bien avant la convocation des Etats-Généraux, et de façon publique, de singulières

libertés avec le souvenir des monarques qui ont gouverné la France. N'écrit-il pas du plus grand d'entre eux, Louis XIV, dans son "Discours sur l'Universalité de la langue Française" : "Quand il cessa de dicter des lois, elle (la langue française) garda si bien l'empire qu'elle avait acquis, que ce fut dans cette langue, organe de son ancien despotisme, que ce prince fut humilié à la fin de ses jours (...) Elle s'enrichit, à la révocation de l'Edit de Nantes, de tout ce que perdait l'Etat. Les réfugiés emportèrent dans le Nord leur haine pour le prince et leur regret pour la patrie, et cette haine et ces regrets s'exhalèrent en français".

Celui qui sera considéré comme le pire ennemi des libéraux va plus loin encore dans ce même texte, de 1785, où il approuve la révolution américaine, mère de la nôtre : "On a vu un peuple libre conduit par l'Angleterre à l'esclavage et ramené par un jeune monarque à la liberté". Certes, l'auteur attribue l'essentiel du mérite à Louis XVI, le "jeune monarque" en question, mais n'est-ce pas aussi l'opinion d'un grand nombre d'Américains ?

Le mot "révolution" effraie si peu Rivarol qu'il voit sa définition contenue dans le discours du roi du 23 juin 1789. Dans le "Journal Politique National" du 12 juillet, il écrit : "Elle est bien digne des méditations du Sage cette Révolution qu'on ne peut contempler sans attendrissement. Voilà, en effet, ce dont la France pourrait seule se glorifier. L'auraient-ils cru, l'auraient-ils même prévu les Français du siècle de Louis XIV, eux qui voyaient tout l'Etat dans la personne du Prince ?"

Cette sérénité est surprenante. Il est vrai cependant, que ces lignes ont été écrites avant l'incendie des barrières de l'Octroi et les événements dramatiques qui ont suivi.

Monarchiste de conviction, l'auteur n'est pas insensible pour autant aux défauts et aux insuffisances du roi, dès que les choses commencent à mal tourner. Sa description - admirable sur le plan littéraire - des pénibles événements du 5 et du 6 octobre, à Versailles, est accablante pour le souverain. Les traits qu'il lui décochera par la suite sont aussi cruels que ceux qu'il réserve aux chefs révolutionnaires. "Un roi honnête homme et qui n'est que cela est un pauvre homme de roi", "Un roi chasseur est fait pour un peuple nomade", "Le roi, dans un moment particulièrement trouble, prépare une ordonnance sur les lapins", et ce mot qui peut servir de conclusion à ses remarques sur Louis XVI : "Cet homme méritait ses malheurs puisqu'il ne savait pas faire son métier de roi".

Est-il le soutien inconditionnel des aristocrates, le Rivarol qui brille tant aux tables des plus célèbres d'entre eux ? Il ne se gêne pas, en tout cas, pour affirmer : "Les nobles prennent leurs souvenirs pour des droits", et encore : "Aujourd'hui les aristocrates prononcés ne sont bons à rien pour s'être trompés sur tout". Lorsqu'il s'efforce de convaincre le roi, aux Tuileries, de changer radicalement de politique pour sauver ce qui peut l'être encore, il lui conseille, avant tout, de cesser de s'appuyer sur la noblesse et sur l'Eglise. Il souligne le danger que

représenterait pour l'autorité du monarque une intervention militaire étrangère, appuyée par une armée composée d'émigrés : "En supposant le succès, une grande armée victorieuse n'aurait servi qu'aux vengeances des nobles, des princes, des prêtres". "Allons-nous, écrit-il encore à l'intention du roi, quelques jours avant la fin de la Constituante, après avoir passé deux longues années dans les horreurs d'une révolution, replonger dans les angoisses d'une contre-révolution, pour un temps inconnu" ?

Notre propos n'est pas de fabriquer, à coups de citations, l'image d'un Rivarol "de gauche", mais de montrer, à travers son exemple, qu'en cette époque où les événements allaient si vite, un esprit vraiment libre, non tenu par des intérêts matériels, non asservi par un préjugé d'ordre idéologique quel qu'il fût, ne pouvait échapper à des impulsions contradictoires, à une ambiguïté presque constante.

La Fayette, fidèle durant toute sa vie à l'idéal démocratique, n'échappera pas davantage à l'ambiguïté que son adversaire personnel, Rivarol, fidèle, lui, au principe monarchique.

Est-il un "ennemi du peuple", ce dernier, lorsqu'il écrit : "Dire que la religion est nécessaire au peuple, c'est convenir qu'on reste sans garantie avec lui dès qu'il vient à s'éclairer" ?

A la différence de tant de jacobins farouches, mangeurs de prêtres et d'aristocrates, Rivarol ne s'est pas couché aux pieds de Bonaparte, et il s'est moqué, par avance, des ennemis de la noblesse et de la religion qui accompagneraient, un jour, le tyran à la messe, et recevraient de lui cordons et titres.

Cette prévision ne l'innocente pas d'attaques injustes, démesurées, contre ses adversaires : il n'y a pas de polémiste innocent. Mais, peut-être, lui reconnaîtra-t-on le mérite, lorsque, obligé d'émigrer à son tour, il comprit que l'intervention militaire qu'il redoutait était inévitable et, d'ailleurs, décidée, d'avoir conseillé à ceux qui allaient prendre les armes "de ne pas céder à la tentation d'égaliser le châtiment aux crimes et la vengeance aux outrages". "Ne cherchez pas à rendre les rigueurs héréditaires sous prétexte que les faveurs l'étaient aussi", recommande-t-il encore aux combattants français sur le point de franchir la frontière pour délivrer la famille royale. "Que la grâce soit plus exacte que la justice, et que l'enfant, toujours honoré des vertus de son père, soit toujours absous de ses crimes".

Nous sommes loin, on le voit, de la rancœur et du fanatisme dans lesquels ont voulu enfermer Rivarol, homme libre.

Jean LESSAY

Jean LESSAY est l'auteur de "Rivarol, le Français par excellence" (Perrin, Paris 1989), dont Bernard Voyenne a rendu compte dans le numéro 261-262 de "France-Forum". Ce livre a obtenu le Prix de l'Union des Intellectuels Indépendants - 1990.

QUE FAIRE DU TRAGIQUE ?

par André LE GALL

Nous commençons dans ce numéro la publication d'un essai d'André Le Gall, dont la suite se trouvera dans nos deux prochains numéros.

I

LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS

Devant le tragique de la nature et de l'histoire il y a comme un halètement de l'espèce humaine.

L'ÉPOUVANTE

Le tragique est au cœur de la nature. Le tragique, c'est-à-dire le mal et le malheur subis comme une fatalité, comme un destin. La nature est un grand équilibre, une effervescence frénétique au service d'un ordre stable, grandiose, magnifique, terrible. Les choses et les êtres s'y organisent en vue d'assurer leur conservation. Les mouvements qui les agitent ont pour loi secrète la survie des systèmes dont ils font partie. Les glaciers, les fleuves, les forêts, les océans s'ordonnent en une symphonie où chaque note concourt à une harmonie au sein de laquelle le vivant peut, à son tour, se déployer. Les espèces animales se reproduisent, se perpétuent, se protègent dans des conditions qui témoignent d'une telle perfection qu'on en demeure confondu. Il y a dans l'instinct animal un savoir, une intelligence, quelque chose qui transcende l'individu, qui transcende l'espèce, quelque chose qui relève du mystère, comme le signe d'une autre réalité. Émerveillement. Terreur.

Les lois qui ordonnent la perpétuation des espèces, le renouvellement des générations ont de quoi étonner l'esprit. La vigilance des mères dans la protection de leur progéniture, l'infaillible programme qui guide chaque

année les oiseaux migrateurs vers leurs destinations lointaines, cette mémoire universellement répandue qui fait que, à travers tempêtes et cataclysmes, inondations et destructions, les individus, au sein de chaque espèce, retrouvent, immuables dans le temps, les gestes, les mouvements qui font que, quoi qu'il advienne, la vie continue, la chaîne des êtres ne se rompt pas dans le cours du temps, toute cette coulée de chair vive animée de passions intactes et ordonnatrices forme un spectacle puissamment dramatique que l'esprit contemplerait avec admiration si, en son centre, ne régnait l'épouvante. Car si la mère protège ses petits, c'est qu'ils sont menacés, si l'antilope court si vite c'est que le fauve la guette quand ça n'est pas le chasseur, si le mouton se cabre c'est qu'on le mène à l'abattoir (heureux est-il si on ne le brûle pas vif, comme il est arrivé en France durant l'été 1990), si le système se perpétue c'est parce que l'entre-dévorement lui assure l'équilibre dynamique dont il a besoin, équilibre dans le mouvement mais soumis à des lois stables grâce auxquelles la vie a traversé les centaines de millions d'années au cours desquelles mille fois, elle aurait dû disparaître. Les paysages qui forment la scène du monde sont beaux à couper le souffle, le spectacle dont ils sont le cadre est d'une intensité dramatique qui ne laisse aucun répit à qui sait voir ce qui se passe dans un décimètre carré de pâturage. Mais l'action s'accomplit au sein de l'épouvante.

Dès lors il n'y a pas lieu non plus de s'étonner que l'épouvante soit au cœur de l'histoire humaine. Car l'homme, malgré ses grands discours, est aussi cela : un être de nature, soumis aux lois de la nature, fragile, tenace, teigneux, jusqu'ici inexpugnable. Après des dizaines de millénaires le sujet est toujours là, juché à présent sur des montagnes de livres, maître d'un savoir qui, non seulement n'empêche pas les tribus de continuer à se ruer les unes sur les autres, mais donne au contraire à ces combats une efficacité meurtrière qui finira peut-être

par communiquer à la pulsion suicidaire qui, à certaines heures, semble travailler l'espèce le mot de la fin. Pour l'instant ça n'est pas encore fait. On y vient mais ça n'est pas fait.

L'ALLIANCE

Voilà le constat. On peut tourner autour, s'en tenir à distance, avoir l'air de n'avoir rien vu. C'est peut-être même la prudence. On peut tenter de faire comme si de rien n'était. Reste que c'est comme ça. C'est bien ce qu'avait vu Beckett et qu'il avait dit à sa manière à lui, inimitable, c'est-à-dire qu'il ne faut pas imiter. Mais il n'avait vu que cela : la caverne d'où souffle l'épouvante. Or l'étonnant est qu'il n'y a pas que l'épouvante. Il y a l'épouvante mais à côté de l'épouvante il y a le jeu, le plaisir, le frais, l'eau, la pluie, le soleil. La mère est prête d'un coup de patte à déchirer l'imprudent qui s'approche de ses oursons, à commencer par le géniteur mâle s'il se laisse aller à tenter de les dévorer, mais les oursons, eux, s'adonnent aux jeux les plus innocents avec un plaisir éclatant, se partageant entre l'eau, la neige et les batailles fraternelles. Et l'homme est comme l'ours. Le massacre semble faire partie intrinsèque de son histoire. Mais les massacres, les famines, les déportations ne l'empêchent pas de connaître les bonheurs de l'amour, du foyer, du travail, ceux de l'art, de la connaissance et, pour quelques-uns, ceux de l'ascension spirituelle. Cela aussi fait partie du constat d'où il résulte le soupçon que l'action, si elle plonge dans l'épouvante, pourrait bien avoir pour ressort autre chose. Cf. Saint Jean : "Dieu est amour". Ressort antérieur au cataclysme de l'épouvante, ressort fondateur, créateur, que le cataclysme dont l'épouvante est sortie aurait contrarié sans l'abolir. Ressort qui serait le vrai ressort, le cataclysme n'étant que l'accident. L'Incarnation, alors, serait la manière divine d'assumer l'accident, de s'identifier à l'espèce humaine grouillant au fond de la vallée où elle vit l'accident, génération après génération, de partager jusqu'en ses ultimes conséquences l'accident. L'épouvante n'en est pas effacée, elle est assumée. C'est vraiment l'alliance, la nouvelle alliance.

LE TRAGIQUE AU COEUR DE L'HISTOIRE

Reste que, pour l'heure, l'épouvante demeure. Dans la nature et dans l'histoire.

L'épouvante avec son antonyme éclatant, le triomphe, autre manière de vivre la même panique : le triomphe et l'épouvante, couple dont les étrointes rythment l'histoire humaine. Juin 1940 : Hitler vainqueur de la France vient à Berlin après avoir visité Paris, à cinq heures du matin. L'artiste de Vienne, devenu chancelier d'Allemagne, a pu voir ces monuments, ces perspectives que l'étudiant - hélas ! trois fois hélas ! - écarté de l'école d'architecture de Vienne trente ans plus tôt, ne connaissait qu'en imagination. Cette fois il a vu Paris. A Rethondes l'ancien combattant de la Grande Guerre a vengé l'humiliation de Versailles. A présent le voici dans Berlin. Les images des actualités allemandes nous le donnent à voir dans son

train spécial, entouré de hiérarques asservis par l'imprévisible victoire qu'il vient de leur donner. Lui, il est là, contracté, le geste court, personnage officiel, un peu automate à force de convenance, éternel étudiant pauvre, pas très sûr que la fête soit réellement célébrée en son honneur. Et cependant lorsque de la gare à la chancellerie la foule innombrable proclame son nom et sa gloire, on voit bien que le petit homme vibre du triomphe dont il est le centre. Mais il y a comme une hésitation. Comme une réticence. Il se peut que le chancelier, à la différence de la foule, ait le pressentiment que la tragédie ne fait que commencer, que le triomphe du premier acte ne présage que l'épouvante à venir.

30 mars 1944. Voici l'épouvante. Le Bomber Command Britannique a reçu l'ordre d'effectuer un raid sur Nuremberg. Prévu malgré des données météorologiques contraires, annoncé et confirmé aux commandants d'escadrilles malgré la persistance de ces mêmes données, le raid s'accomplit en masse. Huit cent quatre-vingt-dix-huit appareils s'avancent dans la nuit. Le commandement a choisi comme voie d'accès à Nuremberg le couloir aérien Charleroi-Fulda, voie connue des pilotes comme étant la plus dangereuse et, pour cette raison, surnommée par eux, la Flak Valley. Qu'on veuille bien, par l'imagination, se replonger dans cet instant de l'histoire de l'Europe, considérer ces neuf cents avions qui progressent dans le ciel, rectangle compact large de 16 km, long de 105 et qui à 400 km/h survole la Manche, la Belgique, puis l'Allemagne, des centaines de bombardiers chargés à ras bord de bombes qui tout à l'heure effaceront de la surface de la terre la ville où, chaque année, se célèbrent les mystères nazis. Qu'on fasse retentir en soi le vrombissement de cette masse en mouvement, assourdissant roulement qui traverse le ciel de l'Europe, irrésistible puissance de feu qui vogue vers la ville-symbole d'où monte chaque année la clameur des peuples germaniques, qu'on veuille bien brasser ensemble ce roulement et cette clameur et l'on comprendra qu'en cette nuit de mars 1944, la guerre, au-delà des calculs et des plans, des tonnages et des effectifs, en même temps qu'elle culmine dans la rationalité des moyens, s'accomplit dans un paroxysme de bruit et de fureur, orgasme de la violence auquel la technique donne sa plénitude. La masse nocturne s'avance vers son objectif cependant qu'au sol des bourreaux frénétiques et méthodiques préparent ou accomplissent les gestes inimaginables et routiniers de la solution finale. A terre : le mal dans son activisme fébrile ; dans le ciel, le feu vengeur, le feu de Sodome et de Gomorrhe qui va s'abattre sur Nuremberg, transformant la ville en brasier, les hommes, les femmes, les enfants en torches. La tragédie au cœur de l'histoire. Mais voici l'imprévu : ce qu'a connu Hambourg en 1943, ce que connaîtra Dresde en février 1945 sera épargné à Nuremberg en cette nuit du 30 au 31 mars 1944. Comme si elle était au courant de chaque mouvement, la chasse allemande attaque les bombardiers britanniques. La défense anti-aérienne donne tous ses feux. Les avions anglais tombent en flammes les uns après les autres. A l'appel, il en man-

quera le cinquième, pourcentage de pertes inconnu. Les bombes manquent leurs objectifs. Les radios anglais au sol et dans les airs peuvent capter, comme un chœur funèbre, les "Sieg heil" que hurlent les pilotes allemands pour saluer chacune de leurs victoires. Au fur et à mesure qu'ils atterrissent en Angleterre dans l'aube du 31 mars, les équipages explosent de colère. Ils sont les rescapés d'une marche à l'abattoir où leurs compagnons ont disparu. Aux bars des escadrilles, des femmes en détresse errent, espérant d'improbables retours. Les survivants s'en écartent, en proie à la superstition qui veut que les veuves portent malheur. En une nuit le Bomber Command a subi plus de pertes humaines qu'au cours de toute la bataille d'Angleterre. Que s'est-il passé ? Là commence le mystère. Comment expliquer la précision des manœuvres de la Luftwaffe ? Trahison ? Fuite organisée ? L'heure et les conditions de l'attaque ont-elles été communiquées à l'ennemi ? Sur instruction de qui ? Mission sacrifiée ? Tragédie au sein de la tragédie.

Et, à peine l'Allemagne a-t-elle capitulé sans conditions, que, en mai 1945, Winston Churchill annonce au président Truman qu'un rideau de fer s'est abaissé au milieu de l'Europe. Il faudra attendre près de 45 ans pour que ce rideau de fer soit détruit, quatre décennies de guerre froide où les épisodes culminants - pont aérien pour ravitailler Berlin (1949), révolte de Berlin (1953) écrasement du soulèvement hongrois (1956), construction du mur (1961), crise des fusées à Cuba (1962), guerre des six jours (1967), invasion de la Tchécoslovaquie (1968), Vietnam, Afghanistan, guerre des étoiles - portent à chaque fois à son paroxysme l'intensité dramatique de l'histoire sans que cependant la guerre froide n'explode en guerre ouverte. Les émotions du défi, de l'incertitude au bord du gouffre, de l'avenir comme apocalypse, du risque permanent de déflagration nucléaire, auront été vécues par les peuples, auront rythmé la vie des peuples sans que, jusqu'à ce jour, la tension ne se libère dans le déroulement historique. Par la presse, par le roman, par le cinéma, par l'imagination, l'Occident a vu les villes s'embraser, la nature devenir radioactive, la civilisation s'anéantir, l'homme revenir à l'âge de pierre. Mille fois l'événement aura été vécu mais, jusqu'à ce jour, l'événement est resté confiné dans le psychisme, il ne s'est pas inscrit dans l'histoire. La guerre a eu lieu avec ses flux et ses reflux, ses offensives et ses contre-offensives, ses morts, victimes d'affrontements latéraux, ses victoires et ses défaites. La guerre a eu lieu avec de gigantesques raz-de-marée émotionnels. Mais, si intense qu'ait été la charge dramatique, cette fois, à la différence de ce qui s'est passé en août 1914 et en septembre 1939, le choc frontal avec l'Union Soviétique a été évité. Jusqu'ici. Pourquoi ? Parce que cette fois le caractère absolu du risque militaire a conduit à une gestion du conflit qui, jusqu'ici, l'a contenu dans les profondeurs du psychisme collectif, lui a interdit de s'exprimer dans l'histoire. L'humanité a connu les émotions de la guerre mondiale mais, jusqu'ici, elle est parvenue à en faire l'économie dans l'histoire. Tout s'est passé comme si, à raison même de ses moyens, la violence s'était condamnée à rester

latente.

A partir du constat de la victoire du capitalisme libéral et de la démocratie politique sur le socialisme soviétique, M. Fukuyama est venu nous avertir que nous vivions la fin de l'histoire. Publié durant l'été 1989, donc avant que ne s'effondrent le mur de Berlin et les régimes communistes d'Europe de l'Est, le texte de sa remarquable conférence a fait le tour du monde. La force du constat a tenu à sa date : intervenant juste avant que l'événement ne vienne le confirmer, il a tiré de cette antériorité sa crédibilité. Il faut y insister, sinon les meilleurs esprits finiront par l'oublier : rien à la fin du premier semestre de 1989 ne permettait d'annoncer le démantèlement du rideau de fer, le reflux de la puissance soviétique, le limogeage de MM. Husak et Hohnacker, le soulèvement de la Roumanie contre N. Ceausescu. Il faut répéter cette évidence car, sinon, lesamnésiques vont finir par nous persuader que, eux aussi, avaient tout vu venir. La libération de l'Europe soviétique était prévisible, n'est-ce pas. Seulement lesamnésiques ne l'avaient pas prévue. Parmi eux combien, très considérés, très installés, ont oublié ou font comme s'ils avaient oublié qu'ils ont appuyé de tout leurs poids l'entreprise de domination communiste sur le monde, au temps où il pouvait sembler que cette entreprise avait l'avenir pour elle, combien d'amnésiques qui, au fil des décennies, ont joué du tambour pour couvrir la voix des victimes des Goulags, débattant gravement des mérites comparés du castrisme, du maoïsme, du stalinisme, du léninisme, ignominies idéologiques dans lesquelles, des décennies durant, ils se sont vautrés, y acquérant, en prime, le statut d'autorité morale. Il fallait le faire ! Ils l'ont fait. Il ne sert à rien d'enrager. Mieux vaut en rire. La comédie humaine est ainsi faite.

Dans le psychisme et dans le symbolique tout aura été vécu jusque et y compris la collaboration. L'immense service rendu par Gorbatchev à la hiérarchie communiste aura consisté à lui épargner le tribunal de Nuremberg. Les desservants, immédiats ou lointains, du Goulag auront échappé à l'épuration. N'en soyons pas frustrés. Et même essayons de comprendre. Essayons de comprendre la difficulté qu'il y a à vieillir, la mémoire habitée par le souvenir des générosités et des engagements de jeunesse investis dans une entreprise maléfique, qui n'a pas d'avenir, qui ne doit pas en avoir. Pas de frustration donc, si, nous, de notre côté, nous leur avons réellement échappé. Ce qui reste à prouver. Car si l'Armée rouge reflue vers la Russie, elle est toujours là, plus moderne que jamais et nul ne peut assurer que la menace ne ressurgira pas demain, intacte. Comme le reflux, le flux peut surgir d'un accident historique qui, mis en perspective, acquerra à son tour valeur de nécessité.

LE TRAGIQUE HORS DE L'HISTOIRE ?

Le tragique a-t-il été maîtrisé au point qu'on puisse le considérer comme expulsé de l'histoire ? Ce n'est pas ce que nous dit M. Fukuyama. Son article nous assure seulement que le marxisme en tant qu'idéologie est mort,

que le marché est universellement reconnu comme le seul mode d'organisation capable de créer l'abondance, que, malgré les multiples contradictions qu'elle laisse intactes, la démocratie libérale est devenue le système de référence universel comme si le communisme, le fascisme et le nazisme, qui avaient voulu l'abattre, n'avaient été que d'archaïques et vaines manifestations régressives vouées à l'échec parce que contraires au mouvement historique vers "l'État homogène universel" annoncé par Hegel.

La discussion de la thèse de Fukuyama a été conduite ailleurs. On ne la reprendra pas ici. Disons seulement que tirer de l'effondrement du système soviétique, si effondrement il y a, que désormais la démocratie politique et le marché libéral constituent des modèles d'organisation à valeur universelle, c'est aller un peu vite. Le marché doit prouver qu'il est capable de mettre un terme à l'immense misère du monde, et la malfaisance écrasante du socialisme ne constitue pas du tout cette preuve. A vrai dire le marché, laissé à lui-même, peut aussi bien engendrer un développement planétaire monstrueux, si quelque système de sécurité sociale mondial ne vient pas rendre solvable la demande qui, dans les pays pauvres, est incapable de se manifester, faute de moyens. Quant à la démocratie politique, le moins qu'on puisse dire est que son triomphe universel n'est pas pour demain : qu'on veuille bien regarder la planisphère, considérer la Chine, les terres d'Islam, l'Afrique sans oublier l'Union Soviétique elle-même, et l'on sera porté à la prudence dans l'appréciation de l'avenir. De même que rien au début des années quatre-vingt ne permettait d'imaginer l'allure des événements qui en marqueraient la fin, de même il se peut que l'espèce d'euphorie qui a marqué le début de l'année mil neuf cent quatre-vingt-dix n'apparaisse rétrospectivement comme l'effet d'une légère et éphémère ébriété. Mais arrêtons là cette réflexion et enchaînons sur la phrase provocatrice par laquelle s'achève la conférence de M. Fukuyama : "Et peut-être la perspective même des siècles d'ennui qui nous attendent après la fin de l'histoire va-t-elle servir à remettre l'histoire en marche..."

La fin de l'histoire n'aura pas duré longtemps.

Une diplomatie américaine qui fait mal passer ses messages, un dictateur qui les comprend mal et qui en conclut qu'il peut s'emparer sans coup férir d'un petit pays voisin, cependant qu'un autre dictateur en profite pour asservir une terre de vieille civilisation chrétienne sans soulever apparemment la moindre émotion internationale, et, subitement, l'histoire qu'on annonçait finie rebondit comme en 1914 dans les Balkans. La déflagration se produit dans cette minuscule partie de la planète où sont concentrées des villes dont les noms semblent surgir de la plus lointaine antiquité : Jérusalem, Bagdad, Damas, Beyrouth, Alexandrie, Babylone... Resserrées sur quelques centaines de milliers de kilomètres carrés, des populations dont le nombre se mesure en millions, tout au plus en dizaines de millions, menacent, à raison des haines sauvages qui les traversent, de donner à leurs

confrontations des dimensions de génocides. On pourrait se rassurer en se disant que ces peuples sont ceux du verbe et que leur violence se libère dans les mots pour n'avoir pas à exploser dans les événements et qu'en conséquence, les menaces sont à prendre avec du recul. Peut-être que oui. Peut-être que non. En un siècle où les Lénine, les Staline, les Hitler, les Mao Tse Toung, ont fait à peu près ce qu'ils avaient dit qu'ils feraient, il est prudent de ne pas prendre trop de recul par rapport aux promesses d'extermination. Beaucoup de ces promesses ont été tenues.

L'ennui aura été de courte durée. A un moment où pour 1 000 F on peut rassembler tous les ingrédients nécessaires à la fabrication de 17 kg d'ypérite, il se pourrait bien que l'ennui ne menace pas du tout l'humanité. Les progrès de la technologie et l'abaissement des coûts vont enfin créer les conditions de la prise d'otages planétaire. Il suffira bientôt d'une poignée de fanatiques ou de truands pour prendre en otage des dizaines de millions de personnes, voire un jour, peut-être, la population entière du globe. Bombe nucléaire miniaturisée, armes chimiques, cultures bactériologiques : l'artisanat pourra bientôt mettre au service des puissances maléfiques des moyens enfin à la portée de toutes les bourses et tout à fait propres à plonger l'espèce humaine dans les convulsions ultimes. A vrai dire, avec cette démocratisation des instruments d'anéantissement, on ne voit pas, rationnellement parlant, ce qui pourrait, durablement, épargner à l'homme ce destin suicidaire. Comment faire pour qu'au fil des siècles, il ne se trouve pas, à un moment ou à un autre, quelques esprits, hébétés par l'idéologie, la volonté de puissance, la cupidité, ou tout simplement la folie, capables de prendre en otage la totalité de la planète et de la détruire ? Peut-on croire que l'espèce de sagesse qui a fait que, depuis 1945, les Etats détenteurs du feu nucléaire ont réussi à brandir la menace sans la mettre à exécution, se transmette aux groupes et aux individus ?

L'histoire peut rebondir. Là-dessus M. Fukuyama peut se rassurer. Il a totalement raison de mettre l'accent sur l'ennui comme cause d'un tel rebondissement.

DRAMATURGIE MÉDIATIQUE

Certes les conflits du Moyen-Orient ont par eux-mêmes suffisamment d'acuité pour dégénérer sans qu'il y ait à mettre la déflagration sur le compte de l'ennui. Et cependant lisons et écoutons : les événements du Golfe auront baigné dans un climat d'inavouable attente. Personne, certes, n'a dit vouloir la guerre. Mais subitement, le 2 août 1990, la guerre s'est dressée, spectre gigantesque dominant le désert d'Arabie et dont l'ombre s'est aussitôt étendue à des terres dont les noms, comme ceux des villes, renvoient à notre plus ancienne histoire : la Mésopotamie, la Palestine, la Mer Morte, l'Égypte, le Sinaï, l'Arabie... Comme si, subitement, les guerriers antiques étaient sortis de leurs tombeaux pour reprendre avec les moyens d'aujourd'hui le cours interrompu de leurs combats. Avec l'Islam en plus. Et le pétrole. Le spectre s'est

dressé : il a brandi la foudre. Mais il ne l'a pas lancée tout de suite. Et, dès que la foudre a menacé, les médias ont guetté fiévreusement l'instant où la déflagration se produirait. Une nuée de journalistes ont entretenu le suspense. Quand la tension montait, quelque chose comme un frémissement parcourait les journaux et les télévisions. Il se passait enfin quelque chose. Quand la tension baissait, on parlait d'enlèvement. Il y avait comme l'articulable sentiment qu'avec ces armées dotées des matériels les plus modernes, l'histoire pourrait bien offrir enfin en spectacle une grandiose tragédie. D'ores et déjà la scène, à elle seule, suffisait à créer l'attente. Le lieu était construit : aucun détail n'échappait à l'investigation et les moindres confidences des acteurs étaient gravement reproduites. Images, articles : vie des soldats, exercices, équipements, moral de la troupe, nous avons tout su. Le détail le plus trivial, parce qu'il s'inscrivait sur un fond de dramaturgie cosmique, avait pris une valeur médiatique intense. Des hauteurs de l'espace où veillent les satellites aux déserts de sable où manœuvrent les troupes, des porte-avions aux armements dantesques, aux hélicoptères tueurs de chars, une émotion sacrée s'était emparée de l'opinion mondiale, semblable, sans doute, à celle que partageaient les foules d'Épidaure assistant au prologue des tragédies dionysiaques. Le théâtre avait pris les dimensions du monde. Les foules étaient celles que hapent les journaux, les radios, les télévisions. A lire certains commentaires, on sentait l'impatience monter. Tous les professionnels étant à pied d'œuvre, il y a eu un moment où il a pu sembler qu'on allait reprocher aux scénaristes de retarder indéfiniment l'action.

Les scénaristes s'observaient, le tyran de Bagdad sûr dans ce rôle d'incarner le héros en qui les foules arabes humiliées trouvent leur revanche, le président des États-Unis accumulant les moyens, espérant n'avoir pas à s'en servir pour vaincre, chacun mesurant le risque, construisant le piège, Saddam Hussein conscient des tréfonds d'horreur dans lesquels s'accomplissent les changements de gouvernants à Bagdad, George Bush dépendant d'une opinion aussi puissante que versatile, Israël escomptant une opération militaire brève, tous feux concentrés, capable de délivrer la Terre promise de la menace des armements irakiens.

Il ne s'agit pas ici de faire de la géopolitique. L'exercice consiste exclusivement à rendre compte de l'attente dramaturgique dans laquelle les événements du Golfe, puissamment relayés par les médias, auront plongé l'opinion mondiale durant la seconde moitié de l'année 1990. On veut seulement montrer que l'émotion dramatique fait partie des éléments constitutifs de l'être humain considéré en tant qu'individu et en tant qu'espèce. De même qu'il lui faut aimer, prier, manger, dormir, ... l'homme est dans la nécessité de s'émouvoir. Il lui faut participer à une action dans laquelle les énergies qui l'habitent puissent s'investir. L'histoire peut lui offrir cette action. Sauf pour ceux qui s'y trouvent directement plongés, la participation à l'action historique s'opère aujourd'hui par les médias. D'où pour ceux-ci la tentation de mettre en scène l'histoire et non plus seulement

d'en rendre compte, avec le risque d'une baisse du taux d'écoute si l'événement ne survient pas tel qu'on l'attend.

17 janvier 1991 : l'attente explose dans l'événement. Une armada, semblable à celle de la guerre des étoiles, quittant les lieux de fiction où la tenait son état de latence, déferle dans la réalité. La réalité s'embrace. Instantanément l'espace, théâtre cosmique de la dramaturgie planétaire, est sillonné de sons et d'images qui racontent l'éruption, à nouveau, du tragique au cœur de l'histoire. Images d'archives ? Peut-être. Mais la dramaturgie, elle, est vraie. La dramaturgie tire sa force de la dimension du théâtre et du savoir-faire des metteurs en scène mais d'abord de la réalité et de la violence de l'affrontement. La guerre en direct : comme si on y était, mieux que si on y était. Cela ne signifie pas du tout qu'on soit bien informé.

Parfois le décalage entre l'orchestration médiatique et le fait générateur est tel qu'on se défend mal du sentiment que l'événement est un produit et que sa fabrication est un métier.

Carpentras. Qu'on veuille bien se souvenir. C'était au printemps 1990. Quelques tombes profanées dans un cimetière. Une profanation révoltante, ni plus ni moins révoltante que les dizaines de profanations qui, chaque année, atteignent les sépultures, chrétiennes autant que juives. Transport du ministre de l'Intérieur sur place. Ruée des journalistes. Et soudain, l'événement explose. Les médias se relaient heure par heure pour faire monter la tension. De déclaration en communiqué on finit par avoir une manifestation pseudo-unanimiste avec, en prime, la suspicion pour ceux qui, bien ou mal excusés, ont l'air de ne pas y participer. La vindicte verbale déferle, torrentielle. Enquête à grands moyens policiers. Résultat : néant. On ne sait toujours pas qui a fait ce mauvais coup. Du moins, nous, nous ne le savons pas. Un esprit pathologiquement soupçonneux pourrait imaginer qu'on a délibérément décidé de taire le résultat de l'enquête parce que la cause de l'événement serait apparue indigne de l'événement lui-même. Mais rien ne vient étayer de tels soupçons. Sans doute, ne sait-on pas. Le plus simple est d'admettre que la question demeure sans réponse. Et peut-être le demeurera-t-elle car à vrai dire la réponse n'intéresse plus personne. Le véritable objectif aura été atteint. Pendant plusieurs semaines on aura mobilisé les foules, fait palpiter les chaumières, exploité sans vergogne la douleur des familles, pataugé dans une indignation de commande, fait lever le vent mauvais des guerres civiles. La technologie la plus développée organise le retour au tribalisme. Comme un tam-tam obsédant, la rumeur médiatique aura déferlé, décervelant, abrutissant l'opinion. Dix mois plus tard il se passe en Arabie, en Israël, dans les pays baltes, des choses suffisamment palpitantes pour que l'on puisse oublier Carpentras.

Liban. Octobre 1990. Chute du réduit chrétien. "Que faire du général Aoun ?" se demande un journal. La Syrie vient d'achever sa mainmise sur la plus grande partie du Liban. Et la question est : que faire du général Aoun ?

L'invasion du Liban par les troupes syriennes ça n'est pas du tout la même chose que l'invasion du Koweït par l'Irak. Pas du tout la même chose ! Un général "chrétien conservateur" a été balayé par l'artillerie et les blindés progressistes du président Hafez El Assad. La paix va pouvoir s'établir au Liban. Et que les chrétiens du Liban n'aillent pas escompter une quelconque intervention qui viendrait les libérer ! Personne n'a rien à dire. Les Etats-Unis n'ont pas de "position particulière". Le Conseil de sécurité ne s'émeut pas. C'est clair : le Liban a cessé d'être une source d'émotion dramatique, comme la Hongrie après l'écrasement de la révolution de 1956, comme la Tchécoslovaquie après l'invasion soviétique de 1968, comme le Vietnam après la chute de Saïgon en 1975. Le Liban n'alimentera plus la dramaturgie mondiale à moins que quelque grand massacre ne rende décidément impossible le sommeil médiatique. Et encore ! On a assassiné Dany Chamoun, sa femme et ses jeunes enfants dans des conditions atroces : l'émotion est vite retombée. Il y a les bonnes causes et les mauvaises. Le Liban n'est plus une bonne cause. Feu le Liban !

Les Kurdes non plus n'empêchent pas vraiment de dormir. Tout au plus peut-on noter que, Saddam Hussein étant devenu l'ennemi du genre humain, l'emploi des gaz contre eux durant la guerre entre l'Irak et l'Iran est devenu, rétrospectivement, répréhensible. Les Kurdes restent tout de même une assez faible source d'émotion dramatique. Gare aux peuples qui n'émeuvent pas !

LA MORT ET L'ENNUI

Il y a les Lituanais, les Estonais, les Géorgiens, les Arméniens, les Azeris, les Ouzbeks, etc... qui veulent leur indépendance, il y a les Chinois qui ploient sous la tyrannie, la police, l'horreur, comme les Vietnamiens, comme les Nord-Coréens, il y a les masses d'Amérique latine, proies de l'argent, des révolutions, des mafias, il y a celles d'Afrique dévorées par la faim, le Sida, la sécheresse et des haines tribales qui, apparemment, subsistent, indestructibles à travers les siècles : le tragique demeure plus que jamais présent au cœur de l'histoire. Il reste que l'objet même de la politique est de l'en expulser, en tout cas d'en réduire l'intensité. Preuve a été faite qu'une société sans escalves est possible. Une planète sans affamés devrait l'être aussi, de même qu'un ordre politique sans terreur policière et, peut-être, qui sait, aussi une histoire sans guerre. Du moins l'action politique doit le postuler, en faire son programme, sa justification.

A moins que... A moins que, ainsi qu'il arrive, la philosophie du prince ne soit celle du désespoir, que son nihilisme intime ne le porte à décider que, dans un monde irrémédiablement voué au mal et au malheur, le mieux qu'il puisse faire, c'est d'offrir aux peuples le divertissement qui les sauve de l'ennui ; à moins que sa démarche ne consiste à plonger le monde dans les grandes symphonies de la guerre et de l'épopée, de sauver par l'esthétique ce qui décidément n'a et ne peut avoir aucun sens au regard de l'éthique. Si le prince ne voit que le mal et le malheur et rien qui vaille d'être tenté pour en

atténuer l'acuité, il peut arriver qu'il finisse dans le personnage de Sardanapale : puisque la partie est perdue et qu'il faut mourir, autant que périsse le monde avec soi et que la fin soit une grande fête de sang et de flammes. Au moins aura-t-on disparu en laissant la matière d'une œuvre d'art.

Dans un monde où les moyens de l'anéantissement connaissent un perfectionnement continu, il se pourrait que le personnage de Sardanapale ait un avenir. Devant la fin qui vient, le sursaut du tyran ou du chef de bande peut bien être celui du suicide collectif. Croire que cela n'arrivera pas parce que c'est irrationnel, c'est ne rien connaître à la nature humaine, au noir ennui qui peut saisir l'âme, à l'angoisse sans fond qui ne laisse aucune issue, c'est, peut-être par une juste prudence, choisir d'ignorer ce qui menace. Si mille truands ou mille fanatiques sont en mesure, matériellement, de prendre l'espèce humaine en otage, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher l'événement de survenir. Preuve serait alors faite que l'homme faustien, l'homme du savoir et du pouvoir, maître de la matière et de la vie, n'avait pas d'autre fonction que de délivrer la pulsion suicidaire à l'œuvre au sein de l'histoire, de lui donner les moyens de sa pleine réalisation, de son plein épanouissement.

La nature elle-même est un équilibre fragile dont la modification durable, même marginale, peut entraîner le chaos, la subversion de toute vie. Le tragique vient de ce que cet équilibre qui assure la conservation du système tient dans la loi de l'entre-dévolement universel en sorte que les grands exterminateurs historiques peuvent plaider que leurs exterminations ne sont que la transposition dans l'histoire de ce qui se vit à chaque instant dans la nature. Aussi l'homme étant ce qu'il est, mortel et se sachant tel, conscience battue d'espérances qui n'ont pas de réponses humaines mais seulement divines et qui, inexplicablement, irréductiblement, font partie du logiciel qui gouverne les individus et les générations, sujet exposé aux exaltations et aux dépressions, toujours mal à l'aise en soi-même et n'ayant pas d'autre choix que d'y vivre, l'homme étant ce qu'il est, il y a tout lieu de se méfier et c'est seulement s'il se méfie de lui-même que le personnage a un avenir.

Il y a l'Afrique et son malheur, le Liban, Israël, la Palestine, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie... et leurs déchirements, mais il y a aussi ce qui peut s'observer chaque jour chez nous, le recul de la règle de droit, l'extension de la loi du plus fort, du mieux protégé : panneaux d'interdiction de stationner d'efficacité nulle auxquels il faut substituer des obstacles de fer ou de béton pour libérer les trottoirs ; autoroutes où règnent les furieux et les suicidaires et où le respect de la limite de vitesse vaut à celui qui s'y risque des appels de phares ; cités et lycées livrés aux pouvoirs des bandes organisées, ghettos où la police ne pénètre plus ; vols et cambriolages à répétition. La réponse aux exactions s'organise sous forme de télé-surveillance, vigiles, groupes d'autodéfense. Si l'on y ajoute ces dévastations voire ces massacres que la fureur organise dans les stades, étranges cérémonies sacrifi-

cielles en l'honneur du dieu du sport, on aura le sentiment d'une gigantesque et souterraine montée des périls comme si la France, l'Europe, le monde étaient menacés d'être livrés aux bandes hébétées par une vapeur qui est une vapeur de sang, proies d'une ébriété qui est celle du sang. Aux convulsions qui secouent l'Islam s'ajoute cette violence latente qui affleure en Occident. Ce qui menace, c'est une libanisation, une tribalisation planétaires, la fin du droit, le règne des grandes compagnies, celles d'aujourd'hui et celles de la fin de la guerre de Cent ans, la puissance de l'argent tempérée par l'anarchie et le crime, une décomposition sur le mode de la décomposition médiévale des quatorzième et quinzième siècles. Pas du tout la fin de l'histoire si l'on entend par là le marché libéral, la démocratie politique, l'Etat de droit, la tranquillité de l'ordre. M. Fukuyama a raison : l'ennui pourrait bien faire rebondir l'histoire. Et dans les pires conditions.

LES METTEURS EN SCÈNE DE L'HISTOIRE

L'immersion dans le médiatique, la loi du scoop, l'attente de l'événement, la paix vécue comme une vacuité pourraient faire qu'un jour la guerre ne surgisse comme réponse à la tension dramatique, la déflagration étant organisée en fonction de son retentissement dans les journaux, les télévisions, les radios. La révolution roumaine a été conçue comme un spectacle, et mise en scène par des collaborateurs de Ceausescu qui entendaient devenir ses successeurs, portée à sa plus haute intensité par des médias occidentaux intoxiqués par des agences et des sources complices de l'opération. Les médias ont porté l'événement, l'ont dramatisé jusqu'à l'horreur, l'ont transformé, l'ont constitué, jouant aveuglément le rôle qui leur était assigné. Et quand l'esprit critique a repris ses droits, les nouveaux princes étaient en place, tenant solidement les leviers, maîtres du jeu et du suffrage universel. Le monde avait eu sa ration d'émotion dramatique, on pouvait bien leur laisser le pouvoir. On le leur a laissé. La cécité médiatique n'avait duré que quelques jours. Très vite les bonnes questions ont refait surface. La confusion n'a été que de courte durée. Mais précisément : elle a duré le temps qu'il fallait, le temps pour la garde montante de prendre ses quartiers dans les lieux que la garde descendante avait, sous la pression populaire, évacués. L'affaire était réglée.

Les princes sont les metteurs en scène de l'histoire. Quel art, quel métier dans le triomphe romain ! Quelle attention au mot, au geste, chez Bonaparte, quel savoir-faire dans la composition des tableaux et notamment du dernier en sorte que, pour citer Etienne Borne, à propos de Napoléon, "l'Histoire... glorifie son Prométhée en donnant même grandeur aux triomphes de son midi ou aux faillites de son crépuscule".

Hitler à Nuremberg, Staline sur la Place Rouge, Mao Tse Toung à Pékin : cependant que la démocratie et le capitalisme américains mettaient en scène, à Hollywood, des histoires qui faisaient le tour du monde, les tyrans nazis et communistes mettaient en scène une histoire qui ravageait le monde. D'un côté, rencontre entre l'image et

l'imaginaire planétaire, de l'autre ruée de fantasmes structurés comme des armées dans la réalité historique. Le parallèle peut servir à la réflexion.

LA VIE EST MAGNIFIQUE

Si le mal et le malheur font partie intrinsèque de la condition historique de l'homme, si la mort et la souffrance surplombent sa vie, marquant son bonheur du signe de la fragilité, si le mal a dans les comportements humains une part qui, si optimiste qu'on soit et on n'a aucune raison d'être optimiste, apparaît historiquement irréductible, comment faire pour que la violence, en se déchaînant, fasse le moins de ravages possibles, qu'elle demeure le fait d'individus ou de groupes égarés, non de nations se jetant les unes sur les autres, qu'elle ne dévaste les espaces de la tranquillité collective, lieux où peuvent s'accomplir les bonheurs individuels ? Il s'agit d'expulser le tragique de l'histoire. Mais pour en faire quoi ?

Car il faudra en faire quelque chose. Le tragique ne cessera pas d'exister même si on parvient à en contenir l'expression historique, programme dont le succès demeure fort hypothétique mais programme qui est le seul programme politique qui vaille car en regard il n'existe que celui du nihilisme suicidaire dont le XX^e siècle aura expérimenté le caractère maléfique jusqu'en ses ultimes expressions. On a écrit "ultimes" : mais c'est parce que l'adjectif est venu sous la plume. En réalité, on n'en sait rien : l'homme est toujours capable de faire mieux ou pire et rien ne prouve, somme toute, que le XX^e siècle aura enfanté le pire du possible. Chacun des derniers siècles a fait plutôt pire que le précédent. Et, sur certains plans, mieux. La sécurité sociale, c'est mieux que le sauve-qui-peut individuel sur fond d'exploitation ouvrière. Reste donc qu'il faut postuler qu'il y a quelque chose à faire, sinon il n'y aurait rien à faire et ce constat ne peut être retenu parce qu'il ne s'accorde pas avec le tempérament de l'auteur de cet essai.

Là est le point essentiel : il est arrivé et il arrivera que les choses aillent mal et même très mal. Mais il y a toujours quelque chose à faire parce qu'il faut qu'il y ait quelque chose à faire, parce que la vie peut être magnifique et qu'il arrive qu'elle le soit, parce que l'air du large, le soleil et la pluie sont une fête, parce que la rencontre avec les humains est un bonheur, parce que l'amour est une magnificence, parce que le monde est enveloppé dans une symphonie divine et que le fracas des fausses notes n'empêche pas que, par intermittence, l'on n'entende la symphonie et que cette symphonie promette quelque chose. La vie est comme ça ! "Sinon ce serait à désespérer de tout" dit Samuel Beckett quelque part. Mais aussitôt Samuel Beckett ajoute : "Mais c'est à désespérer de tout !" Hé ben non ! Justement non ! Ça serait facile si c'était à désespérer de tout. Il n'y aurait qu'à attendre que ça se passe. La preuve que Samuel Beckett trichait, qu'il ne désespérait pas vraiment de tout, c'est qu'il a écrit deux ou trois mille pages sur ce sujet. S'il avait réellement désespéré de tout, il n'aurait rien dit. Seulement voilà : il ne pouvait pas se taire. Le

piège : on vous a "infligé la vie". "C'est à désespérer de tout". Mais pour que ça se sache, encore faut-il inscrire son graffiti quelque part. Et l'acte d'écrire montre bien qu'il y a quelque chose à faire puisqu'on le fait. Alors autant le reconnaître franchement : il y a quelque chose à faire et la vie peut être magnifique. La vie est magnifique. Il y a le vacarme du mal et du malheur mais il y a la symphonie et la symphonie est divine.

L'ART COMME SUBLIMATION

Reste la question : que faire du tragique si on se donne comme programme d'en délivrer l'histoire ? Réponse : il faut en faire des tragédies. Comment alimenter l'espèce humaine en émotions dramatiques s'il advenait, hypothèse hautement improbable, que l'événement historique cessât d'en produire en quantité suffisante ? On peut tout à la fois tenir l'hypothèse pour hautement improbable et se préparer à toutes les éventualités y compris la meilleure. Se préparer et y travailler.

L'art a partie liée avec le mal, avec le malheur. Le constat n'est pas du tout anodin. Il est même tout à fait troublant. Il y a à l'Academia de Venise une pietà du Titien, l'une des dernières œuvres du peintre. La mère tient son fils sur les genoux. Le fils est mort. A l'arrière, un monument funéraire. Des colonnes soutiennent le monument. De part et d'autre des colonnes, des lions de pierre portent, d'un côté Moïse avec les tables de la loi, de l'autre, un ange avec la croix. Au premier plan Marie-Madeleine, bras tendu, proclame quelque chose : Marie-Madeleine proclame que le Fils de l'homme est mort. Et de l'attitude de la mère avec son fils sur les genoux, du regard égaré des lions de pierre, du visage de Marie-Madeleine, de l'incandescence des choses dans la lumière nocturne, il émane une telle grandeur, une telle force, un tel malheur, que l'œuvre rend compte, pour l'éternité et par delà tout ce qui peut toucher à la personne du peintre, de l'inouï, de l'absolu cosmique de ce qui s'accomplit en cet unique instant du temps.

Derrière la Symphonie héroïque et toutes les symphonies de Beethoven, derrière le Concerto de l'empereur on entend le roulement napoléonien des armées de la France à l'assaut des monarchies et des empires de l'Europe. Et du sein des opéras de Wagner, du sein de la Neuvième symphonie de Bruckner jaillit, comme une rumeur prémonitoire, le grondement des forces qui feront exploser le XX^e siècle. En sorte qu'en avril 1945, il ne restera plus à Richard Strauss, qu'à composer ses blêmes Métamorphoses, stridences qui sont celles d'un monde qui se délite.

Les grands de la Renaissance, avec leurs batailles et leurs crucifixions, les compositeurs romantiques, mais aussi les plus grands parmi les écrivains, Chateaubriand, Hugo, Malraux... infatigables brasseurs de mots devant l'Eternel, ont brassé leurs mots sur fond de guerre et au bruit des batailles. Et quand on songe que c'est du fond de la fosse stalinienne que nous parvient la Cinquième Symphonie de Chostakovitch, on éprouve un vertige devant la capacité de l'artiste à forger le beau avec l'hor-

reur, à faire que, au delà de toute subjectivité, de toute intention, ce qui passe à travers lui le dépasse infiniment et que par là, en effet, il touche au ciel, pauvre hère, pareil à tous les pauvres hères qui sont sur la terre, mais doué, lui, bizarrement, singulièrement, inexplicablement, du pouvoir de dire ce que les autres ne font que sentir.

Voilà le fait. A lire les Châtiments, d'où monte le souffle qui fait gronder la forge historique, à entendre le chant des déportés de Nabucco, à ouïr les clameurs vengeresses d'Electre, à regarder le Napoléon d'Abel Gance, nous participons au malheur et à la grandeur. Plongés dans les profondeurs confortables de nos fauteuils, nous participons à l'universelle désolation et, loin que cette participation nous plonge dans la dépression, nous sortons de nos fauteuils, émus, transportés par la houle, quelquefois meilleurs. Il ne nous en coûte que le prix de la place pour nous sentir émus, transportés, meilleurs. Les œuvres, quand elles atteignent aux sommets, ont ce pouvoir singulier d'arracher ceux qui y entrent à eux-mêmes pour les jeter dans le torrent des émotions collectives, les unissant par delà les mots, les consciences, les fractures, créant l'instant unique où, dans le silence du théâtre intérieur, ne retentit plus que la voix commune, comme si s'opérait la rencontre entre le plus intime de l'individu et l'âme commune. Et quiconque les a connus sait que ces moments sont de ceux qui donnent signification à l'être et à la création et que c'est la quête de ces instants-là qui pousse les foules dans les cinémas, les théâtres, les salles de concert, les musées. L'art a partie liée avec le mal et le malheur, plus précisément avec le mal vécu comme un malheur car le lien n'est pas connivence, complicité mais compassion, pitié, terreur sacrée, terreur devant le sacré. Le mal interroge le sacré.

L'art a-t-il besoin, pour se justifier, d'invoquer, ainsi que le fait Racine dans la préface de Phèdre, la mise en garde morale que constituerait son message ? Oui. Mais sa visée pédagogique relève de l'effet en retour. Son objet premier est de l'ordre de la participation, de la communion. Ni leçon, ni complicité. Pitié, compassion, terreur. Mieux qu'aucun ouvrage de philosophie, Macbeth enseigne les enchaînements par lesquels le maléfique se déploie sur la terre. L'œuvre de théâtre plonge dans les profondeurs du chaudron de sorcières d'où jaillit le crime avec l'histoire. Mieux qu'aucune exhortation didactique, elle crée le recul, elle éveille l'esprit, elle explore le désert de solitude où les deux Macbeth hélas se sont condamnés à errer. Le mal s'accomplit comme un malheur. Restent la terreur et la pitié. Et le silence.

Il y a trente siècles que les Grecs ont compris cela. Des chants qui célébraient les malheurs de Dionysos, leurs poètes ont tiré la tragédie. Cette tragédie, Eschyle, Sophocle, Euripide l'ont portée au point de perfection. On trouve à peu près tout dans le théâtre grec. Pas vraiment tout cependant.

André LE GALL

A suivre

LES BOAT PEOPLE SONT-ILS CONDAMNÉS ? VERS UN NOUVEAU GÉNOCIDE

par Claude HURIET

123 000 hommes, femmes et enfants sont-ils condamnés à croupir dans les prisons ou les camps de la mort vietnamiens ?

Deux informations tombées voici quelques mois - et qui n'ont pas troublé les vacances des Français et sont passées inaperçues, les regards des Français étant alors exclusivement tournés vers le Golfe - le font redouter.

Le 22 septembre 1990, une dépêche AFP révélait l'existence d'un accord entre les responsables du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), les Vietnamiens et les Britanniques sur "l'accélération du rapatriement des boat people vietnamiens de Hong Kong". Ils sont 53 000 et de leur sort dépendra fatalement celui des 80 000 réfugiés séjournant dans les camps d'autres pays...

L'accord prévoit les modalités du retour au Vietnam des personnes "qui ne sont pas volontaires, mais qui ne s'y opposeraient pas !!".

On ne peut hélas se faire aucune illusion sur le sort qui les attend.

En effet, une autre dépêche AFP datée du 13 août se référerait à des articles parus récemment dans la presse vietnamienne. En voici quelques extraits : "les services de renseignements ennemis ont déployé un réseau d'espions autour du pays, parmi lesquels des spécialistes chargés

de renverser le régime communiste, a affirmé M. Tho", le ministre vietnamien de l'Intérieur, "la police est l'instrument tranchant de la dictature prolétarienne, placée sous la direction directe et totale du parti, a-t-il ajouté".

Le ministre dénonce par ailleurs, "ceux qui veulent introduire le pluralisme politique, le multipartisme et la démocratie bourgeoise, au Vietnam".

La "lutte contre la criminalité" engagée par la police depuis décembre a conduit à l'arrestation de plus de 30 000 personnes présentées comme des délinquants de droit commun.

Comment douter alors que les malheureux boat people qui "ne seraient pas volontaires, mais qui ne s'opposeraient pas à leur retour au Vietnam" grossiront la triste cohorte des "délinquants de droit commun, des réactionnaires, des individus qui incitent à s'opposer au régime font de la propagande pour le pluralisme, le multipartisme et la démocratie extrémiste" ?

Face à des perspectives aussi dramatiques, au risque d'un nouveau génocide - depuis 1975, plus d'un million et demi de Vietnamiens ont péri en Mer de Chine, noyés ou massacrés par les pirates - trois questions se posent auxquelles il importe d'apporter d'urgence des réponses :

Premièrement : comment le Haut Commissariat pour les Réfugiés (H.C.R.) - auquel participe la France - peut-

il reconnaître une catégorie de réfugiés "non volontaires, qui ne s'opposent pas au retour" et jouer en leur faveur "un rôle actif entièrement compatible avec son statut humanitaire" ?

Si l'on sait qu'en 18 mois moins de 50 000 retours volontaires - sur 123 000 boat people - sont intervenus, on perçoit la gravité du problème posé aux autorités de Hong Kong mais aussi le "succès" que rencontrent les offres de retour dans leur pays, faites à des populations vivant pourtant dans des conditions effarantes.

Deuxième question : est-il convenable que le Gouvernement Français, qui proclame son attachement aux droits de l'Homme reste silencieux face au régime stalinien qui oppresse actuellement au Vietnam, qu'il accorde un don de 45 milliards de Francs à ce pays et que notre Ambassadeur se félicite des brillantes perspectives de la coopération franco-vietnamienne qui s'étend à tous les domaines "souhaités" par le Vietnam et estime "que la France peut être son partenaire privilégié et sa tête de pont en Europe" ?

Les conditions mises par le président de la République aux aides de la France aux pays en développement ne sont pas remplies. Chacun le sait maintenant. Un pays qui considère comme délinquants de droit commun ceux qui "font de la propagande pour le pluralisme, le multipartisme et la démocratie extrémiste" n'est pas un pays démocratique. En conséquence, l'aide de la France doit cesser.

Enfin, on doit s'interroger sur la solution qu'il faut nécessairement apporter au problème des boat people, le maintien dans les camps et le retour forcé étant exclus.

Où les mettre ? telle est la dernière question. L'idée de créer un centre de regroupement a été avancée, en parti-

culier par le secrétaire d'Etat, chargé de l'action humanitaire.

Une île vietnamienne ou autre permettrait, avec une aide internationale appropriée, d'assurer la protection et des conditions de vie décente à ces 120 000 malheureux.

Dans sa réponse à la question écrite que je lui ai posée à ce sujet, le secrétaire d'Etat considère qu'il est probable que le Vietnam n'acceptera jamais qu'une partie de son territoire puisse représenter une prime au départ.

Mais alors que valent les déclarations concernant l'annexion du Koweït par l'Irak, pourquoi cette mobilisation internationale pour que le Koweït recouvre son indépendance ? Et pourquoi le silence sur le Vietnam ?

Est-il donc inconcevable que des pressions s'exercent sur le gouvernement vietnamien afin qu'une solution humanitaire soit enfin apportée ?

Seul un réveil de la conscience internationale peut amener les Gouvernements et - hélas - les organisations humanitaires telles que le HCR à trouver d'urgence une réponse au drame qui guette les boat people.

Plus de 120 Parlementaires ont répondu à l'Appel que j'ai lancé en faveur de ces malheureux.

Le Président Vaclav Havel à qui la situation vietnamienne rappelle point par point de tristes souvenirs, à l'occasion de son prochain séjour en France, va apporter son soutien au peuple vietnamien.

Un tel drame, de telles menaces, une telle cause ne peuvent laisser plus longtemps silencieux et indifférent le peuple français.

Claude HURIET
Sénateur

Les livres de nos collaborateurs et amis

Jacques RIGAUD

"Miroir des Mots"

Ed. R. Laffont/"Col. Leurs mots clés"

Roberto PAPINI

"L'Internationale démocrate chrétienne"

Ed. du Cerf

Roger CAILLOIS - Jean BAZAINE

"Images de l'Univers"

Deyrolle Editeur

Jean CLUZEL

"Le Sénat dans la société française"

Ed. Economica/"Mieux connaître"

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Guizot, par **Gabriel de Broglie - Philippe Seguin** : Louis-Napoléon le Grand - Les Oeuvres romanesques de **Giraudoux** - Rhétorique et dramaturgie cornéliennes, par **Marc Fumaroli - Jean d'Ormesson** : Histoire du juif errant - **Françoise Chandernagor** : L'enfant aux loups - **Angelo Rinaldi** : La confession des collines - **Jean Rouaud** : Les Champs d'honneur.

Nous devons à M. Gabriel de Broglie une *Histoire politique de la Revue des deux mondes* et une étude sur *l'Orléanisme comme ressource libérale de la France*. Son *Guizot* (1) vient prendre place dans le même ordre de préoccupations. Il n'est pas indifférent que ce soit un Broglie qui nous donne ce livre. Il y a eu au siècle dernier entre Guizot et cette illustre famille une longue liaison de cœur et d'esprit. Guizot fit sa première visite au château de Broglie en 1824. Le calviniste nîmois dont le berceau intellectuel a été Genève, où il avait trouvé refuge pendant la Révolution, fut séduit par une allure de grande demeure anglaise, mais surtout par l'air mélangé de kantisme et de déisme staëlien que l'on y respirait. "Broglie", écrit M. Gabriel de Broglie, "sera désormais un point fixe de la vie de Guizot et, pour une longue période, de la réflexion politique en France". Coppet, Broglie, plus tard le Val-Richer que Guizot acquit en Normandie et dont Ximènes Doudan, le précepteur, le chef de cabinet et l'ami du duc Albert de Broglie, décrit dans une de ses lettres le site boisé et fleuri, le murmure d'eaux et d'idées, la douceur fénélonienne de Salente anglo-libérale, forment au XIX^e siècle le paysage intellectuel et moral où une conception aristocratique de la liberté, un principe de progrès régulier et paisible ont tenté de s'acclimater à la faveur d'un climat tempéré dans l'atmosphère d'un séminaire doctrinaire, à la fois cénacle et salon, réservé à une classe supérieure de l'espèce humaine.

Guizot, qu'on a appelé le Pape de la Doctrine et qui est passé de sa chapelle au gouvernement de la France, est le plus parfait représentant de cette sélection d'humanité. Exerçant le pouvoir, il n'a fait qu'assurer à sa parole une plus grande portée. Orateur mué en oracle, il a gouverné

comme il a enseigné, du haut d'une chaire, tirant d'une métaphysique une politique érigée en dogme, élevant les faits à la dignité d'abstractions. Le 5 mars 1866, portant le grand cordon de la Légion d'honneur et le collier de la Toison d'or, il assistera à la réception de Prévost-Paradol à l'Académie française. Le journaliste Arthur de Boisieu l'a montré "inflexible comme ceux qui n'ont jamais plié, supérieur à ses adversaires comme à ses alliés par l'estime qu'il impose aux uns et le dédain qu'il a des autres, ayant survécu à la chute de ses espérances, seul mais debout, croyant et respecté". Il n'avait eu d'autre programme que "la restauration de l'âme dans l'homme et du droit dans le gouvernement". N'ayant eu comme son ami Royer-Collard de vocation libérale qu'avec la Légimité, ayant toute sa vie cherché à réconcilier l'ordre et la liberté, il avait soutenu Louis-Philippe, non pas "quoique Bourbon", mais "parce que Bourbon". Le progrès de la civilisation auquel il s'était voué devait s'insérer dans la continuité de l'Histoire de France. "C'est un désordre grave et un grand affaiblissement dans un pays", a-t-il écrit, "que l'oubli et le dédain de son passé".

La Révolution n'avait fait qu'achever le dessein millénaire de la monarchie capétienne. Elle était "faite et satisfaite". Restait à faire, cependant, dans le cadre de la réforme politique, la réforme intellectuelle et morale. Elle était en suspens, la Charte de 1814 ayant constitué le gouvernement, mais, selon le mot de Royer-Collard, "ajourné la société". "Il y a une grande école d'immoralité, proclamait celui-ci à la tribune de la Chambre des députés, au lendemain de l'attentat de Fieschi. Elle est ouverte depuis cinquante ans. Cette école, ce sont les événements qui se sont accomplis sous nos yeux, le 6 octobre 1789, le 10 août 1792, le 21 janvier 1793, le 31 mai, le 18 fructidor, le 18 brumaire... Je m'arrête là".

Prosper de Barante, ne s'arrêtant pas, ajoutait : "Nous sommes depuis 1830 en régime d'anarchie morale". Guizot qui voulait rétablir le droit dans le gouvernement devait buter fatalement sur cette date. Mais pour lui, le mal bien que "profond" n'était pas incurable. Si Royer-Collard écrivait à Molé, le 15 septembre 1841 : "Croyez-moi, il n'y a plus rien à attendre de ce temps, ni des hommes d'aujourd'hui. Ce n'est pas seulement sur l'avenir le plus prochain de la France que je m'afflige, c'est sur la longue destinée de la société. N'êtes-vous pas frappé du progrès journalier redoublé de la dissolution universelle ? Je vois le mal et ne découvre aucune force capable, je ne dis pas seulement de le vaincre, mais de l'arrêter et de le retenir au degré effrayant où il est parvenu". Si Barante, Saint-Aulaire, tout le clergé de la Doctrine gémissait sur la montée de la démocratie, Guizot écrira, lui, dans ses Mémoires : "Personne ne juge l'état moral de notre temps plus sévèrement que moi, personne n'est plus convaincu que moi que le mal est profond, étendu, mais je crois en même temps que le mal est curable... Nous sommes les plus honnêtes gens qui aient gouverné la France depuis 1789".

Guizot cherchait le remède du mal dans l'enrichissement de la classe moyenne et les progrès de la raison. Il voulait non pas rabaisser la nation au niveau de la démocratie, mais l'aspirer par en haut, au moins dans ses couches supérieures. Il serait indigne de prétendre qu'il jugeait du degré de civilisation sur le cours de la rente. Mais il ne voulait pas distinguer entre le matériel et le spirituel. En quoi, lui si peu, quand il écrivait que la France ne redeviendrait chrétienne que lorsqu'elle serait catholique, il était bien protestant. "Enrichissez-vous" (*). A-t-on assez glosé sur cette formule ! Dans un monde avide de jouissances, elle n'a pas été comprise. En s'enrichissant, l'homme s'élève socialement, moralement, spirituellement. Le *cens* est le seuil de toutes les félicités.

*
* *

"C'est un idiot" s'est écrié Jules Favre après avoir rendu visite au Prince-Président. M. Philippe Seguin a écrit sur "l'idiot" de Jules Favre un livre passionné dans le style d'une affiche électorale (2). George Sand qui était allée lui demander une grâce avait été séduite par le napoléonide aux yeux pâles. "C'est un homme étrange, doué de bons instincts, rêvant le bien, mais il a bu un calice de mensonges". Elle lui écrivit pour le remercier : "Votre politique, je ne puis l'aimer, mais votre caractère, je l'aime". M. Philippe Seguin déclare qu'il ne distingue pas entre l'homme et le monarque. Il aime, il admire Louis-Napoléon tout entier. Tocqueville l'a nommé un aventurier de hasard. M. Seguin est solidaire de son aventure.

Racine a été l'historiographe de Louis XIV. Celui du Second Empire, c'est Labiche. Son théâtre illustre l'essor du capitalisme, des banques, des chemins de fer, des compagnies d'assurances. A peine remarque-t-on que l'une de ces dernières, dans une de ses comédies, *Doit-on le dire*, s'appelle *La Méfiance*. La prospérité économique

ne dissimulait peut-être pas complètement la fragilité politique d'un régime fondé uniquement sur l'opinion. La France vota *oui* au coup d'Etat. Après dix-sept ans de règne, elle votait encore *oui*. Emile Ollivier a noté dans son Journal le 9 mai 1870, jour du plébiscite : "Hier, la journée était noire... Ce matin le soleil luit au ciel. Est-ce un présage ? Une ironie ? Non, c'est Dieu qui vote *oui*" Rémusat écrit dans ses Mémoires que "le bonapartisme montait d'en bas". Emile Ollivier le déverse d'En-Haut avec la pluie d'or de ses *oui*. Un brusque coup de vent, et elle sera vite tarie.

M. Seguin jette un regard apitoyé sur les prédécesseurs de Napoléon III : Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe "souverains falots sous lesquels le pays a vécu comme tétanisé, replié sur lui-même". Exemple de ce repliement, peut-être, la conquête de l'Algérie ! Renan a écrit que "la Restauration a fondé le vrai développement de la France au XIX^e siècle et doit rester chère à tous ceux qui pensent d'une manière élevée". Je livre cette phrase à la méditation de M. Seguin.

M. Seguin écrit tout un chapitre sur le "mondialisme" de Napoléon III. "La France n'a eu une politique mondiale que depuis le Second empire". Napoléon III a été l'exécuteur testamentaire du Mémorial de Sainte-Hélène. Charles X et Polignac avaient négocié l'appui du Tsar pour réaménager les traités de 1815. Napoléon III a commencé par se jeter inconsidérément dans une guerre contre la Russie. M. Seguin, lui-même, dit la guerre de Crimée "bizarre". "On n'a su au juste comment la mener". Puis, Napoléon s'est attaqué aussi stupidement à l'Empereur d'Autriche qui lui avait fait une offre de paix perpétuelle. Ensuite, il a embarqué la France dans l'expédition du Mexique. Politique délirante ! Enfin, estimant que "la France et la Prusse avaient toutes deux même culture, même idéal de libéralisme éclairé, même intérêt à émanciper et à unir les nations et les races", il ne bouge pas le petit doigt quand la Prusse bat l'Autriche à Sadowa. "Victoire de la belle culture protestante sur la barbarie catholique !", s'écrie Michelet. M. Seguin nous dit que la politique mondialiste de son grand homme n'échoua que parce que la France manquait d'une armée. A qui la faute ?

L'aventure napoléonienne, dont M. Seguin s'est déclaré solidaire, se termine à Sedan. Le testament de Sainte-Hélène a reçu alors pleine et entière exécution. Le Vieux Sergent de Béranger avait promis à la France "un beau trépas". Ce fut une triste capitulation, la déroute des illusions. Napoléon III a conduit les funérailles de la France sur un air de chanson populaire. A la fin de son livre, M. Seguin venant peut-être à résipiscence, écrit qu'"il ne s'agit pas de le porter aux nues". Le livre de M. Seguin est intitulé pourtant *Louis-Napoléon le Grand*.

*
* *

La Pléiade a inscrit à son catalogue les Oeuvres romanesques de Jean Giraudoux. Le premier tome en est paru (3). Il contient, outre des écrits de jeunesse, *Les Provin-*

ciales, *l'Ecole des indifférents*, *Simon le pathétique*, *Elpenor*, *Suzanne et le Pacifique*, *Siegfried et le Limousin*, *Juliette au pays des hommes*, *Bella*, *Eglantine*. Les *Provinciales* date de 1909, *Siegfried et le Limousin* de 1922, *Bella et Eglantine* des années 26-27. La guerre est au centre de cette période. Giraudoux qui l'a vécue et l'a faite, a dit que "la question franco-allemande est la seule question grave de l'univers". C'est peut-être aussi la seule question grave de son œuvre. Il la pose dans *Siegfried et le Limousin*, encore dans *Bella* sous l'antagonisme Rebendart-Poincaré, Dubardeau-Berthelot. On ne peut suivre Giraudoux à travers le paysage de l'Europe déchirée où il a fait ses apprentissages sans lire aussi *Lectures pour une ombre*, qui est de 1918, et *Adorable Clio*, de 1920. Mais ce ne sont pas des romans et ils ne pouvaient prendre place dans le recueil d'œuvres romanesques de la Pléiade. Il faudra attendre un autre volume pour prendre une vue d'ensemble du Giraudoux de cette période. Ce découpage arbitraire, cette classification par genres est bien regrettable. *Provinciales*, croquis, portraits, amorces de récits, où "l'œil de mouche" de Giraudoux, sa "drôle de vision très fine, très recherchée", comme à facettes, n'avaient pas échappé à Eugène Morand, le père de Paul, son ami de jeunesse, *Simon le pathétique* et *l'Ecole des indifférents* où l'on assiste à une quête du Moi sous le couvert de prénoms, Jacques, Manoël, Bernard, Simon, auxquels Giraudoux a délégué son identité, sont-ils d'ailleurs des romans ? M. Jacques Body, maître d'œuvre de cette édition, note dans sa préface que le premier vrai roman de Giraudoux sera *Suzanne et le Pacifique*.

On s'arrêtera dans ce volume sur *Simon le pathétique*. Tout Giraudoux y est déjà comme tout Barrès est dans *Un homme libre*. Il y aurait un intéressant rapprochement à faire entre le premier Barrès de l'école de la Malgrange à Nancy et le premier Giraudoux du lycée de Chateauroux ; "Douce chose que le sublime pour un enfant qui lit le soir, après ses devoirs, dans une étude mal éclairée" écrit Giraudoux. Qu'apprend Barrès, de son côté, dans sa cour d'école, "orgueilleux et sauvage" tel le petit Jean dans son étude de lycée ? *A ne pas subir...* De Barrès à Giraudoux, le style change, mais le fond, mais la résistance au monde sont les mêmes. L'un définit son Moi contre les Barbares, l'autre le cherche dans un au-delà ou plutôt un à-côté où une faveur spéciale lui permet de se reconnaître dans la complicité avec les fleurs, les animaux, les choses. Il y a une volonté de Barrès à se choisir lorrain, Giraudoux n'a pas eu à se choisir. Une grâce lui a été donnée de se sentir, de se savoir, dès sa naissance, de Bellac. Si la nation, c'est la naissance, qui est plus nationaliste que Giraudoux, même au moment où il écrit *Siegfried* ? Ayant tenté de résoudre le problème franco-allemand qui est d'"introduire la raison en Allemagne et la poésie en France", il retourne dans son Limousin natal en faisant dire à son Forestier-Siegfried : "Qu'on me redonne pour patrie un pays que je puisse caresser".

Que dit d'autre Juliette, revenue de son *pays des hommes*, où elle est allée "vérifier l'irréel", que dit d'autre

Suzanne revenue de son île, celle-ci, "sans valise", pour recevoir dans sa nudité la déclaration d'amour du contrôleur des poids et mesures, représentant de tous les fonctionnaires français, celle-là pour embrasser le seul Gérard qu'elle aime et, comme l'a dit joliment R.M. Albérés dans son livre sur *l'Esthétique et la morale de Giraudoux*, pour "tricoter des layettes" ? Ouh, chez Giraudoux, commence le roman avec lequel il a toujours entretenu des rapports ludiques, autour duquel il s'est laissé aller à ce qu'il appelle des divagations poétiques, sans jamais y entrer pour en suivre ou à plus forte raison en diriger le cours, sinon dans cette ouverture sur l'amour, l'amour vrai, étalon de toutes les mesures du réel et garant de toutes les fécondités ? On imagine les enfants de Suzanne et de Juliette grandissant dans le paradis limousin dont Giraudoux se déclarait le "sourcier". Dans *Jacques l'égoïste*, l'une des nouvelles de *l'Ecole des indifférents*, se retournant vers son lycée de Chateauroux (en est-il jamais sorti ?), il a recueilli l'avertissement de M. Aubin, son professeur de philosophie : "Mon pauvre Jacques (lisez : mon pauvre Jean), qu'est-ce que vous allez bien faire toute votre existence ? Incertain, indifférent, qu'allez-vous faire ? Ne vous égarez pas de mille côtés. Voyez d'abord du côté de la nature, et puis du côté de l'amour". Jean Giraudoux, après avoir cru trouver son équilibre dans l'indifférence, a-t-il suivi ce conseil ? Le dernier des romans présentés dans ce volume se termine pourtant sur une image assez désolante : deux corps, Eglantine et Fontranges, rapprochés dans une union qu'on doit croire chaste, donc frappée de stérilité, soutenant le monde de leurs bras noués au dessus de leurs têtes, tels des "cariatides du vide". Pour citer une phrase de *Choix des Elues*, un roman postérieur, rapportée par M. Jacques Body et rendant curieusement un son célinien, "La vie serait-elle sans remède ?"

*
* *

Professeur au Collège de France où il occupe la chaire de rhétorique et d'histoire de la société aux XVI^e et XVII^e siècles, M. Marc Fumaroli a réuni sous le titre *Héros et orateurs : rhétorique et dramaturgie cornélienne* (4) de très remarquables études et mélanges constituant, dit-il, plus qu'un livre, un "atelier". C'est assez signifier par ce terme que le lecteur est convié à participer à ce travail. Non seulement au lecteur, M. Fumaroli dont on sait l'intérêt pour le théâtre, s'adresse au metteur en scène et au comédien. "Le vœu profond de la rhétorique, écrit-il, est de s'accomplir en dramaturgie". La rhétorique trouve dans le théâtre de Corneille un des lieux privilégiés de l'action oratoire à laquelle elle vise pour "plaire, émouvoir et instruire". Pourquoi lire Corneille et comment le jouer ? M. Fumaroli nous apporte ses réponses.

Corneille a été l'élève des jésuites. Le janséniste Nicole lui a reproché son "impur mélange de dévotion et de théâtre". C'est chez les jésuites, c'est dans la dramaturgie jésuite et les pièces de collège que les bons pères écrivaient et faisaient jouer que Corneille a trouvé cet impur

mélange. Il n'était qu'un ingrédient pour servir à la reconquête des âmes. Personne ne connaît mieux que M. Fumaroli ce théâtre jésuitique de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle, l'adjuvant même de la Contre-Réforme, un prolongement mondain des Exercices spirituels de Saint Ignace, ce que M. Fumaroli nomme une pédagogie de la parole. Le magistère romain, plus encore qu'une chaire, lui offrait une scène. L'ultramontanisme lui assurait toute sa portée. L'humanisme classique a été incorporé ainsi dans la communion catholique. M. Fumaroli peut écrire que Corneille est le type même de l'humaniste dévot, le représentant français d'une culture internationale, disons hispano-latine, visant à l'universel par la capacité de synthèse.

Faut-il voir les jésuites partout ? demande plaisamment M. Fumaroli qui se fait l'agent de leur propagande. L'œuvre de Corneille a joué un rôle de médiation entre deux cultures, l'une latine et savante, l'autre française et courtoise, de veine "pastorale", au sens précieux du terme. M. Fumaroli a suivi cette veine de *Mélite* à *Surena*. Il y a chez Corneille une "grâce amoureuse". Elle isole des élus dans la recherche du bonheur. Elle les constitue en aristocratie de grandes âmes. Dans *Horace* et *Cinna*, il y a une tentative de fusion entre le royaume pastoral et le royaume politique. *Polyeucte* poursuit l'absorption de ce royaume au plus haut niveau, l'identification de la grâce amoureuse et de la grâce divine, sous le signe sacramentel du mariage. On ne fait son salut qu'à deux. *Surena*, la dernière pièce de Corneille, fonde la vraie patrie de l'amour dans la mort libératrice de toutes les contraintes et de toutes les oppressions terrestres. Corneille, écrit M. Fumaroli "fait voir le monde de l'action à partir d'un lieu où le doute et même l'aversion envers l'action l'emportent". Ce lieu est celui où l'amour est possible. *Surena* prouve que ce lieu n'existe pas.

Il y a dans l'œuvre cornélien une grande aspiration au repos : paix du cœur, paix de l'État, paix de l'âme. L'amour, ce "mal incurable" - ainsi est-il qualifié dès le premier vers de la première pièce de Corneille, *Mélite* -, en est le principal adversaire. L'ultime mot de *Surena* ("Que tout meure avec moi"), ce n'est que pour se coucher dans le néant. Les Jésuites auraient-ils souscrit à cette démission devant le monde ?

*
* *

Cet homme qui marche sans jamais s'arrêter, cet homme qui n'a pas de patrie, de famille, de maison, cet homme qui raconte des histoires tirées, on ne sait trop, de l'histoire de sa vie ou de l'Histoire universelle, c'était déjà, dans l'œuvre de M. Jean d'Ormesson, le *Vagabond qui passe sous une ombrelle trouée*. Nous retrouvons ce vagabond qu'on dit un peu fou, mythomane et hâbleur dans *Histoire du juif errant* (5). Il ne ressemble pas au juif de la légende, il n'a pas de barbe grise, ni houppe, ni besace, ni bâton. Au coin de la borne, devant la Douane de mer à Venise, où il raconte ses histoires, M. Jean d'Ormesson nous dit qu'il ressemble plutôt à un Gide matiné d'Hemingway. Ce serait aussi bien, à la fois aède

et gazetier, Homère ou le Neveu de Rameau. Son auditoire, un couple d'amoureux, lui trouve un côté "prof". N'est-ce pas le côté "prof manqué" de M. Jean d'Ormesson ? La rue d'Ulm conduit à tout à condition d'en sortir. Ce juif errant sort de la rue d'Ulm. *De omni re scibili*, est la devise "khâgnale". Son propos est un Discours sur l'Histoire universelle retouché par l'*archicube* Farigoule (alias Jules Romains).

M. d'Ormesson, après avoir écrit des romans menus et facétieux, a eu le dessein, où il entrait toujours beaucoup de malice, d'écrire ce que l'on a appelé le "livre total", le livre où l'on ferait tenir dans ce que l'on raconte le monde entier. Il s'est fait la main dans *La gloire de l'Empire* en se limitant à l'historique d'une civilisation imaginaire. Sa trilogie du *Vent du soir*, de *Tous les hommes en sont fous* et du *Bonheur à San Miniato* procède, sous le couvert d'une chronique sentimentale, du même projet de totalisation de la vie. *Dieu, sa vie, son œuvre* a marqué l'apogée de l'ambition de M. d'Ormesson. Prendre sur l'histoire humaine le point de vue de Dieu, prendre sur la création le point de vue du Créateur devait aboutir à écrire un roman sur la création littéraire. Ce roman n'est-il pas impossible à faire ?

Histoire du juif errant prend le problème sous un autre angle. Il ne s'agit plus de quitter le point de vue de l'Homme pour se mettre à la place de Dieu, mais d'écrire à travers une vie d'homme les mémoires de l'humanité. Le juif errant de M. d'Ormesson, condamné selon la légende à ne pas mourir, à parcourir sans trêve une histoire sans fin, a assisté à la destruction du Temple de Jérusalem, à la fin de l'Empire romain, à la bataille de Poitiers, il a découvert l'Amérique, il a participé à la retraite de Russie, il a libéré les otages israéliens au pays d'Amin Dada, il a été l'amant de Marie de Marsala, de l'impératrice Poppée, de Nathalie de Noailles, de Pauline Borghèse. Il a vécu, il raconte mille vies. Le juif errant doit être l'idéal du romancier.

Or, la vie du Juif errant est le type même de ce qu'on pourrait appeler le non-roman. Il manque à cette vie... la mort. Sans la mort, dit M. d'Ormesson, pas de vie. Sans la mort, on ne sent pas s'écouler la vie. "Depuis que je vous connais, je ne vous parle que du temps" répète sans cesse au couple d'amoureux qui l'écoute le juif errant. Le temps n'existe dans son roman qu'à l'état d'obsession, il ne passe pas. *Histoire du juif errant* est un roman étalé sur vingt siècles, mais sans durée, sans profondeur, un roman à plat. C'est une critique de roman, le mode d'emploi du roman à ne pas faire, un négatif de roman dont le héros (faut-il dire l'anti-héros ?) vit sans passé ni avenir dans un présent qui n'existe pas. *Histoire du juif errant*, discours sur le roman plus que sur l'histoire universelle, est ce que M. d'Ormesson a voulu et réussi. Le romanesque ne lui a servi que d'alibi.

*
* *

Il fallait attendre le troisième et dernier volet de l'immense trilogie romanesque de M^{me} Françoise Chander-

nagor (trois mille pages) pour y voir clair dans ce qu'elle a intitulé *Leçons de ténèbres* (6). *La Sans Pareille* suivie de *L'Archange de Vienne* et de *L'enfant aux loups* est l'histoire d'une aventurière de la politique sous la V^e République. Christine Valbray, fille naturelle d'un ambassadeur de France et d'une simple ouvrière, élevée dans la famille de sa mère et dans le culte des traditions révolutionnaires, vendeuse de *l'Humanité* aux bouches de métro de la banlieue parisienne, agrégée de philosophie à vingt-deux ans, passera tout naturellement, après mai 68, des officines de l'intelligentsia de gauche aux salons, châteaux et cabinets ministériels pour devenir sous le règne de M. Giscard d'Estaing sous-secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et, accessoirement (ou principalement), agent du K.G.B. Le scandale éclate. Christine Valbray est condamnée à quinze ans de prison. Elle sort avant le terme de sa peine pour se retirer dans sa banlieue natale, ancien village champêtre devenu au temps des zoulous et anti-zoulous zone de barbarie. Va-t-elle y recommencer une carrière ? Christine Valbray raconte sa vie. Elle en soumet les feuillets à une amie administratrice de haut rang, juge, écrivain, historienne dans laquelle on peut reconnaître M^{me} Françoise Chandernagor dont on sait qu'elle a été major de l'E.N.A. et qu'elle a publié sous le titre *l'Allée du Roi* des mémoires apocryphes de M^{me} de Maintenon. Le livre est composé de deux parties parallèles : la narration de Christine Valbray et le commentaire, à la fois analyse et jugement, de M^{me} Chandernagor. Imaginez une vie de la duchesse de Longueville écrite par M^{me} de Maintenon. On présenterait dès le début que M^{me} de Maintenon finirait par devenir plus intéressante que la duchesse de Longueville. M^{me} Chandernagor ne nous avait-elle pas laissé entendre que, dans une biographie, le rôle le plus important est toujours tenu par le biographe lui-même ?

L'histoire de Christine Valbray, bâtarde, déchirée entre deux classes sociales, transfuge de la première pour trahir la seconde, mais, dans un monde divisé où elle est appelée fatalement à jouer, sous le signe du Mal, le rôle d'un agent double, ne poursuivant qu'un dessein personnel mêlé d'ambition et d'amour, l'histoire de Christine Valbray est assez banalement l'histoire d'une revanche sociale doublée d'une vengeance amoureuse. Christine Valbray trahit son pays au profit de la Russie soviétique moins par fidélité à sa classe d'origine que pour se venger de son amant Charles de Fervacques, le Morny de la V^e République, concurrent de M. Giscard d'Estaing aux élections présidentielles. L'histoire de Christine Valbray, c'est toute l'histoire de la France officielle, du pays légal, dans les années 70-80. "Petits calculs, petits trafics, petits profits, petits bonshommes, petits destins", on patauge dans un cloaque. C'est Barrès réécrit par Cecil Saint-Laurent. Christine Valbray nous entraîne des dessous puants de la V^e République, à sa sortie de prison, dans le monde de la drogue, de l'analphabétisme, de la violence aveugle, chez les nouveaux barbares. On saute des années 80 en pleine année 90. Roman de mœurs politiques, roman de la fin d'une société, roman contemporain virant au reportage d'ac-

tualité, ces *Leçons de ténèbres* ne seraient-elles, au niveau de l'anecdote, que *cela* ?

"Sous la surface du marécage, j'avais tout observé, tout pratiqué... Dans ces eaux corrompues, j'avais perdu l'espoir, mais je gardais encore l'idée de la lumière", écrit Christine Valbray. Elle s'est retirée à la fin de *L'Enfant aux loups* dans la solitude que lui a ménagée M^{me} Chandernagor pour méditer, se confesser (?), écrire. Un jour, elle disparaît. On ne peut imaginer de fin plus romanesque au récit d'une vie où le roman qu'on avait voulu tenir à l'écart, a fini par contaminer, de ses effets pervers, le genre de la biographie et où M^{me} Chandernagor ne peut que constater que le mensonge, sous le couvert de sincérités contradictoires, l'emporte sur la vérité. M^{me} Chandernagor avait eu le projet d'écrire sur Christine Valbray, non une fantaisie romancée, mais la vérité. Elle voulait "la faire sortir du bois", comme du puits. Christine Valbray s'est dissipée dans le flou, en emportant son secret. Reste seule la biographe dupée, flouée, mais si intéressante, gardant intacte en elle "l'idée de lumière" que les ténèbres où s'est perdue Christine n'ont pas réussi à obscurcir et qui est peut-être l'héritage de cette pécheresse, si du moins l'aventure est péché. On découvre dans la lagune vénitienne où se réfugie M^{me} Chandernagor pour écrire le dernier chapitre de sa trilogie une image de marais non plus corrompue, mais régénérateur, mais salvateur, dans le sens où le marais est matrice. "La lagune, écrit-elle, ne pouvait être le terme du voyage. Quand parvenue au fond de l'impasse, nous ne pouvions rebrousser chemin, il nous restait à nous jeter dans l'inconnu". L'inconnu ? Au bout de l'Homme, il y a quelque'un d'autre, avoue M^{me} Chandernagor, faisant éclater ainsi dans la nuit qu'elle a tissée autour de son héroïne le besoin de spiritualité, le désir d'immortalité qui sous-tendent ce roman plus trompeur que trompé lui-même.

La biographe-romancière salue dans la dernière page de son livre, au dessus du marais où l'a abandonnée Christine Valbray, une étoile solitaire. Elle rêve de lancer vers cet astre un message, rien qu'"une feuille fragile de framboisier", ambassadrice de l'humanité en quête d'un nouveau destin. Chateaubriand dégoûté de ce monde a fait le même rêve à la fin des Mémoires d'Outre-Tombe. Ce ne peut être par hasard que M^{me} Chandernagor a reçu pour ces *Leçons de ténèbres* le Prix Chateaubriand.

*
* *

Est-ce sa vie que raconte le Narrateur dans le dernier roman de M. Angelo Rinaldi, *La Confession des collines* (7) ? Il n'en évoque que des fragments sans continuité à l'occasion d'une rencontre dans une station de métro, où il se fait cirer ses chaussures, avec l'ancienne femme de chambre d'un hôtel des Buttes Chaumont où il a campé durant deux années de sa jeunesse. Il se promène dans sa mémoire autour du terrain vague sur lequel se dressait autrefois cet hôtel maintenant démolí. Il en ouvre et en referme les portes sur d'autres vies de passage qui s'y sont logées, qui s'y sont croisées avec la sienne et qui, en lui renvoyant leurs reflets, lui ont donné à la faveur d'un

spectacle où il était plus voyeur qu'acteur un semblant de consistance.

Le roman que M. Rinaldi écrit sous le couvert d'un narrateur et que ce narrateur ne semble écrire lui-même que sous le couvert d'un autre personnage, ancien pensionnaire de l'hôtel, qui raconte une histoire dans laquelle le narrateur ne tient qu'une place de figurant, ce roman a-t-il un but ? Il n'y va certes pas tout droit. Il nous entraîne des Buttes Chaumont, par de longs détours mystérieux, vers le village de la Corse natale où le narrateur veut accomplir le vœu de sa mère : construire dans les collines, "le plus haut possible", un tombeau où il réunira tous les membres, tous les souvenirs de sa famille et où, peut-être, quand ce tombeau qui tient dans la plupart des romans de M. Rinaldi la place d'un monument votif sera achevé, une œuvre pourra y rassembler et y révéler toutes ses significations.

A la fin de ce roman, qui n'est encore qu'une étape dans le pèlerinage que M. Rinaldi a entrepris à la découverte de sa vérité, le narrateur est prêt à repartir pour Paris et ses simulacres. "Que faire sinon mentir et jouer devant les étoiles ?". C'est la phrase sur laquelle semble se terminer *la Confession des collines*, mais elle ne fait que renvoyer à une autre phrase d'un autre roman de M. Rinaldi, *Les jardins du consulat* : "Tout ce que l'on invente nous ressemble". On retrouve dans *la Confession des collines* le même personnage secret, porteur de masques, derrière lequel, dans chacun de ses romans, M. Rinaldi dissimule sa figure ("ne sommes-nous pas tous des dissimulateurs" ? écrit-il), projetant la même lumière trouble sur des cheminements capricieux, mais obstinés, dans les souterrains de l'existence, s'enfonçant dans une profondeur d'où s'élève, en s'arrachant à une sorte d'engluement, une voix prodigieusement maîtresse de ses pouvoirs. Elle exerce sur celui qui l'écoute une fascination à laquelle il peut difficilement résister.

*
* *

Il y a longtemps que le Prix Goncourt n'était pas venu récompenser un jeune talent inconnu. M. Jean Rouaud est, paraît-il, marchand de journaux et de livres dans un kiosque de boulevard parisien. De la vente à l'écriture de la chose imprimée, les courriéristes littéraires, toujours friands de l'anecdotique, ont été sensibles à cette promotion. On nous a dit que ce marchand de livres et de journaux lisait beaucoup. Lorsqu'on lit beaucoup et qu'on écrit un premier livre, on ne peut qu'avoir subi et qu'exprimer des influences : *Les Champs d'Honneur* (8) exprime des influences parfaitement assimilées. Disons les plutôt, enrichies par des apports.

Celui de Claude Simon est évident et d'ailleurs avoué. D'autres sont passés inaperçus. *Les Champs d'Honneur* où "coula à flots le sang de France en 1914-1916", note en sous-titre M. Jean Rouaud, et où deux de ses oncles sont tombés, si tant est que le romancier et le narrateur du roman ne fassent qu'un, nous renvoie au François Nourissier d'*Une histoire française* et au Guy Dupré du

Grand coucher et des *Mamantes*. M. Jean Rouaud, né au lendemain de la malheureuse guerre de 1939, récite la même litanie sacrée - Vimy, Ostende, Dixmude, les Eparges - que les fils des vainqueurs de 1918. Mais l'enfance qu'il évoque, l'enfance dont les souvenirs sont gravés sur le fronton des monuments aux morts des places de nos villages ne fait que basculer dans la lente décomposition du néant et c'est là, dans la mise en fresque par une main déjà magistrale de cette décomposition, de cette danse macabre, que l'on en revient à Claude Simon.

L'enfance de M. Rouaud y bascule morceaux par morceaux. *Les Champs d'Honneur*, faits de ces morceaux, s'inscrit sur une toile de fond où la pluie ininterrompue de la Loire-Atlantique, le ciel et la mer indifférenciés, la terre confondue avec l'eau, la boue, un cloaque universel composent le paysage physique et moral d'un enlèvement, d'un étouffement, d'une fin de monde dans un crépuscule qui est le même que celui qui s'étendra sur les champs de bataille de la grande guerre lorsque la nappe olivâtre des gaz asphyxiants se déverse sur eux. C'est, écrit M. Rouaud, "un paysage de lamentation". Il s'en élève insistant et doux, fortement martelé, un chant funèbre envoûtant.

Aux apocalypses succèdent régulièrement, dans l'œuvre de M. Claude Simon, les genèses. Il y a dans *Les Champs d'honneur*, sous le déferlement de la boue, au tréfonds de ce que M. Rouaud nomme "un marécage infernal", là où les os se dissolvent dans une immense putréfaction, une promesse de résurrection, un commencement par les corps, toute une germination d'âmes. L'une des plus belles pages des *Champs d'honneur* est celle où l'oncle Emile se penche dans sa défroque bleu horizon, avant de repartir pour le front, sur le berceau où dort l'enfant, cette "petite chose qui est son œuvre". A la dernière page du roman, nous verrons cet enfant "victorieux", né un 2 décembre, jour d'Austerlitz et de sacre, devenu un jeune homme (il appartient à la génération de François Nourissier et de Guy Dupré), s'incliner dans son habit de Toussaint, tel un long cyprès, sur les tombeaux de sa famille. Il est "seul", dit Rouaud, emmuré dans un silence intérieur, prêt à "essayer encore". Quoi ? La vie...

C'est la protestation contre la mort, c'est l'appel de la vie au cœur de ce silence sur des champs d'honneur dévastés par le feu qui imprime au roman de M. Jean Rouaud toute sa puissante sonorité.

Philippe SÉNART

(1) Perrin

(2) Grasset

(3) Gallimard, Collec. La Pleiade

(4) Droz

(5)(7) Gallimard

(6) Bernard de Fallois

(8) Editions de Minuit

(*) *Le propos exact de Guizot est : "Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne".*

REDÉCOUVERTE DE SIMON VOUET (1590-1649)

par Henri BOURBON

Depuis quelques années grâce à l'action et aux travaux pertinents d'historiens de l'art, de critiques, de conservateurs de musée (1), on redécouvre Simon Vouet qui fut l'un des artistes les plus célèbres de son temps, le protégé à Rome du Pape Urbain VIII, mécène éclairé, à Paris de Louis XIII, monarque passionné de peinture moderne (2). L'exposition du Grand Palais à Paris consacre cette redécouverte. Elle réunit soixante tableaux, quatre-vingts dessins, trois cycles de tapisserie. Comme il était d'usage à l'époque, Vouet disposait d'un atelier rassemblant des peintres qui participaient à certaines de ses créations, mais les tableaux exposés au Grand Palais portent indiscutablement la marque du maître. On comprend mal aujourd'hui pourquoi l'œuvre de Simon Vouet dont les trois-quarts ont disparu, fut méconnue pendant plus de trois cents ans. Au cours de la première moitié du XVII^e siècle la réputation de Vouet, peintre italien, peintre français, peintre baroque, peintre classique, égalait celle du génial Poussin, surpassait celle de Laurent La Hyre et Philippe de Champaigne. Ses élèves s'appelaient Le Brun, Mignard, Le Sueur. C'est Vouet plus que tout autre qui fit de Paris l'un des centres artistiques de l'Europe. Etrange vicissitude des goûts. Dès la fin du XVII^e siècle Vouet fut victime de jugements sommaires et simplistes ; ni le XVIII^e siècle, ni le XIX^e ne lui rendirent justice ; il fallut attendre la fin du XX^e siècle pour que l'on assiste enfin à une légitime réparation.

Formé à Paris par l'enseignement de son père et par le maniérisme de l'Ecole de Fontainebleau, Vouet quitte très jeune la capitale pour voyager au loin, il peint à Constantinople le portrait du Sultan, puis il séjourne à Venise. En 1614 il se fixe à Rome. Fasciné par l'art italien, il subit l'influence du prestigieux Caravage, mort depuis peu, et il adopte, dans ses débuts, la manière sombre et dramatique alors en vigueur à Rome. Mais sensible aux principaux courants esthétiques d'Italie, il admire la somptueuse luminosité des maîtres vénitiens s'inspirant surtout de Véronèse. Il apparaît proche de l'école bolonaise avec laquelle il a d'évidentes affinités ; il est séduit par Giovanni Lanfranco et son illusionnisme baroque, par Annibal Carrache qui annonce un classicisme dynamique ouvert à la nature et au réel. Vouet enrichit ses connaissances par des voyages à Parme, à Bologne, à Modène, à Milan. Vouet plaît. Il peint d'importants tableaux d'Eglise, des tableaux de chevalet, des portraits admirables où le réalisme fait sa part à la psychologie. Il reçoit des commandes non seulement de la société romaine, mais de Gênes et de Naples. Il s'impose dans le milieu artistique de la ville pontificale au point d'être élu Prince de l'Académie de Saint Luc, en 1624,

distinction qui n'avait jamais encore été accordée à un étranger. Il jouit de l'estime de ses pairs et de la considération des collectionneurs. L'originalité de sa peinture s'affirme : discrétion du clair-obscur, délicatesse des harmonies de couleurs, rayonnement de la lumière, sens de l'espace et du mouvement, ordonnance savante des compositions. "La Sainte Famille avec Sainte Catherine", "La naissance de la Vierge", "L'apparition de la Vierge à Saint Bruno", "La diseuse de bonne aventure", "La sainte Famille avec Saint Jean-Baptiste", "La tentation de Saint-François", "Le Temps vaincu", comptent parmi les œuvres majeures de la période romaine.

En décembre 1626 Louis XIII signifie à Simon Vouet, auquel il versait une pension, sa volonté qu'il revienne en France. En 1627 le peintre s'installe définitivement à Paris, logé par le Roi dans l'un des bâtiments du Louvre.

Allégorie de la Richesse (Musée du Louvre)

Force, Justice” : l’enchantement d’un ensemble aérien aux chaudes tonalités ; “L’allégorie de la Charité” et “L’allégorie de la Richesse” : le chant triomphal des ors ; “L’allégorie des bienfaits de la Paix”, “L’allégorie de la Prudence” : des rythmes élégants d’amples et précieux drapés. Il prend plaisir aux sujets mythologiques. “L’enlèvement d’Europe”, “Polymnie”, “Vénus et Adonis”, “Diane au repos”, “Nymphes essayant les flèches de l’Amour”, “Le triomphe de Galatée”, “Saturne vaincu par l’Amour, Vénus et l’Espérance” présentent sous des couleurs vives et superbes, dans des attitudes d’une grâce infinie, de belles et opulentes jeunes femmes aux formes voluptueuses, aux chairs nacrées.

Vouet évolue avec aisance du profane au religieux. Il reçoit et satisfait de nombreuses commandes de tableaux d’Église. Par l’architecture de sa composition et la disposition des personnages dont l’habileté est magistrale, “La Présentation de Jésus au Temple” (une commande de Richelieu) constitue l’un des grands chefs d’œuvre de la peinture monumentale. Dans “L’apothéose de Saint Eustache” les envolées célestes supportent la comparaison avec les ascensions baroques italiennes les plus mouvementées.

Sa très charnelle “Madeleine repentante” n’exprime aucune inquiétude métaphysique, mais elle unit grâce féminine troublante et spiritualité apaisée ; Vouet offre de la vie intérieure une vision profondément différente de celle de Philippe de Champaigne ou de Georges de La Tour.

A la demande du Roi, Simon Vouet fit tisser plusieurs cycles de tapisserie ; il mit au point un nouvel art de la tapisserie d’où naquit une tradition française qui s’illustra au XVIII^e siècle avec les créations de Boucher. “Moïse sauvé des eaux” montre splendidement la vocation décorative de Vouet et sa sensibilité aux paysages.

L’art de Vouet n’est pas un art de méditation, c’est un art qui invite au bonheur.

Le regard que le peintre pose sur le monde et sur les êtres est un regard heureux ; dans ses toiles religieuses la sérénité l’emporte sur le pathétique. Son univers est un univers de paix et d’harmonie, de beauté et de douce sensualité.

Henri BOURBON

La présentation de Jésus au temple (Musée du Louvre)

Le style de Vouet atteint, dans la période française, son plein épanouissement. Son œuvre devient une forte et séduisante création lyrique, sensuelle et tendre, avec des merveilleux effets de draperies et de lumières dans une parfaite maîtrise de construction. Sa facture évolue. Sa palette s’éclaircit ; son chromatisme est souvent audacieux, ses accords toujours subtils et raffinés. Il porte une attention particulière à la figure humaine.

L’activité de Vouet est intense. Il décore palais, châteaux, demeures nobles et bourgeoises, oratoires privés, cabinets d’amateurs, il obtient de multiples marchés, devient riche. Sa production est considérable, d’où la nécessité de recourir au concours d’un atelier, ce qui explique le caractère inégal de certaines de ses œuvres (3). Travailleur rigoureux, le Premier Peintre du Roi est toujours à la recherche d’une plus grande perfection dans son art, ses remarquables dessins et études de figures en témoignent.

Vouet peint magnifiquement des allégories qu’il traite en leur enlevant tout caractère d’austérité ou de froideur. “Les quatre vertus cardinales, Tempérance, Prudence,

(1) Citons notamment le professeur Jacques Thuillier, commissaire général de l’Exposition Vouet, Pierre Rosenberg, Barbara et Arnaud Brejon de la Vergnée, Georgette Dargent, Jean-Pierre Cuzin. L’exposition du Grand Palais est la première exposition, depuis quatre cents ans, consacrée à Simon Vouet.

(2) A la mort de Louis XIII en 1643 la régente Anne d’Autriche conserve à Vouet le soutien de la monarchie.

(3) La collaboration étroite du peintre avec son atelier rend difficile le travail des historiens de l’art ; la distinction n’est pas simple entre une œuvre de l’artiste, une œuvre attribuée à l’artiste, une œuvre de l’atelier de l’artiste, une œuvre de l’entourage de l’artiste. D’où parfois des divergences autour des attributions.

DISQUES par Marc DARMON

Giuseppe VERDI : *La Traviata*
Gaetano DONIZETTI : *Lucia de Lamermoor*

Maria CALLAS, Giuseppe DI STEFANO
Chœurs et Orchestre de la Scala de Milan, Carlo Maria GIULINI, 28 mai 1955
Orchestre du RIAS de Berlin, Herbert von KARAJAN, 29 septembre 1955

2 Coffrets à prix réduit de 2 CD EMI CMS 7636282 et CMS 7636312

Il s'agit sans aucun doute de deux des plus belles soirées d'opéra des cinquante dernières années. Ces deux enregistrements publics, très célèbres, sont enfin disponibles en Compact Disc dans de bonnes conditions sonores.

Plusieurs raisons font de ces deux enregistrements des références incontestables. En 1955, la voix de Maria Callas est à son sommet et la cantatrice a toujours été exaltée par la présence du public, au point que ses enregistrements en public sont toujours préférables à ses enregistrements en studio. De plus il s'agit de deux des rôles (avec Norma, Médée...) qui convenaient le mieux à la Callas et auxquels elle s'identifiait le plus. Les partenaires de Callas sont excellents : Giuseppe Di Stefano, Rolando Panerai, Ettore Bastianini étaient à l'époque des valeurs sûres du Bel Canto. La direction d'orchestre est exceptionnelle, Herbert von Karajan et Carlo Maria Giulini étant devenus depuis deux des plus grands chefs d'orchestre de la seconde moitié du siècle.

La direction des chanteurs est également remarquable. Il ressort de ces enregistrements une théâtralité dont on n'a plus l'habitude. Le travail d'équipe, que la présence d'une personnalité comme Callas aurait pu interdire, est toujours apparent et il est significatif que le seul passage qui soit réclamé en bis par le public (et accordé, fait exceptionnel pour un ensemble) soit le sextuor de Lucia.

Malgré une prise de son qui trahit largement son âge (surtout *La Traviata*) mais restaurée le mieux possible, redisons-le, ces deux coffrets restent des documents indispensables, passionnants pour les mélomanes.

Anton DVORAK : *Symphonie n° 9 "Du Nouveau Monde"*

Orchestre Philharmonia, Eliahu INBAL
1 CD TELDEC 2292-46468-2

La Symphonie du Nouveau Monde du compositeur tchèque Anton Dvorak est une des œuvres les plus populaires du répertoire symphonique. Dvorak l'écrivit en 1893, alors qu'il vivait à New York.. Le compositeur a été fortement influencé par la musique des Indiens et des Noirs américains, mais la symphonie garde un caractère

slave marqué.

Les réussites discographiques de cette œuvre très souvent enregistrée (plus de 30 versions disponibles en Compact Disc) sont nombreuses : les versions de référence sont signées par Karel Ancerl et Vaclav Talich, tous deux à la tête de l'Orchestre Philharmonique Tchèque ; plus récents, avec d'excellentes prises de son, les enregistrements de Karajan (Deutsche Grammophon), Solti (DECCA), Dohnanyi (DECCA) et Neumann (SUPRAPHON) sont de très haute qualité.

Le nouveau disque d'Eliahu INBAL est également recommandable à plus d'un titre. Cet enregistrement peut être caractérisé par la vie et la transparence qui frappaient déjà les auditeurs de la magnifique intégrale des symphonies de Mahler dirigées par le même chef (DENON). Vie et transparence de l'interprétation tout d'abord, car les tempos sont animés et prenants et les détails instrumentaux sont toujours mis en valeur sans être occultés par la masse orchestrale. Vie et transparence de la prise de son qui réalise un bon compromis entre une restitution vivante et spectaculaire et une clarté à tout instant, même lors des tutti orchestraux généralement délicats à reproduire. C'est sans aucun doute une excellente version moderne de ce chef d'œuvre.

Le "Pigeon des Bois" op. 110, poème symphonique composé en 1896, complète ce disque. Une œuvre très intéressante, jouée avec le même bonheur.

Félix MENDELSSOHN : *24 lieder*

Nathalie Stutzmann, contralto ; Dalton Baldwin, piano
1 CD ERATO 2292-45583-2

Félix Mendelssohn est un des rares compositeurs romantiques qui n'eut pas à affronter de problèmes sentimentaux ou financiers. Né dans une famille aisée et musicienne, il vécut une vie paisible qui transparait tout à fait dans sa musique, toujours belle mais jamais tourmentée. Il fut un compositeur précoce qui écrivit 6 symphonies avant 13 ans et composa entre 13 et 16 ans beaucoup d'œuvres de grande valeur (Octuor, symphonies pour cordes, concertos...).

Doué d'un réel talent de mélodiste, il écrivit un grand nombre de lieder, injustement méconnus, ainsi qu'une cinquantaine de "romances sans paroles". Les 24 lieder qu'interprète ici Nathalie Stutzmann, sur des textes signés Goethe, Schiller, Heine..., sont d'un abord facile et procurent un plaisir immédiat. La superbe voix de contralto de la chanteuse est très bien restituée par un enregistrement numérique de grande qualité. Le grand accompagnateur Dalton Baldwin est un soutien remarquable. Il s'agit sans conteste d'un disque original, permettant de découvrir des œuvres méconnues et très belles dans une interprétation irréprochable.

notes de Lecture

● Libre culture de Jacques Rigaud

“Libre culture”? Ce titre vous attire-t-il ? Pour brutalement parler, il ne me disait rien qui vaille. Le discours sur la politique culturelle me paraissait ressassé jusqu’à l’usure.

Ainsi ai-je ouvert ce livre par devoir. Surprise, je l’ai lu avec un intérêt soutenu. Et, même, plaisir !

La personnalité de l’auteur, son style d’approche de la “culture”, ses idées enfin, expliquent cet intérêt inattendu et ce plaisir inespéré.

L’auteur ? Il se caractérise par un “curriculum culturel” chargé qu’il serait irrévérencieux - pour vous et pour lui - de rappeler. Inutile d’égrener tous les postes de haute responsabilité occupés avec compétence par Jacques Rigaud du temps où il était “grand commis” au Conseil

d’Etat à celui, dans la décennie 70, où il devint notamment “entrepreneur culturel”.

Un entrepreneur à double face : président de RTL, la première station de radio de France, et président de “La Chartreuse du Val-des bénédictions” (à Villeneuve-lès-Avignon). Dualité qui lui permet de se présenter comme un *“personnage hybride, voire interlope, engagé d’un côté dans l’action culturelle et, de l’autre, dans les médias commerciaux”* (p. 14). Interlope et fier de l’être ! Que de volupté dans cette présentation !

Cependant, Jacques Rigaud se caractérise, non moins, par un certain rapport à la “culture”, à la politique culturelle, à l’action culturelle. Quand il arriva au ministère des affaires culturelles, au début des années 70,

Malraux n'avait pas décampé depuis très longtemps. Cette proximité doit expliquer que Jacques Rigaud avoue "avoir vécu une sorte de conversion", avoir connu "une révélation" (p. 14). Bref, la rue de Valois pouvait être un chemin de Damas !

Le style d'approche ? Il résulte du propos du livre, clairement annoncé : "Témoignage des opportunités saisies et des occasions manquées depuis vingt ans, je ne peux prendre mon parti d'une routine gestionnaire entrecoupée de quelques coups médiatiques... J'ai, sans prétendre donner de leçons, deux ou trois choses à dire sur la culture, et, au delà des doutes, des lassitudes et parfois des colères, de la ferveur à partager" (p. 45).

Autant indiquer que ce livre n'est pas un média "froid". Ça chauffe dans ces pages ! Si les grosses colères sont rares - il n'y en a que deux, dont Marc Fumaroli et Alain Finkielkraut font les frais (p. 395 et suivantes), plus une colère refroidie contre Maurice Druon (p. 86) -, les colères et mouvements d'humeur retenus ou filtrés se suivent. Ils donnent du piquant au livre et nous valent des bonheurs de plume.

Normal, cela. Puisque ce livre se veut et est un livre de "ferveur", selon un mot que chérit Jacques Rigaud. Il le célébrait, déjà, dans son précédent livre ("La culture pour vivre. Gallimard 1975) mais en laissant moins - ce me semble - éclater sa "ferveur".

Au demeurant, s'il y a de la ferveur tout au long, le livre se déploie sur des registres divers. Jacques Rigaud sait être historien. Il se fait souvent "mémorialiste" - à vrai dire l'originalité du livre tient, en partie, à cet aspect. Il esquisse aussi chemin faisant un traité pratique, voire théorique, de l'art et de la manière de gérer la "culture" par "arbitrage entre la rigueur et la folie" (p. 161), en devenant "synthèse de géomètre et de saltimbanque" (p. 15), "au service des enchanteurs" (p. 9). Voilà qui empêche la monotonie.

Quant aux "deux ou trois choses à dire sur la culture", quelles sont telles ? Pour ma part, j'en ai, parmi d'autres, repéré cinq principales.

Première "chose" : A lire Jacques Rigaud, la "culture" est indéfinissable semble-t-il.

Certes, il tient que "le dogme du "tout culturel", lancé au début des années 80" (p. 40) "participe d'un calcul politique qui, succédant à l'ancienne formule "pas d'ennemi à gauche", entend se concilier les nouvelles aspirations.. des jeunes générations" (p. 406).

Oui mais... - comme souvent, la pensée très "centriste" de Jacques Rigaud tend à se situer entre deux extrêmes. Il a autant de répulsion - et même davantage - pour "ceux qui, s'attribuant un pouvoir d'homologation culturelle", se croient le droit de définir une "haute culture". Cette attitude relève "d'un élitisme conservateur mais aussi d'une tradition de gauche, l'élitisme républicain" (p. 406).

Dans l'entre-deux, la culture flotte. Jacques Rigaud

est "ouvert". Avec délicatesse : "Si la culture est, pour chacun de nous, l'accès à la plénitude, au nom de quoi puis-je démontrer à un jeune que son enthousiasme au cours d'un concert de Madonna est vil ou simplement médiocre, comparé à celui que l'on peut éprouver en écoutant Raimondi ou Brendel, même si, pour moi, il s'agit de deux mondes musicaux littéralement incomparables ?" (p. 406).

Personnellement, je souscris à ces lignes.

Deuxième "chose". Le combat culturel est "à recommencer" (p. 24). Cette prise de position peut paraître paradoxale puisque "grâce à l'implication du président de la République et à l'omniprésence médiatique d'un ministre, la politique culturelle jouit dans l'opinion d'un prestige inégalé jusqu'ici" (p. 342). Puisque, aussi, les "institutions phares" - Beaubourg, Orsay, La Villette, etc - brillent de tous leurs feux.

Oui, mais il y a du désenchantement dans les esprits. Les "fantassins de la culture" ont perdu leurs illusions. "La croyance que la culture n'avait pas à se soucier de son financement" (p. 37) et que l'argent public suffisait. Egalement "cette idée que le développement culturel était une sorte d'évangélisation, un moyen de changer la vie" (p. 39). Or, le public a fui et la vie n'a pas changé. Tant et si bien qu'au fin fond, peut-être, F. Mitterrand, "est-il hanté par le reproche que personne n'ose lui faire... si la gauche a dû renoncer à ses utopies... que n'a-t-elle entretenu sa part de rêve, non seulement pour bâtir de nouveaux palais, mais pour susciter l'aspiration à la culture dans le cœur des humbles ?" (p. 83).

Bref, voici la fin d'un âge. D'un "âge d'or" ? D'un âge qui fut vécu intensément. A l'évidence, pour Jacques Rigaud, il ne faut pas que l'on largue la fin avec le rêve.

Troisième "chose" : on est tenté de la formuler ainsi : plaider pour un "Etat modeste". Cet emprunt à Michel Crozier étant d'autant plus légitime que ce livre, édité par *Le Débat*, s'inscrit dans les perspectives de la Fondation Saint-Simon ou dans d'autres très voisines.

Il a existé un "modèle français" de politique culturelle. Une "exception française", en ce domaine aussi. Avec, évidemment, l'Etat au sommet. Un Etat tutélaire. Ce "modèle français" a connu depuis Georges Pompidou une dérive qui l'a ramené à l'Ancien Régime : il est devenu monarchique.

Aussi J. Rigaud est-il conduit à évoquer l'attitude des Présidents face à la "culture". Ce sont parmi les pages les plus originales du livre (p. 72 et suivantes) et qui l'entraînent à une analyse psycho-politologique d'une grande finesse : "Les dossiers culturels sont pour un président une bien douce consolation. Là, il peut décider vraiment, et seul..." (p. 76). De la décision culturelle comme compensation à l'impuissance sur les autres questions !

Quoiqu'il en aille, ce modèle "à la française" a été des plus efficaces. Il peut "revendiquer un bilan impressionnant" (p. 97). Oui mais... Le voici frappé "d'archaïsme" (p. 333). Condamné à la fois par son succès et par les

limites de son succès, que les limites de la politique culturelle de la gauche au pouvoir - si J. Rigaud est sévère pour celle-ci, il est impitoyable pour "la médiocrité et l'absence d'imagination" entre 86 et 88 - mettent en lumière.

Il est, par conséquent, urgent de procéder à une "révolution copernicienne" (p. 367). De passer du pluralisme à "la pluralité". Pour un peu, J. Rigaud dirait : de rendre la parole culturelle à la société civile. Comment ?

D'abord en introduisant dans le champ culturel de nouveaux acteurs. J. Rigaud est l'apôtre ardent de l'un d'eux. Voilà des années qu'il tente de le mettre dans le coup : l'entreprise. Ce n'est pas un hasard et il est significatif qu'au centre du livre, soixante pages (p. 163-223) soient consacrées au mécénat.

Histoire, analyse d'expériences, des premiers succès etc. La minutie du plaidoyer est étonnante, et significative de la profondeur du fossé entre la "culture" et les "affaires" dans la société française. Ça change toutefois. Par l'action de J. Rigaud et par la conversion de la gauche à l'entreprise, aussi.

Ensuite, J. Rigaud préconise une "mutation" du ministère pour le libérer de la parcellisation féodale et des blocages corporatistes. Egalement, de nouveaux processus institutionnels, obligeant l'Etat au partenariat. Notamment, un Plan de développement culturel. Ah ! VI^e Plan ! Nostalgie ! Nostalgie !

Ces analyses et ces propositions sont intéressantes. Mais, encore davantage, les incidentes qui s'y insèrent et viennent de l'expérience. Sur l'art et la manière de gérer l'invention et la gestion d'un "lieu de culture", Orsay ou la Chartreuse étant pris comme exemple. Ce qui nous vaut une théorisation "à la Hauriou" d'une institution culturelle (p. 141 et suivantes). Et même sur l'art et la manière pour un décideur de gérer son agenda, en y laissant "la part du pauvre" (p. 183).

Quatrième "chose". Sans surprise ! Incontournable ! Il faut "une Europe de la culture" (p. 274). Oui mais : "Rien ne paraît aussi complexe que cette Europe de la culture" Ouf ! On ne tombe pas dans le "il n'y a qu'à"...

L'important pour J. Rigaud est la création de "cinq ou six autres pôles (c'est-à-dire s'ajoutant à la Chartreuse) de même vocation dans des secteurs bien choisis de l'Europe du Nord et du Sud... qui soient pour l'Europe de la culture, à l'aube du XXI^e siècle, des centres semblables à ce que furent les grands monastères et les principales Universités de l'Europe médiévale" (p. 321).

Bizarre ! Le Moyen Age a beaucoup fasciné Rue de Valois ! Malraux rêvait des cathédrales ! Voici le grand rêve des nouveaux monastères. Il est des générations pour lesquelles la culture a des airs de religion.

Cinquième "chose" et dernière (que nous retiendrons, libre à chacun d'en trouver d'autres !) : selon la philosophie de la culture de l'auteur, les voies de la culture sont impénétrables.

Parce que "la culture n'est ni une prestation, ni une consommation". "Elle est... une attitude devant la vie" (p. 414), parce qu'elle "a la fragilité du vivant" (p. 240) - ah ! "fragilité" ! que J. Rigaud aime ce mot ! presque autant que "ferveur" ! -, aucun chemin n'est sûr vers la "plénitude".

"Parmi tous ceux qui visitent un monument, un musée, une exposition... un grand nombre ne sortiront ni plus ni moins transformés..." (p. 240). A l'inverse, J. Rigaud admet - ce me semble - que la culture peut, aussi germer et fleurir au long des chemins les plus creux. Pour un peu, il se laisserait aller à dire : la culture est "grâce".

Cette approche le conduit à une stratégie d'action culturelle subtile. Il ne s'agit pas de pilonner le public. Le matraquage culturel provoque la fuite ! "Libre culture" signifie que nul n'est obligé de se cultiver. Que le choix de la "culture (est) en liberté". S'il faut, donc, des "lieux de culture", il ne faut pas que tout devienne "lieu de culture". D'ailleurs, tout ne peut pas le devenir. En revanche, il faut multiplier les "offres" de culture, les allusions à la culture et à ses œuvres, les invites à la et les découvrir. J. Rigaud opte pour une action culturelle non par le prêche mais par la séduction. Une stratégie des "clins d'yeux", si j'ose dire !

Cette attitude explique, tout au long, son chapitre sur "la vocation culturelle des médias" (p. 223). Enfin ! une analyse en finesse des possibilités et des impossibilités des médias de masse et de la télévision, en particulier. Enfin ! on sort des lieux communs de café de commerce et de cénacle - ce sont les mêmes - sur les émissions culturelles et celles qui ne le sont pas. Enfin ! une analyse qui, tout en insistant sur les liaisons entre "culture" et "communication", creuse non moins l'écart : "L'œuvre de culture, par essence éphémère, vise l'immortalité ; le produit médiatique, indestructible dans ses composantes d'images et de son enregistrements, s'absorbe dans l'éphémère" (p. 241). Chaque univers a son destin. Fondamental cela !

Voilà pourquoi, J. Rigaud croit que la "vocation culturelle" des médias de masse est, surtout, "une vocation d'éveil", de signalement que la culture existe : "Il n'est pas en leur pouvoir de satisfaire en profondeur le besoin de culture mais au moins de l'éveiller, de susciter l'envie. A l'auditeur, au téléspectateur de prendre alors l'initiative. "Lève-toi et marche", tel devrait être le message culturel des médias à leur public. Leur mission s'arrête là..." (p. 273).

Au passage, curieuse n'est-ce pas cette phrase. Avec ces mots : "vocation", "mission", "lève-toi et marche". La culture comme nouvel avatar de la religion ! Malraux persiste. S'il ne signe plus.

Ce livre, vaut le détour. Et, si vous voulez parler de "culture" et "télévision", avec intelligence, détour obligé.

René PUCHEU

Ed. Gallimard (le Débat), 1990

● Le Sénat dans la société française de Jean Cluzel

On connaît surtout le sénateur Cluzel pour les adonations annuelles, sévères et toujours informées qui accompagnent le rapport sur le budget de l'audiovisuel dont il est devenu le spécialiste incontesté. Dans le premier volume de la collection "Mieux connaître", il entreprend de présenter, avec talent, une institution qui ne lui est pas moins familière puisqu'il y siège depuis bientôt vingt ans : le Sénat.

Alternant l'érudition historique, l'évocation intimiste et l'analyse institutionnelle, Jean Cluzel renouvelle un sujet sur lequel il reste effectivement à "mieux connaître", et qui n'a sans doute pas fini de provoquer la discussion depuis le temps lointain où *France-Forum* nous conviait à en débattre, Gérard Adam, Jean Charlot et moi, lorsque le Sénat était menacé par le projet référendaire du Général de Gaulle.

Le fond du problème gît dans cet enracinement d'une institution qui fut en 1875 la clé du compromis sur la République et qu'à deux reprises le suffrage universel sauva de l'anéantissement, en 1946 et en 1969. Jean Cluzel en témoigne à travers des évocations du "sénateur parmi les siens" qui illustrent son plaidoyer documenté sur la nécessaire représentation du territoire à côté de la représentation des hommes. Mais il observe à ce propos que le Sénat ne fut jamais là où on l'attendait : institution conservatrice dans l'esprit du compromis originel, il se révéla le rempart de la défense républicaine, "conseil" marginalisé en 1946, il reprit irrésistiblement de l'in-

fluence et, allié potentiel du Gouvernement dans le schéma de 1958, il devint très vite un contrepoids à l'hégémonie présidentielle avant que le Conseil constitutionnel, que les initiatives du président Poher contribuèrent à promouvoir par ses saisines de 1971 et de 1973, ne prenne le relais après 1974.

La Haute Assemblée se trouve à cet égard devant un nouveau défi dès lors que les clivages partisans s'y inscrivent plus fortement (plus indiscrètement même pourrait-on dire à propos d'une institution consacrée à la "réflexion"), mais inversés par rapport au Palais Bourbon : quel rôle pour une seconde Chambre dans le contexte des années 90 qui s'ouvrent par une crise d'identité de l'institution parlementaire ?

Jean Cluzel s'interroge dans sa conclusion en évoquant "un régime présidentiel". Après une éclipse de près de deux décennies, ressurgit donc à nos yeux étonnés cet incroyable serpent de mer que le spectacle des présidents américains incapables d'obtenir du Congrès le moindre commencement de rigueur face à un vertigineux déficit budgétaire n'a apparemment pas encore réussi à disqualifier. Il devrait suffire au Sénat de ne pouvoir être dissous et de ne pouvoir renverser le Gouvernement pour ne pas étendre ce "privilège" aux députés !

Pierre AVRIL

Jean CLUZEL, "Le Sénat dans la société française", *Economica* 1990.

● 1990-2000 - La décennie des mal-appris de François Bayrou

Il y a des comptes rendus de lecture plus faciles à faire que d'autres. Celui-ci ira vite.

Député CDS du Béarn, délégué général de l'UDF, nommé par Jacques Chirac président du groupe permanent de lutte contre l'illettrisme, confirmé dans cette présidence par Michel Rocard, François Bayrou n'est pas encore tout à fait un quadragénaire. Parmi ses titres j'ai oublié le plus important : collaborateur épisodique (trop) de *France-Forum*, François Bayrou est de la famille. Bonne raison de l'étriller. Encore faut-il en avoir envie. Tel n'est pas le cas. Voilà le problème.

Forçons-nous un peu tout de même. François Bayrou, dans son livre, montre cette évidence : ce sont les maîtres les moins formés, les moins expérimentés, qui se trouvent devant les élèves les plus difficiles. Je suppose que, statistiquement parlant, le propos ne souffre pas discussion. Le système des fiches de vœux combiné avec celui du choix au barème fait que les professeurs les plus diplômés fuient, dès qu'ils le peuvent, les banlieues les plus multiculturelles et donc les moins gratifiantes. Reste que, n'en doutons pas, nombreux sont les maîtres, parmi les meilleurs, qui choisissent au contraire de rester là où ils sont parce que telle leur apparaît leur voie, leur vocation. D'où quelques plaintes légitimes concernant le

propos de François Bayrou entendu dans sa généralité.

Court, donc inévitablement incomplet, le livre de François Bayrou laisse une impression d'ensemble et c'est cette impression que l'on voudrait communiquer, en prévenant d'emblée qu'il s'agit d'une critique d'humour, non de l'appréciation d'un spécialiste. Ces nécessaires précautions étant prises, disons qu'il naît de la lecture de la "Décennie des mal-appris" une espèce d'enthousiasme qui tient à l'alliance du fond et du ton. Quand, comme François Bayrou, on a, obscurément, irrationnellement peut-être, ressenti l'enseignement, jusque dans le primaire, de la lecture globale, des mathématiques modernes, de la grammaire structurale, comme les étapes successives d'une entreprise dont l'idéologie se résume dans le cri antique : "du passé faisons table rase" ; quand, comme lui, on pressent les ruptures de générations que ces expérimentations irresponsables ont pu induire dans le tissu social ; quand on considère l'histoire non chronologique comme un objet culturel surréaliste propre à divertir les esprits forts et à subvertir les autres, c'est-à-dire les millions d'enfants de France qui sont en droit d'attendre de l'enseignement de l'histoire qu'il fixe la continuité des temps, qu'il rattache le présent au passé au lieu de préparer un avenir d'amnésie-

ques ; quand on persiste à voir dans l'école le lieu où pourrait s'opérer une certaine redistribution des chances sociales et que l'on constate qu'après un tiers de siècle de discours sur l'égalité, ce qui apparaît c'est l'illettrisme pour un grand nombre et la reproduction, plus rigoureuse que jamais, des privilèges de la culture pour quelques-uns ; devant tout ce gâchis, tant de paroles perdues, tant de réformes logiques et mal pensées ou pensées en vue de sauvegarder les équilibres corporatistes au sein de la FEN, on se sent saisi par l'indignation qui est celle de l'auteur du livre lui-même.

Et c'est ici que le ton porte le fond. François Bayrou sait manier l'ironie et quelques-unes de ses descriptions font sourire, d'un sourire, il est vrai, un peu jaune. Mais le ton n'est pas celui de l'amertume, encore moins celui de la méchanceté, mais plutôt celui d'une chaleureuse

sympathie tant pour le corps enseigné que pour le corps enseignant. Avant d'être agrégé de l'université, François Bayrou a été l'un de ces nombreux garçons et filles à qui l'école est venue un jour apporter l'enthousiasme du savoir, la passion des idées, la rencontre avec le maître, et, par cette rencontre, l'accès au patrimoine, le bonheur de l'œuvre, l'exaltation de la poésie et tout ce qui fait que les boursiers sont les gardiens les plus attentifs de l'héritage parce que, mieux que les héritiers, ils en connaissent le prix.

Le lecteur éprouve, à lire le livre de François Bayrou, le plaisir qui naît du talent.

André LE GALL

Ed. Flammarion

● Que faire ? Les grandes manœuvres du monde de Thierry de Montbrial

Je n'ai pas besoin de présenter Thierry de Montbrial à nos lecteurs. Pour l'avoir lu et entendu ils savent qu'en prenant connaissance de son ouvrage, ils ne risquent pas la déception, mais non plus la facilité.

Avant de rendre compte de son contenu, il faut signaler que ce gros livre de cinq cents pages est un recueil d'articles ou d'études - voire de comptes rendus de conférences parus dans de nombreux journaux et revues. Alors comment peut-il être question de se livrer ici à une étude, fût-elle superficielle, de tant de sujets et de réflexions suggérées ?

Heureusement Thierry de Montbrial a pris soin de faire précéder ses observations d'un sommaire et d'un avant-propos, révélateurs de son désir de faire part à ses lecteurs des idées que lui ont inspirées, depuis 1969, les relations internationales et l'économie politique. Une troisième partie du livre expose à plusieurs occasions les principes ou la philosophie politique qui n'ont cessé d'inspirer leur auteur. "Philosophie" ? Thierry de Montbrial hésite, peut-être avec trop de modestie, sur l'utilisation d'un terme qui lui semble un abus de langage.

Ainsi lorsqu'il expose devant des Japonais "une histoire en miniature de la pensée politique européenne", il est conduit à citer "le cas de l'Afrique Australe pour illustrer le thème du rapport entre réforme et révolution". Devant tant de problèmes abordés et de questions suggérées par l'actualité, il est frappant de remarquer qu'un même fil, une même idée, ne cessent de les relier. Thierry de Montbrial est donc un de ces hommes que leur culture, leurs connaissances et leur conscience situent parmi ces personnages pour qui la liberté, compte tenu de ses balbutiements ou de ses dérives, reste et demeurera l'étoile vers quoi devront se diriger les hommes et les sociétés. Ils sont conviés à toujours transformer des individus sans lien entre eux, autres que de primitifs instincts, en personnes conscientes de leur solidarité, de leur devoir, de leurs pensées et de leurs joies...

de leurs rêves aussi.

Ce qui précède n'a d'autre objet que celui d'indiquer aux lecteurs de Thierry de Montbrial ce qu'ils peuvent attendre de la connaissance de son ouvrage. La *constante* avec laquelle il étudie les problèmes internationaux et économiques n'est autre que *morale*. "Il n'y a pas de stratégie internationale sans conscience morale. Morale et réalisme ne s'excluent pas" écrit-il. Evidemment son réalisme le conduit à constater qu'aujourd'hui les révolutions gorbatchéviennes et de 1989 placent "le système international à l'un des points que l'on peut qualifier de bifurcation". Mais l'histoire n'est pas écrite. Ecrire ne suffit pas. Il faut agir, "Nous sommes des sociétés humaines et non des agrégats d'atomes".

*
* *

J'ai essayé - mais en d'autres termes - d'exprimer ce qu'était cette "constante" de pensée et de morale, toujours présente dans l'œuvre de Thierry de Montbrial. Comme pour concrétiser ses opinions relatives au binôme pensée-action, l'auteur cite le nom d'hommes qui lui ont paru répondre aux exigences d'une époque et d'une civilisation affreusement meurtrie par deux conflits mondiaux en un quart de siècle : ainsi Jean Monnet, Charles de Gaulle, Louis Armand, Jean Ullmo, Raymond Aron, Maurice Allais. Le repoussoir Klaus Barbie disparu, mais pas oublié, de tels personnages (on pourrait en citer quelques autres) sont parvenus à "marquer" en France leur époque et donc un moment de l'évolution de l'histoire.

Le lecteur, plus que le critique, de l'ouvrage de Thierry de Montbrial, se permettra d'insister sur un de ses derniers chapitres, à ses yeux parfaitement révélateur de la "philosophie" de son auteur : "La pensée politique européenne et sa pertinence contemporaine". Après avoir rappelé que "les racines de la philosophie remontent loin

dans la Grèce ancienne et l'Empire romain" et qu'elles appartiennent à la "tradition humaniste européenne", puis cité ce qu'il considère comme les trois œuvres maîtresses du début du XIX^e siècle : "Les principes de l'économie politique et de l'impôt" de David Ricardo (1817), "Les réflexions sur la puissance motrice du feu" de Sadi Carnot (1824) et enfin "De la guerre" de Von Clausewitz (1832-1834), trois ouvrages qu'il considère comme étant liés. Thierry de Montbrial rappelle, fort à propos, l'évolution de l'Europe. Il écrit alors : "Le problème de l'unification du marché intérieur devrait enfin être abordé de façon beaucoup plus agressive. Néanmoins, il n'est aucun exemple historique d'une construction plus réussie que la C.E.E. Malheureusement, une réflexion approfondie de la Communauté européenne fait défaut et nous sommes plus prompts à critiquer qu'à faire l'éloge de ce qui marche".

Thierry de Montbrial nous rappelle à juste titre que "les penseurs politiques ont navigué entre deux mythes extrêmes. Le premier est celui de "la paix réalisée par un empire universel", vision qui a traversé l'Histoire,

d'Alexandre le Grand et de la Rome antique à l'Union Soviétique d'avant 1989 - "mais tous les empires sont limités et mortels". "L'autre... est celui de la petite cité, isolée, sans interaction aucune avec le monde extérieur... l'Eldorado du *Candide* de Voltaire. Mais l'Eldorado n'existe pas : l'interdépendance est une réalité universelle".

Dans ces conditions, pour Thierry de Montbrial, l'avenir de l'Europe, qui "dispose d'un capital considérable", dépend à court terme de "son aptitude à s'adapter" à un monde qui ne cesse de changer, à long terme de sa capacité de demeurer "un laboratoire historique unique".

Des laboratoires peuvent sortir les découvertes les plus extraordinaires. Celle de la domination de l'univers par l'homme est encore à faire.

Jean TEITGEN

Thierry de MONTBRIAL - "Que faire ?" Ed. La Manufacture.

● Dominique Arban ou la passion des lettres

Dans les années 50 et 60, Dominique Arban, romancière, critique, essayiste, fut une des figures centrales de la vie littéraire et artistique de Paris. Elle commença comme poétesse et romancière dans les années trente, mais son vrai domaine, sa passion, c'était la critique des lettres et du théâtre. Les essais qu'elle avait consacrés à Dostoïevski dont elle traduisait la correspondance, constituent la meilleure introduction à la connaissance de ce géant de la littérature russe. Elle eut aussi beaucoup de succès avec son adaptation, pour la télévision, des *Frères Karamazov*. Et son émission radiophonique "Etranger, mon ami", qu'elle poursuivit pendant 32 ans, se range parmi les meilleures productions de la Radio française. En publiant après de longues années de silence ses *Souvenirs* (1), à plus de quatre-vingt ans, elle rappelle à notre mémoire non seulement les auteurs qui, après avoir été les objets de sa critique, sont devenus ses amis - Gide, Camus, Bachelard, Cocteau, Julien Gracq, Barthes, pour n'en nommer que quelques uns -, mais soulève aussi, modestement, pudiquement, le voile sur sa propre existence romanesque : son enfance en Russie "emplies de flocons blancs", ses parents juifs russes, propriétaires terriens immigrés en France avant la première guerre mondiale.

La langue maternelle de Dominique Arban fut le russe. Ses premières amours s'appelaient Pouchkine et Lermontov, mais, lycéenne dans le XVI^e arrondissement, elle découvrit Racine, Corneille, Molière, Edmond Rostand, Apollinaire. Et écrivit ses premiers vers en français.

L'année fatidique 1933 marque un tournant dans sa vie. Tournant paradoxal : la jeune Juive russe, "de lignée

cultivée, libérale" comme elle le dit, se trouve engagée comme secrétaire de rédaction par Henri Massis, directeur d'un hebdomadaire édité par Plon. Or Henri Massis, ami de Maurras, de Thierry Maulnier, de Robert Brasillach et de Bardèche, est un des chefs de file de l'extrême droite littéraire, collaborateur de l'Action Française. Dominique, qu'on appelle encore Nastia, tombe dans le piège de ce qu'elle appelle "l'amour absolu" pour Massis, un amour absurde payé de retour et qui perdurera même après le jour où elle découvrira "le scandale et l'horreur" qui gisaient au fond du cœur de tout le groupe pervers des futurs collaborateurs, c'est à dire leur racisme, l'antisémitisme viscéral de ses amis. Le choc est dur, elle tente de se suicider mais la liaison avec Massis reprendra et ne finira que le jour où l'ami, partant pour le Vichy de Pétain, l'abandonnera à son sort.

Et ce fut l'occupation, des cachettes procurées par un prêtre résistant, le Père Carré, et la princesse Anne-Marie, cousine du roi de Belgique, qui la prennent en charge alors que tous ses autres amis chrétiens l'ont abandonnée.

La vraie vie de Dominique, son insertion dans la vie intellectuelle de Paris commence après la Libération. Elle fait la critique théâtrale du magazine *Opéra*, se révèle comme excellente intervieweuse. La rencontre avec Albert Camus est déterminante. L'auteur de "l'homme révolté" et de "Caligula" - "jeune, net, le regard droit" - l'appelle à faire la rubrique littéraire de "Combat" qu'il dirige encore avec Pascal Pia, en remplacement du célèbre Lemarchand qui s'était battu courageusement pour faire reconnaître le génie de Ionesco. Camus apprécie "sa plume griffeuse et son ton vif.

Dominique Arban devient une figure du Café Flore, dont le nom énoncé "se fait retourner les têtes"... "J'étais courtisée" écrit-elle. Elle a le don de faire parler les auteurs. Par exemple Claudel, dont elle adore les "Grandes Odes" et le "Partage de Midi" mais déteste le "Soulier de Satin" et "L'annonce faite à Marie". Camus l'envoie interroger le vieil homme qu'elle trouve "chenu, replet, mais vif". Elle rapporte de cette rencontre un interview qui éclate telle une bombe dans le monde littéraire. Car Claudel condamne en bloc la jeune littérature, les surréalistes qui se veulent héritiers de Rimbaud, les existentialistes, ceux qui "dans un univers privé d'espérance rebâtissent sur l'homme seul un système de valeurs morales". C'est Sartre et Camus qui sont visés. Mais les jeunes ne sont pas les seuls que le "marteau-pilon" de la littérature rejette. Claudel foudroie son vieil ami Gide également. "Je ne lui reconnais aucun talent", dit-il, "ce qui me demeure incompréhensible, c'est son influence. Du point de vue artistique, Gide ce n'est rien".

Claudel ajoute : "J'ai beaucoup fréquenté Gide quand je le croyais profondément chrétien - et que j'ignorais son défaut abominable".

Puis Claudel se détourne pudiquement pour ajouter : "Oui, jusqu'au moment où j'ai connu cette... faille. Il y a une police nécessaire contre les empoisonneurs".

La conversation publiée par *Combat* et surtout les mots "défaut" et "faille" font la joie de Gide qui "hoquetait de rire en le lisant", et voudra qu'on insère l'entretien entre les deux parties du volume de la *Pléiade* reproduisant la correspondance Gide - Claudel.

Je ne puis citer toutes les anecdotes, tous les portraits des personnalités qui émergent des souvenirs de Dominique Arban, riches en matériaux pour les historiens de la littérature de l'après guerre. A part des écrivains français, elle fait découvrir au grand public Henri Miller, Lawrence Durrell, Alejo Carpentier, Garcia Marquez, Borges.

Les pages où elle évoque les soirées dans l'abbaye de

● Soljenitsyne attaque Gorbatchev

Pendant six ans le monde politique et littéraire aura attendu de savoir ce que pense Alexandre Soljenitsyne de l'inventeur de la glasnost, de la pérestroïka, nouveau maître du Kremlin : Michaël Gorbatchev.

Enfin la bombe - le scoop comme on dit dans le style journalistique - est là, et elle éclate. Alexandre Soljenitsyne, porté par son lyrisme, foudroie Gorbatchev. Comment se fait-il que celui-ci n'ait pas dénoncé les catastrophes qu'a apportées depuis 1917 en Russie le marxisme-léninisme ? Pourquoi ne montre-t-il pas que ce système stupide a détruit le tiers de la population, soit par un comportement obtus et même suicidaire pendant la deuxième guerre mondiale, soit par la déportation au goulag ? Tout un appareil, sous couvert d'un "simulacre

Royaumont, où j'ai fait sa connaissance au début des années cinquante, sont particulièrement émouvantes. On allait passer la fin de la semaine dans ce qui restait de cette admirable bâtisse du XII^e siècle et dont le propriétaire, le grand ingénieur M. Gouin, a fait un lieu de rencontre pour intellectuels et artistes, une fondation à la mémoire de son beau-frère pianiste qui ne revint pas de déportation. A la longue table du réfectoire gothique, Dominique Arban était entourée de Roger Caillois, Laurent Schwarz, Francis Régis Bastide, des jeunes espoirs d'alors tels que Jean Paris, Michel Butor, Alain Robbe-Grillet, dont les Editions de Minuit venaient de publier le premier roman, "La Gomme", refusé par Gallimard. Puis il y eut Nathalie Sarraute, autre étoile du nouveau roman, Clara Malraux, Edgar Morin, Lucien Goldmann.

Royaumont avait aussi sa légende tissée autour d'un de ses habitants permanents, en la personne de M. Dormon, le plus grand des sinologues français, dont on chuchotait qu'il avait été l'amant de feu l'Impératrice de Chine. Il s'était retiré à Royaumont avec sa précieuse bibliothèque qu'il légua à la Fondation Gouin.

"Qui êtes vous ?" demanda Dominique à Borges qui se prêtait à une de ses interrogations radiophoniques. "Comment voulez-vous que je sache qui je suis ? Je ne sais même pas la date de ma mort".

C'est par cette boutade que Dominique Arban termine son livre, dans lequel, avec beaucoup de modestie, elle montre qui elle était, qui elle est : une intelligence, une curiosité, une passion des lettres toujours en éveil, celle qui a fait connaître à plusieurs générations les valeurs les plus sûres de la littérature française et mondiale, comme le rappelle André Brincourt, son ami, avec lequel elle collabora longtemps au *Figaro Littéraire*.

François FEJTÖ

(1) Dominique ARBAN, "Je me retournerai souvent, Souvenirs", Flammarion, 1990, Paris.

d'instruction", d'une industrialisation désuète, n'a laissé au peuple russe qu'une issue : l'ivrognerie. Qu'a fait Gorbatchev pour redresser la barre ? Glasnost, pérestroïka débouchent seulement sur de "pitoyables déplacements de pions au sein du Comité Central", sur un simple "bricolage du système électoral".

Quelle raison à cette attitude ? Et l'accusation tombe : "afin d'éviter au Parti communiste soviétique de perdre le pouvoir". On ne supprime même pas "l'autorisation de résidence", laquelle, en elle-même, rend impossible toute liberté individuelle. Dès lors Alexandre Soljenitsyne reprend le combat et jette son cri d'alarme : "L'horloge du communisme a sonné tous les coups. Mais l'édifice de béton n'est pas encore écroulé. Et il ne faudrait pas qu'au

lieu d'en sortir libéré, nous périssions écrasés sous ses décombres".

Gorbatchev aurait dû, affirme Soljenitsyne, concentrer en tout premier lieu ses efforts sur un espace plus restreint que l'immense empire russe. Dix Républiques Fédérées veulent nous quitter : qu'elles s'en aillent, et au besoin nous devrions les y pousser. Que les trois Républiques Baltes, les Trois Républiques transcaucasiennes, les quatre Républiques d'Asie Centrale, qui veulent vivre leur vie, le fassent dès maintenant. L'essentiel, c'est la Roussie, l'Union des Républiques Russes, qu'il faut sauver. C'est-à-dire l'Ukraine (ou Petite Russie), la Biélorussie (ou Russie Blanche) et la Grande Russie (communément appelée la Russie). Leur division n'est que la conséquence, comme le prouve la Sainte Chronique de Nestor, de la déplorable invasion mongole. Et M.P. Dragomanov remarque pertinemment que les trois "nations" en question sont à la fois "inséparables mais immélangées". C'est à partir de la précieuse ville de Kiev que la Russie chrétienne s'est faite. Dès lors la simple Union des Républiques Russes, tel le Japon (pourtant grand vaincu de la deuxième guerre mondiale), sera sur la bonne voie. Elle renoncera de plus à ses absurdes ambitions hégémoniques en Angola, à Cuba, en Corée, en Ethiopie, au Vietnam - entre autres -, et il lui restera suffisamment à faire pour concilier la centaine de "tout petits peuples", comme les Bakhirs, les Nenets, les Permiciens, les Tatars, pour lesquels un statut spécial de protection devra être prévu. A ce propos, Soljenitsyne approuve les actuelles distinctions entre Républiques fédérées, Républiques autonomes, Régions autonomes et simples Districts nationaux : il ne s'agit pas de faire l'O.N.U.

Ces premières remarques de Soljenitsyne montrent qu'il n'épargne personne. S'il faut faire rendre gorge aux cinq millions d'apparatchiks de la nomenclatura, lesquels avec leurs privilèges (magasins réservés, datchas, etc.), aujourd'hui encore pressurent le peuple, Soljenitsyne critique aussi les ambitions en Pologne d'Alexandre I^{er} et le "gros ventre asiatique" qu'a voulu se faire Alexandre II. Tout cela, ces égoïsmes, ces ambitions nous ont "sucés", et Soljenitsyne rejette l'orgueil national des super-grandes puissances. Les émigrés blancs, eux-mêmes, ont commis des fautes, tels ces Ukrainiens qui s'écriaient : "Vive le communisme pourvu que périssent les Russes". A vrai dire, face à un Occident doté d'une "vie civique sans entrave", où règnent "le respect de la personne", la "diversité des activités individuelles", à la veille de la Révolution bolchévique l'empire tsariste vivait "dans une douce somnolence".

Ainsi se profile un Soljenitsyne bien différent de la réputation qu'on lui fait de passéiste tsariste, de slavophile animé d'un orgueil national agressif. Il n'est pas antisémite celui qui défend, en Israël, la "révolution culturelle hébraïque". A la vérité, ce qui ressort peu à peu de ce livre si bref mais si riche est que Soljenitsyne redoute avant tout qu'avec Gorbatchev la Russie ne revive en fait les huit mois fatidiques qui ont suivi la Révolution de février 1917. Sommes-nous en mars, avril, mai 1917 ? Voilà la question. C'est-à-dire : sommes-nous

encore à contre-courant de l'histoire ? Alors, afin d'éviter cette menace, Alexandre Soljenitsyne propose un système. Ou plutôt, il se pose mille questions et nous invite à réfléchir avec lui. "Dans la mesure de (ses) forces". Il insiste sur l'importance, non seulement de l'instruction, mais de l'éducation, particulièrement spirituelle. Et il stigmatise la "catastrophe spirituelle qui s'est accomplie de 1915 à 1935". En dépit du rétablissement du patriarcat (il salue en passant les figures de Tikhon et de Benjamin), Soljenitsyne condamne la faiblesse continue de la hiérarchie orthodoxe. Sur un autre plan, il opte pour la démocratie, ne fût-ce que parce qu'elle est plus probable que la monarchie ou l'aristocratie. Mais comment éviter le défaut essentiel de la démocratie : que "la majorité boulotte la minorité" ? En démocratie, "une minorité bien organisée gouverne une majorité inorganisée". Les droits de l'homme, c'est bien, mais encore faut-il penser aux devoirs de l'homme.

Si tels sont les risques d'une démocratie, il faut vite (nous sommes en février, mars ou avril 1917) suggérer des palliatifs. Avec cette première réflexion : "Avant la Révolution, notre peuple, dans sa masse, n'avait pas d'idées politiques". Et, à la vérité, "la vie politique n'est absolument pas l'essentiel dans l'existence d'un homme". Il faut - ici encore - jouer les petits espaces, éviter la prépondérance des grandes villes qui, elles, secrètent la politique, que ce soit "Moscou, Pétrograd (sic), Kiev ou Minsk". Afin d'aborder les vrais problèmes - chute de la natalité, mortalité infantile, famille, propriété privée, etc -, il faut commencer par le bas, par des institutions locales, qui seraient regroupées autour d'une quarantaine de villes d'importance moyenne.

Pour que vive l'Union des Républiques Russes, faisons renaître la province. Elle sera animée par une série de Zemstvo de localité, de districts, avant de se concerter au niveau national dans un "Grand Conseil des Zemstvo". Et c'est alors, précisément, que ce qui subsiste de la gauche pensante - pourtant ébréchée de toute part par l'effondrement total de tous ses rêves - s'insurge. Elle se méfiait, a priori, de Soljenitsyne (il n'est pas bien vu). Mais, précisément, il s'est lui-même, à l'instant, coincé : cette province russe, à laquelle s'attachait Stolypine (le seul ministre intelligent de Nicolas II, hélas assassiné à Kiev et jamais remplacé), non seulement elle a été, depuis 1917, oubliée, mais elle est bien morte. S'appuyer sur elle est une illusion, et une illusion de... passéiste.

A moins qu'Alexandre Soljenitsyne, bien au contraire, n'ait une fois de plus prophétisé la vérité et posé les vrais problèmes. A cet égard, la gauche ne s'était jamais sérieusement soucée (il ne fallait pas "désespérer Billancourt") de *L'Archipel du Goulag*. Et en tout cas - la preuve est faite - le Soljenitsyne que voici est bien différent de celui qu'on prétendait.

Jacques NANTET

Comment réaménager notre Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces. Ed. Fayard, octobre 1990, 115 p. Traduit du russe par Geneviève et José Johannet.

● Les nouveaux espagnols

Que d'ignorance engoncée dans les préjugés séculaires nourrissent les Français et les Espagnols les uns envers les autres. Du côté espagnol, Napoléon n'a rien fait pour arranger les choses et, pour les Français, la guerre d'Espagne avec son cortège de massacres et de réfugiés anarchistes a achevé de cimenter dans les mémoires l'image d'une Espagne extrémiste et d'Espagnols impossibles. La sinistre mémoire de Franco avait aboli les quelques sympathies acquises par Don Quichotte et l'hispaniolisme ne conservait pour admirateurs, en dehors de quelques fidèles stendhaliens, que des esprits déséquilibrés amateurs de prouesses !

Au mieux, depuis la chute du Caudillo, allait-on passer des vacances sur la Costa Brava, moins chère et plus chaude que beaucoup de plages hexagonales, mais l'insécurité entretenue par l'E.T.A. décourageait les pusillanimes. Il n'était pas jusqu'aux paisibles producteurs de tomates de Châteaurenard pour détester les nouveaux concurrents espagnols, "communautaires" depuis peu, qui vendaient à meilleur prix parce qu'ils exploitaient leurs ouvriers agricoles ! Ne parlons pas des pêcheurs français toujours prêts à couler les chalutiers corsaires espagnols ! Décidément les Espagnols demeuraient impossibles ! Et les Espagnols nous le rendaient bien, eux pour qui le *Gabacho*, le Gaulois prétentieux, demeure le type même du barbare !

Un excellent livre, alerte et bien documenté, de Thierry Maliniak, *Les Espagnols de la "movida" à l'Europe* (Centurion 271 pages, 99 F) fournit aux esprits curieux de s'instruire les moyens de découvrir dans l'Espagne de la dernière décennie les changements profonds et rapides qui l'ont agitée et qui se prolongeront dans les années à venir, même si le rythme se ralentit. Le franquisme avait figé l'Espagne dans une structure à peine post-féodale et bloqué son évolution, malgré les timides ouvertures diplomatiques et économiques des dernières années du Caudillo. L'arrivée au pouvoir de Juan Carlos, sa souplesse, toute bourbonnienne, l'habileté d'Adolfo Suares, chef de file de la coalition centriste qui assura la transition, enfin et surtout la victoire triomphale du P.S.O.E., le parti socialiste de Felipe Gonzalez, aux élections d'octobre 1982, ont accompagné le peuple espagnol dans une cascade de réformes et de changements qu'il n'avait jamais connus dans toute son histoire !

Maliniak, qui est correspondant du *Monde* à Madrid depuis 9 ans, décrit et analyse la montée en puissance du P.S.O.E. et s'attache, à partir du deuxième chapitre, à montrer les avancées réalisées par Felipe Gonzalez et son équipe dans tous les secteurs de la vie espagnole. Résolument réformistes, essentiellement pragmatiques, après avoir jeté aux vitres le marxisme, l'ouvriérisme et d'autres oripeaux historiques, les socialistes ont prôné la libre entreprise, la compétitivité, le lucre, la soif de consommer. "Il n'existe aucun pays d'Europe où l'on peut gagner autant d'argent en aussi peu de temps que le

notre", affirmait sans complexe le ministre de l'économie Carlos Solchaga.

Mais les Espagnols, avides de rattraper le temps perdu, ont jeté aussi leur bonnet par dessus les moulins et leur vertu avec. Finie la sévérité du franquisme, Madrid, et dans une moindre mesure le reste de l'Espagne, vivent à l'heure de toutes les audaces où le sexe débridé tient la première place en compagnie de la drogue et d'autres accessoires des plaisirs frelatés... Mais je vais me laisser emporter par ma plume française et recommencer à railler nos voisins ibériques passés de la pruderie des duègnes à l'exhibitionnisme des vieux noceurs ! En tout cas le chapitre sur les nouveaux Espagnols demeure un beau morceau de bravoure journalistique !

La reconquête d'un rôle international, la réappropriation d'une politique étrangère indépendante, même si l'Espagne est restée, non sans mal de sa part, dans l'O.T.A.N. et est entrée dans le Marché Commun, non sans mal de la part des autres pays européens, notamment la France, sont remarquablement décrites par l'auteur dont on sent la grande familiarité avec les problèmes politiques. La manière dont il déroule les fils de l'embrouillamini basque demeure à ce point de vue exemplaire, de même le portrait de "l'impérial" Giscard, vu par les Espagnols comme le condescendant parrain de leur jeune démocratie.

Une part plus modeste est consacrée aux problèmes religieux de l'Espagne en *transición*, notamment dans les pages sur l'Eglise face à la laïcisation de l'Espagne. Les bonnes dispositions du président de la Conférence épiscopale espagnole, le cardinal Enrique y Tarancon, sont soulignées, et les bons rapports qu'il entretint avec Felipe Gonzalez. Mais l'auteur insiste sur le durcissement de l'Eglise à partir de 1981 avec l'arrivée à la tête de la Conférence nationale de Mgr. Gabino Diaz Marchan, et le voyage triomphal de Jean Paul II invitant, un mois après la victoire électorale du P.S.O.E., les évêques et les chrétiens à défendre leurs valeurs.

La dépénalisation de l'avortement, le financement des écoles catholiques donnèrent lieu à de rudes batailles, apparemment perdues par l'Eglise. Mais l'aménagement positif des rapports entre l'Eglise et l'Etat à travers la révision heureuse du Concordat de 1953 n'apparaît pas suffisamment dans ces pages, ni peut-être le rôle positif de Juan Carlos dans ce domaine comme dans d'autres. Ces réserves n'enlèvent rien au mérite d'un livre qui, pour l'heure, demeure une bonne clé pour entrer sans frapper chez notre voisine d'au-delà des Pyrénées... Mais attention, nous risquons de la surprendre en galante posture !

Jean CHELINI

"Les Espagnols de la "movida" à l'Europe" de Thierry MALINIAK, Ed. Centurion.

LE MIEL ET LES MOUCHES

Depuis mai 1968, les contestations et révoltes de la jeunesse se suivent à plus ou moins longue distance sans se ressembler, et elles sont de moins en moins éblouissantes et de plus en plus mornes depuis le grand flamboiement inaugural. Et il semble que le récent remuement de milliers de lycéens en rupture de lycée ait descendu quelques degrés dans cette marche à la platitude. Cependant, chaque fois que de tels événements surgissent, l'émoi de la jeunesse suscite dans les médias et le monde politique un mouvement de sympathie admirative. On applaudit, mais on n'applaudit pas, et de loin, les mêmes choses. Les jeunes dieux ont beau changer de forme, de visage, de comportement, il convient toujours de les encenser religieusement.

L'enthousiasme fut de rigueur lorsqu'en mai 68 toute une jeunesse mit en question un ordre social dans lequel elle ne voyait que sagesse conformistes et institutions fatiguées. Les commentaires étaient lyriques et l'esprit qui soufflait sur les barricades du Quartier latin avait un sublime de Pentecôte. Une vingtaine d'années après, quelques flammèches du feu initial se reconnaissent dans un mouvement lycéen que mettait en colère l'idée même de sélection. Une telle passion de l'égalité chez les usagers d'un système scolaire qui requiert notations, examens et concours était une surprise bien rafraîchissante, qu'il convenait de célébrer. Et, ces dernières semaines, il fallait, derechef, célébrer un mouvement qui, bien éloigné des explosions d'irréalisme et d'utopie, se garde de contester la société telle qu'elle est et ses règles de fonctionnement telles qu'elles sont.

Cette fois, une jeunesse lycéenne ne demandait que des moyens de mieux travailler, elle disait son besoin de maîtres et d'un encadrement protecteur ; bref, elle se lovait dans l'institution comme un chat dans un couffin. Tant de sagesse émerveille et l'on ne peut se retenir d'applaudir.

Cet agenouillement devant la jeunesse, répétitif et systématique, a quelque chose de suspect. On songe à ce mot d'Alain, dans ses *Propos sur l'éducation*, que la pédagogie moderne aurait grand intérêt à méditer : "La jeunesse attire la démagogie comme le miel les mouches". Il y a bien de la démagogie dans la manière dont les autorités officielles ont géré, pour parler leur langage, le mouvement lycéen. Les portes du palais de la République s'ouvraient largement devant les délégations improvisées qui n'avaient qu'à frapper pour entrer et qu'à demander pour obtenir. Mais, lorsqu'était inversée la hiérarchie normale des pouvoirs, qu'étaient mis entre de superbes parenthèses gouvernement et Parlement, que l'accès était direct des pavés de la rue à la salle du trône, y avait-il véritablement une République ? On était plutôt revenu à ces temps antiques où, sous son dais fleurdelisé, le prince laissait accéder à sa personne le plus

menu de son peuple et, si l'on criait trop fort misère, l'officier de finances, sur un signe de son maître, rétablissait vite le calme en puisant dans la cassette royale.

Le roi, en effet, aujourd'hui comme hier, est le père de ses sujets et c'est une politique paternaliste que, dans cette conjoncture, a pratiquée l'Elysée. Or le paternalisme n'est rien d'autre qu'une forme de démagogie, qui abuse de l'innocence et de la naïveté de ceux qui réclament qu'on s'occupe d'eux pour leur plus grand bien. L'histoire des contestations et révoltes de la jeunesse depuis mai 68 montre bien qu'à chaque épisode des adultes avertis n'ont marqué tant d'empressement à comprendre et à épouser le mouvement que pour lui faire servir leurs grands ou petits desseins.

Les jeunes contestataires crient, à chaque fois, qu'ils sont apolitiques et ne veulent pas être récupérés par les politiciens. Mais ils ont beau s'efforcer de courir au-delà et en avant d'elle, la politique les rattrape bien vite. Les vastes dévouements théâtraux du printemps 68 s'en prenaient à toutes les autorités décrétées aliénantes ; mais les intellectuels les plus engagés et les plus médiatiques, en connivence avec l'opposition de l'époque, qui comptait dans ses rangs François Mitterrand et Pierre Mendès-France, orientaient le mouvement dans le sens d'une déstabilisation du pouvoir gaullien, le Général étant le plus clair et le plus haut symbole de l'Autorité. Les clameurs de la rue avaient deux origines : "Il est interdit d'interdire", la célèbre maxime sortait de jeunes cœurs qui pensaient ne pouvoir se déchaîner qu'en se désenchaînant ; et le slogan "Dix ans c'est assez" sortait du trou du souffleur.

Le mouvement antisélectionniste au temps de la cohabitation donnait déjà des armes à l'Elysée contre Mâtignon. Aujourd'hui, l'opinion pressent que le mouvement lycéen a servi d'enjeu et de masse de manœuvre dans un confus conflit de forces, d'intérêts, d'ambitions. Toujours, les jeunes, en état d'insatisfaction irritée, font, bon gré, mal gré, de la politique, mais ils ne savent pas la politique qu'ils font.

Le mythe de la jeunesse, vague et ployable dans les sens les plus contradictoires, est bien souvent une invention d'adultes habiles à se servir d'une nouvelle génération pour des fins dont elle n'a pas conscience. On n'a nullement voulu faire le procès d'un mouvement lycéen dont les revendications n'ont que le tort de manquer d'ambition. Mais il faut savoir mettre en garde la jeunesse contre des démagogues qui la méprisent sans la respecter. Trop de mouches bourdonnantes et quelques machiavéliques "je vous ai compris" autour du miel.

Etienne BORNE
"La Croix" - 30.11.90

passion est souffrance et exaltation et, plus graves que les cris et les fureurs de la rue arabe, les passions des intellectuels de Tunis, d'Alger et de Rabat, déçus par la France, sont capables de rendre ennemis les deux rivages d'une Méditerranée qu'il s'agira de rendre fraternels pour gagner la paix.

A cette tâche devront s'employer, dépassant des querelles subalternes, tout ce que nous avons d'hommes politiques véritablement responsables. Mais le problème n'est pas seulement politique, et la pacification, qui est une création continue, ne réussira que si elle est prise en charge par les témoins et les représentants des trois

grandes religions monothéistes. Le Dieu d'Abraham est le même Dieu pour Israël, l'Islam, la Chrétienté. Si ce Dieu était monopolisé, manipulé, politisé, la foi monothéiste serait dramatiquement vulnérable aux objections et aux sarcasmes. Dans les conflits ambigus de ce monde sont engagés des croyants qui ont à défendre avec d'autres ce que Péguy appelait "le pauvre honneur des maisons paternelles". Mais ils sont aussi, premièrement, comptables de l'honneur de Dieu.

P.S. Dans le dernier "Propos du temps", il fallait lire : la mollesse (et non le noblesse) des civilisations fatiguées.

FERMETÉ ET ESPÉRANCE

par Jacques Barrot

Nous avons accepté de participer pleinement à l'opération militaire entreprise dans le Golfe pour faire reculer les prétentions hégémoniques de Saddam Hussein et l'obliger à se retirer inconditionnellement du Koweït en application des résolutions des Nations Unies. Nos soldats participent à tous les dangers d'une guerre que le surarmement irakien rendra, de l'avis des experts, très meurtrière, si l'intransigeance de Saddam Hussein nous contraint à passer de la phase aérienne à la phase terrestre. Les Alliés doivent être particulièrement attentifs à toutes les tentations d'escalade que suscitera le dictateur irakien à la recherche d'une image de martyr pour la cause arabe.

Cette solidarité avec les alliés dans l'effort de guerre ne peut être ni à géométrie variable ni consentie avec des réserves subtiles. En revanche, elle nous autorise à exprimer nos exigences sur les lendemains du conflit. On ne peut pas solliciter la sagesse des peuples arabes sans leur donner des espérances solides à la mesure de leur désarroi. Ce n'est pas trahir notre amitié traditionnelle avec les Etats-Unis que de rappeler à George Bush les risques politiques des lendemains d'une guerre qui, outre les douloureuses pertes humaines de part et d'autre, aurait creusé un dramatique fossé entre le monde arabe, la communauté musulmane et l'Occident. La mer Méditerranée, notre mer, deviendrait le lieu de profonds déchirements et de graves incompréhensions. On assisterait à la contestation des ressortissants français installés au Maghreb et, parallèlement, à celle des arabes et des musulmans installés en France et en Europe, victimes les uns et les autres d'une flambée de suspicion.

Pour prévenir ces risques, il faut tenir un discours clair et cohérent sur nos objectifs de paix juste et durable ; il faut le tenir avec le concours d'amis européens pour ne pas donner le sentiment aux Américains de faire bande à

part selon une vieille coquetterie gauloise. Il s'agit de formuler, dès maintenant, une volonté sans faille : volonté de faire appliquer les résolutions des Nations unies sur l'existence d'un Etat d'Israël, reconnu dans ses frontières, mais aussi sur la création d'un Etat palestinien ; volonté de concevoir avec les peuples de la région et le concours des grandes puissances, une organisation de sécurité régionale. Pour y parvenir, les Européens devront consentir un effort financier significatif capable d'initier une coopération économique régionale entre tous les Etats du Proche et du Moyen-Orient, symbole d'une première réconciliation. Par ailleurs, il conviendra de mettre en œuvre dans l'avenir une réglementation et un contrôle des ventes d'armements.

Il est nécessaire que les buts de la paix soient affirmés solennellement pour que l'espérance l'emporte sur les passions et sur les fanatismes sans doute aussi cruels et dangereux à terme que la guerre elle-même ; pour que soient préparées les conditions favorables à un dialogue israélo-palestinien. A nous d'entraîner nos amis européens au plus vite dans ce discours de l'espérance qui, loin d'atténuer notre fermeté actuelle, la justifiera pleinement aux yeux de tous les peuples du Moyen-Orient.

Mais le Droit sur lequel se fonde l'action des alliés dans le Golfe a évidemment dimension mondiale ; il appelle donc au rétablissement et au respect des libertés et de l'indépendance des peuples libanais, lituanien, lettonien, estonien. Pour eux aussi la fermeté et l'espérance. La Paix doit faire œuvre de Justice. Ainsi nous tendrons à pratiquer la Politique telle que Vaclav Havel l'a définie dans une conception très exigeante et très noble : "morale agissante, service de la vérité, souci du prochain". On ne saurait en effet se résigner à ce que la politique se réduise à l'art de gérer le moindre mal.

Jacques BARROT
10/02/91

Partage des consciences et honneur de Dieu

par Étienne BORNE

Au moment où j'écris, la France est en guerre. A-t-elle eu raison de s'engager militairement dans la bataille ou, aurait-elle dû pratiquer une politique de neutralité active entre les deux camps ? Question inéluctable, qui agite les esprits et trouble les consciences, et auprès de laquelle nos menus et irritants conflits franco-français apparaissent soudain dérisoires et privés de signification. Comme à chaque fois qu'un événement imprévu, de portée historique et porteur d'angoisse, surgit sur la scène nationale, nos classements familiers perdent sens et valeur ; les partis politiques, les familles spirituelles et les autorités morales se découvrent divisées. Se manifestent des fractures et des convergences insolites et déroutantes, tout se passe comme si les points cardinaux étaient brusquement brouillés.

Y aller, ne pas y aller, aucun des deux termes de l'alternative n'emportait d'emblée la conviction, car il y a des raisons fortes d'un côté comme de l'autre. Un partage se montre entre des consciences également attachées aux idées de droit et de justice. Dans cette affaire le départ est difficile à opérer entre l'incontestable et l'incertain aussi bien politiquement que moralement.

Une guerre est juste si elle ne provoque pas des maux plus grands que le mal qu'elle doit ôter, ici le rétablissement d'un droit par des moyens de force. Mais cette justice, qui pèse pour apprécier, compare des incomparables et devrait prévoir des conséquences en grande partie imprévisibles. Lors de la guerre 39-45 il était bon d'extirper le nazisme, ce cancer de l'Europe, mais cette nécessaire chirurgie n'a pas été sans effets pervers, dont l'extension et l'aggravation d'une peste rouge qui valait bien, en virulence, la peste brune, et qui a fait pendant plus de 40 ans, le malheur de bien des peuples.

En ce qui concerne la guerre du Golfe, il n'est pas d'intellect humain, même subtilement informatisé, qui puisse projeter sur l'écran du futur la figure de l'après-guerre. Il a bien fallu décider, mais on n'a pu le faire que sur des vraisemblances et des probabilités. Et maintenant l'autre terme de l'alternative reste abstrait et ne peut être considéré que pour les besoins du raisonnement.

La discussion sur nos buts de guerre est ouverte et ce débat est une bonne chose, justement parce qu'il nous met en présence d'une alternative fondamentale : faut-il s'en tenir scrupuleusement à la seule libération du Koweït ou aller jusqu'à détruire, en ruinant ses moyens de puissance, un système dictatorial qui a fait le malheur de l'Irak et qui, s'il survivait à cette guerre, serait une menace permanente pour les Etats et les peuples du

Proche-Orient. Dans ce dernier cas, on outrepasserait au moins la lettre de la résolution de l'O.N.U., qui seule peut donner à cette guerre ce qu'elle a de légitimité.

Pour trancher le nœud, il faudrait bien savoir quelle sorte de personnage est Saddam Hussein : un aventurier qui fait des coups, le Koweït après l'Iran, et qui pourrait à la fin s'acheter une conduite ? Ou, n'est-il pas plutôt l'homme d'un grand dessein politique et religieux, et n'aurait-il pas nourri, depuis toujours, l'ambition d'être le Saladin, qui arracherait aux infidèles Jérusalem et une terre arabe que souille une présence profanatrice ? Et pour se donner les moyens de ce grandiose projet, il aurait réussi à se faire armer et sur-armer en jouant le rôle, bien étudié, d'un homme d'Etat, laïque et moderne, appelé à être le rempart de l'Occident et des Etats arabes modérés, contre l'Iran de Khomeyni, intégriste et archaïque.

Dans cette hypothèse, Saddam Hussein, en attaquant l'Iran puis en annexant le Koweït n'aurait déjà eu en tête que Jérusalem et Israël. Aller vers un objectif en lui tournant le dos, cette logique, proprement dialectique exige une puissance peu commune de dissimulation et d'obstination. Une telle logique, qui récuse la rectitude, a été mise en théorie en Occident comme en Orient. Nous eûmes le "Prince", manuel de politique, qui a ravitaillé bien des princes chrétiens en maximes subtilement tortueuses, et il y eut dans l'univers musulman le "Livre des ruses" qui inspira d'intelligentes roueries à quelques héros de l'histoire islamique. Si Machiavel était florentin, le machiavélisme n'a pas de patrie, extension sans limites qui témoigne, le diable portant pierre, pour l'unité de l'esprit humain, lequel reste universel même lorsqu'il est dépourvu d'âme.

La tentation est grande d'expliquer l'appel de Saddam Hussein à la guerre sainte par un comble de perversité machiavélique, qui mettrait le Dieu de Mahomet au service d'une volonté de puissance. Mais on s'expose alors à s'entendre répliquer que, d'un autre côté, la guerre, non moins sainte, menée pour le droit ne fait que recouvrir d'un idéalisme, quasi religieux, la défense d'intérêts matériels, politiques, séculiers, faciles à connaître et reconnaissables sous ce masque. Machiavélisme contre machiavélisme.

Si le droit est le droit, il ne saurait y avoir deux poids et deux mesures, comme il a été expliqué ici même. Appliqué à la question palestinienne et alors, malaisément réfutable, cet argument risque de nous brouiller, nous autres Français, avec les élites du monde musulman. La